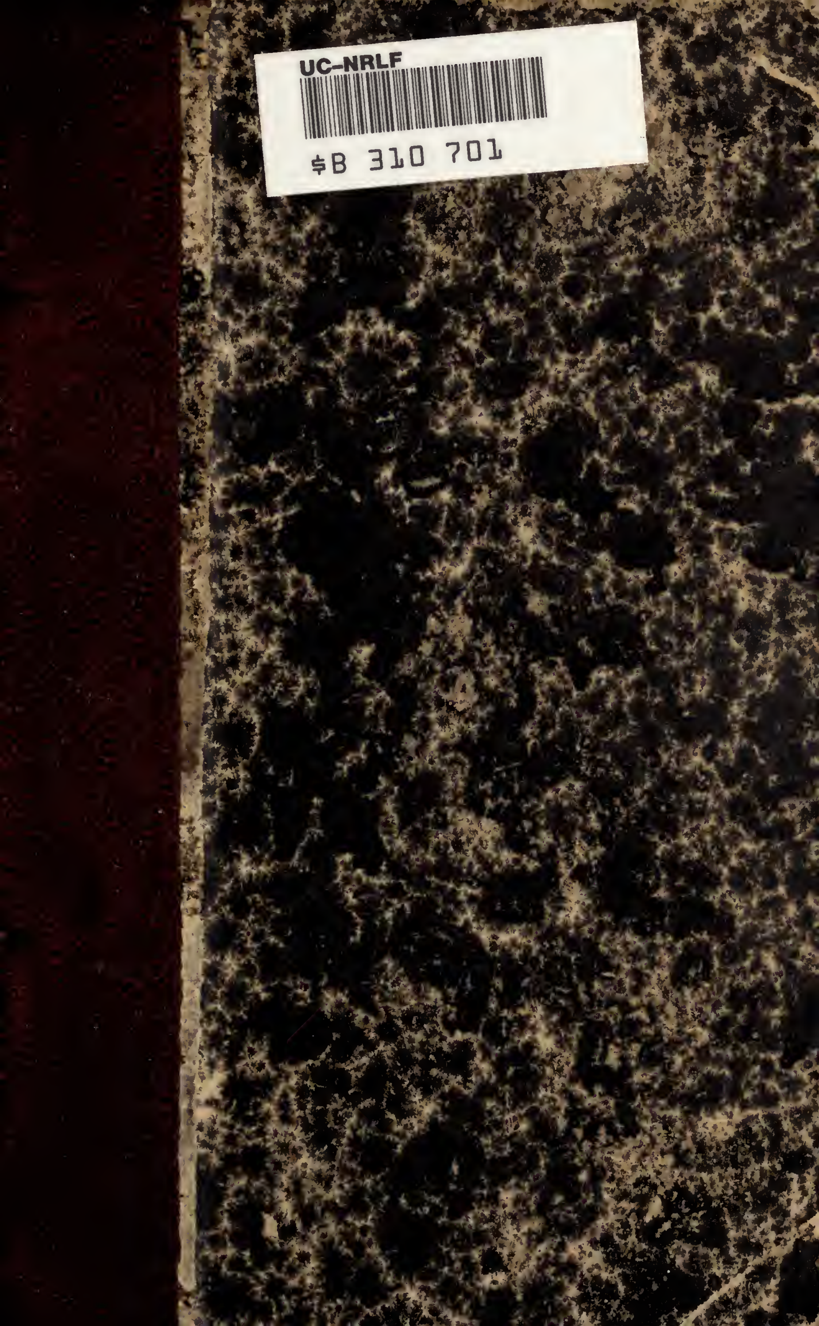
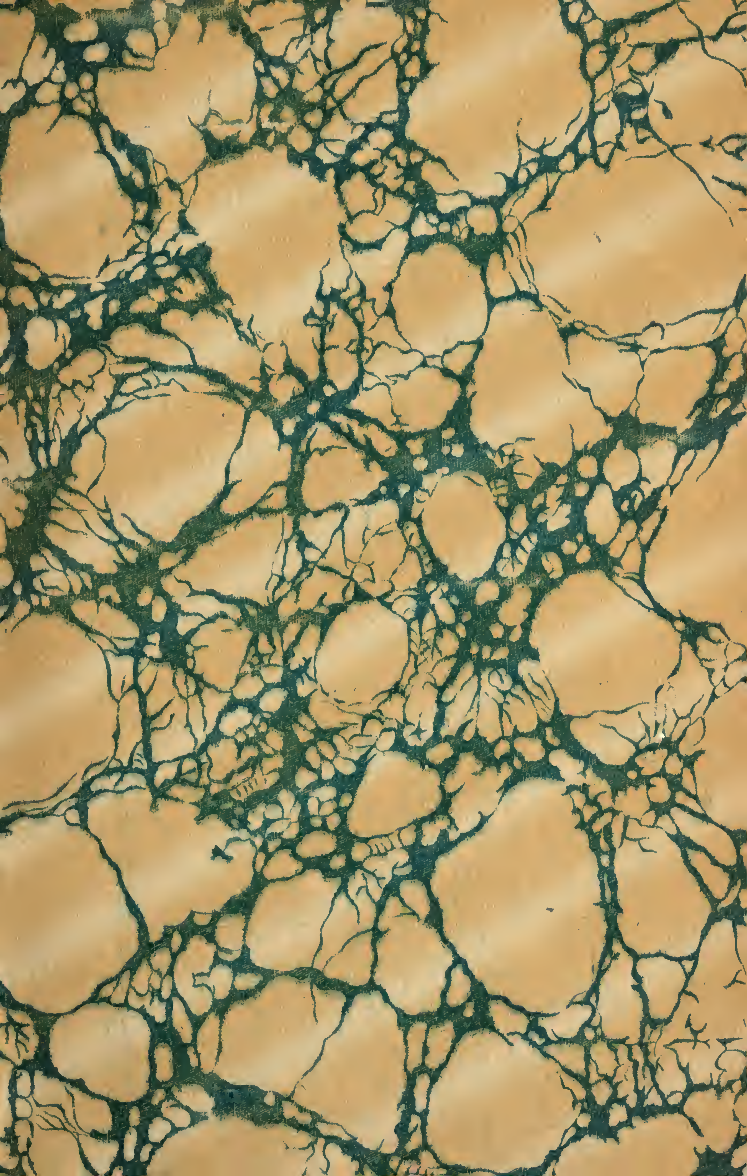



SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS



LE PRÉSIDENT WILSON

DANIEL HALÉVY

Le Président Wilson



PARIS
LIBRAIRIE PAYOT & Cie
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1918

AVANT-PROPOS

L'auteur, en tout autre temps, s'excuserait de présenter au public un travail si rapide sur un sujet si difficile et si vaste. Mais quand les événements pressent et qu'on peine à les suivre, force est bien de s'instruire en hâte et en improvisant.

L'auteur a utilisé deux biographies : Woodrow Wilson, the man and his work, *par Henry Jones Ford; et* President Wilson, *par H. Wilson Harris. Il a eu recours à la belle bibliothèque de la Chambre de Commerce Américaine, hospitalière aux travailleurs; il a été enfin très assisté par ses anciens collègues du Bureau des Etudes de la Maison de la Presse, MM. Othon Guerlac, professeur de littérature française à l'Université de Cornell, et M. Michel Beer, qui l'ont aidé de leurs conseils et lui ont ouvert leurs archives si précieuses pour l'étude de notre époque.*

D. H.

Octobre 1917.

I

L'ENFANCE ET LA JEUNESSE

La plus agissante des aristocraties qui dominent aux Etats-Unis d'Amérique est constituée par les descendants des familles puritaines qui y créèrent les mœurs, la culture, l'Etat. Woodrow Wilson appartient à ces familles par sa double ascendance.

Son grand-père, James Wilson, était originaire de l'Ulster. En 1807, il débarqua à Philadelphie un tout jeune homme encore. C'était un homme du peuple, mais instruit comme le sont souvent les membres des sectes protestantes. Il se fit imprimeur, réussit dans son travail, épousa en 1808 une jeune fille ulstérienne et presbytérienne comme lui, qui avait en même temps que lui traversé l'Atlantique; puis, quittant Philadelphie, il s'établit dans l'Ohio où les pionniers travaillent et fondent les premiers bourgs. James Wilson y crée un journal, le *Western Herald*; en 1832, il en crée un deuxième, le *Pennsylvania Advocate* de Pittsburg; il

les dirige tous deux en s'aidant de ses fils, dont il fait des ouvriers imprimeurs en même temps que des publicistes : elle redevenait primitive, cette humanité anglo-saxonne qui conquérait un monde de forêts vierges et de prairies marécageuses, de montagnes et de déserts.

Be strong backed, brown handed, upright as your pines,
By the shape of a hemisphere shape your designes.

enseigne un vieux distique américain que Wilson enfant entendit prononcer, et qu'il se plaît à répéter.

Aie le dos fort, les mains hâlées, tiens-toi droit comme
[tes pins,
Que la forme d'un hémisphère donne sa forme à tes des-
[seins.

Le même homme, s'il est un manuel, doit explorer, découvrir, défricher, cultiver, bâtir et garder son domaine; le même homme, s'il appartient aux classes intellectuelles, doit prêcher, enseigner, publier, éditer, imprimer; et les Wilson, de père en fils, firent ainsi. James Wilson mourut un homme considéré et important dans son Etat. Il avait été nommé juge et on l'appelait communément le *Juge Wilson.*

Son plus jeune fils, Joseph Rupple Wilson, va achever de s'instruire dans les universités et devient un

pasteur, un professeur : il partage sa vie entre les deux occupations. La jeune fille qu'il épouse, Janet Woodrow, est aussi d'origine presbytérienne : son père est Ecossais et pasteur. En ce foyer naquit Thomas Woodrow Wilson le 28 décembre 1856, et il mûrit dans cette double atmosphère, américaine, européenne, dans la liberté un peu sauvage du nouveau monde, dans la culture déjà antique du vieux monde.

Ces familles puritaines que nous rencontrons ici, qu'on ne les imagine pas graves et renfrognées. Leur sang vient d'Ecosse et d'Irlande, il est Celte, il n'en est pas de plus vif. Les Irlandais sont les plus grands amuseurs de l'Angleterre, les Ecossais sont les premiers pour l'abondance, la beauté du discours. Gladstone et Carlyle sont d'Ecosse. Le révérend Wilson avait renom d'esprit, de beau langage; son fils Woodrow Wilson tiendra de lui ces qualités. Elles furent accrues, peut-être, ou mieux, développées, par les mœurs de ces Etats du Sud, Virginia, Tennessee, South Carolina, où le révérend Wilson fit sa carrière pastorale et universitaire et éleva ses enfants. La culture était souvent très avancée, le goût littéraire était souvent très fin, dans ces campagnes du Sud où dominait une aristocratie rurale ancienne et riche. De ces traditions, de ces rencontres heureuses, Woodrow Wilson eut le profit.



Je ne vois, dans les récits de ses biographes, aucun trait qui distingue de mainte autre son enfance et son adolescence. C'est un jeune Anglo-Saxon, bien doué, qui se forme et se fortifie dans les traditions de sa race. Comme tant d'autres, il se passionne pour les choses de la mer et veut être marin; comme tant d'autres, il se passionne pour les exercices du corps, où d'ailleurs il excelle; il a peu de goût pour les sciences, un grand goût, une avidité singulière pour la lecture historique, philosophique, littéraire; il écrit, voilà son goût dominant, qui se développe et qui se fixe. A vingt et un ans, il est membre du Comité directeur d'une revue que publient ses camarades les étudiants de l'Université de Princeton; à vingt-deux ans, il la dirige à lui seul, il remporte un prix littéraire en écrivant un essai sur Pitt. Il serait intéressant de savoir comment le jeune Wilson jugeait le grand chef anglais, le dictateur des guerres menées par l'Angleterre contre l'impérialisme révolutionnaire et napoléonien. Mais il ne nous a pas été possible de prendre connaissance de cet essai.

Woodrow Wilson devient un écrivain, et un écrivain politique. Là est sa vocation certaine, il est entré dans

sa carrière. Les événements ne manquent pas à ce jeune homme, qui est aussi sagace que vif et qui sait observer. Depuis sa petite enfance, les événements l'entourent, se pressent autour de lui, intéressent, instruisent son esprit. Woodrow Wilson se forme dans ces Etats du Sud au moment même où s'y produit la grande crise de l'histoire des Etats-Unis au dix-neuvième siècle. Les Etats du Sud possédaient des esclaves; les Etats du Nord n'en possédaient pas; les Sudistes voulaient conserver leurs esclaves et maintenir séparée de leur vie civique et familiale une race inférieure; les Nordistes voulaient limiter, voire même supprimer, une institution dont les inconvénients moraux et politiques étaient graves. Et le conflit avait encore d'autres racines : les Sudistes défendaient, en même temps que l'institution servile, le droit de chacun des Etats dont l'ensemble constitue les Etats-Unis à se régir intérieurement selon ses lois particulières; et les Nordistes, luttant contre ces Etats qui se retiraient d'eux et déclaraient former une Union séparée, défendaient, en même temps que la liberté des noirs, le caractère intangible des Etats-Unis, la solidité et l'avenir de cette union d'Etat conçue pour assurer à des centaines de millions d'hommes un développement pacifique sur l'étendue d'un continent tout entier. Les enjeux de la

lutte étaient immenses; elle fut conduite avec la dernière énergie. La guerre de Sécession dura quatre ans, de 1861 à 1865, et la petite enfance de Thomas Woodrow Wilson fut dominée par cette tragédie. Il avait quatre ans et il jouait à une fenêtre ouverte sur la rue, quand il entendit les propos de deux hommes qui s'abordaient.

— Vous savez la nouvelle? dit l'un. Lincoln est élu Président?

— Lincoln Président? fit l'autre. C'est la guerre.

Ces mots solennels frappèrent l'enfant, qui ne les oublia jamais. Ce fut, en effet, la guerre, et terrible. Elle épuisa les hommes, les richesses. Si les Sudistes avaient vaincu, l'Amérique du Nord devenait une nouvelle Europe, divisée en nations rivales, condamnée à l'usure des haines et des guerres. Ils furent vaincus, et l'unité formelle de l'Amérique fut sauvée.

L'unité formelle, disons-nous. L'unité réelle restait presque toute à créer ou à recréer, et les années qui suivirent la guerre de Sécession furent aussi difficiles que tristes. Ces difficultés, ces tristesses déterminèrent les premières réflexions politiques de Woodrow Wilson. Les esprits demeuraient rebelles et les institutions étaient durement éprouvées. Ces institutions, que valaient-elles? L'Europe les avait admirées, l'Amé-

rique en avait été vaine. Peut-être eût-il été plus sage d'admirer l'excellence des habitudes civiques qui distinguent les populations de langue anglaise et le bonheur d'un peuple pour lequel les heurts politiques étaient bien diminués par les ressources et l'immensité infinies du territoire sur lequel il vivait dispersé. La Constitution des Etats-Unis a des parties originales et utiles, telle cette Cour suprême qui a terminé tant de conflits, tel son agencement fédéral, si heureux et si neuf; mais elle est, par ailleurs, un ingénieux devoir d'école composé par des élèves de Montesquieu. Montesquieu avait expliqué par la division des pouvoirs les rares vertus de la Constitution anglaise et sa puissance libératrice: l'Exécutif est séparé du Législatif, les Chambres et le Roi s'équilibrent, se tiennent mutuellement en échec, exercent l'un sur l'autre un contrôle incessant et qui prévient la tyrannie. Les colons d'Amérique veulent prévenir toute tyrannie et Montesquieu est leur conseil. Ils maintiennent l'indépendance des Etats; et dans le gouvernement fédéral ils introduisent, ils multiplient des rouages indépendants. Le pouvoir judiciaire a son origine propre et son indépendance; de même le pouvoir présidentiel, et de même la Chambre, de même le Sénat. La Chambre et le Sénat votent les lois, mais ignorent leur exécution. C'est le Président qui exécute,

assisté par les ministres qu'il choisit. Les ministres n'ont rien à voir dans la confection des lois, ils les reçoivent toutes faites, comme un gérant reçoit les ordres d'un propriétaire. Le Président peut dire *veto* à une loi votée; mais si les deux Chambres, à la majorité des deux tiers, la maintiennent, le Président doit la recevoir et l'exécuter. Et ces conflits ne sont pas rares. La Constitution semble faite pour les provoquer, pour les rendre aigus. Le Président américain n'émane pas, comme le nôtre, des Chambres. Il émane du peuple, et il arrive très fréquemment qu'il n'appartient pas au parti qui domine dans les Chambres. C'est une machine bien ingénieusement agencée pour la destruction du pouvoir et l'anéantissement du gouvernement : la philosophie politique du dix-huitième siècle a produit ici son chef-d'œuvre. Pendant la guerre de Sécession, les deux partis avaient corrigé les défauts de leur politique traditionnelle en instituant des dictatures. Lincoln, président des Nordistes, avait été un dictateur admirable d'autorité et de prudence. Mais la paix revenue, Lincoln assassiné, les institutions reprirent leur empire et montrèrent leur faiblesse. Il fallait réconcilier les Etats du Sud, régler sans trop de retard leur retour dans la liberté; il fallait une sagesse, un sang-froid extrêmes; il y eut un extrême désordre. Les Chambres

furent d'un avis, le Président d'un autre; les Chambres cherchaient davantage la rigueur et la vengeance, le Président Johnson cherchait davantage l'indulgence et l'union; les Chambres n'écoutèrent pas les avertissements de Johnson, Johnson opposa son *veto* à leurs lois; les Chambres, maîtresses des lois, les maintinrent; Johnson, maître de l'exécution, s'employa à les annihiler. Il avait son parti dans le pays, il allait de ville en ville, parlait, insultait la Chambre des députés, ce corps, disait-il, *hanging on the verge of government.* La Chambre le mit en accusation pour crime d'Etat; le Sénat, juge en la cause, l'acquitta, et le désordre dura, et le pays attendait toujours la reconstruction qui lui était promise. Dans le Sud, les masses nègres, dirigées par des aventuriers politiques, semblaient menacer la civilisation même des vieux Etats de Virginie, de Georgie. Dans le Nord, les soldats libérés du parti vainqueur réclamaient des secours, des dépouilles après la guerre. Les Chambres leur votèrent des pensions extravagantes, les emplois furent distribués comme des faveurs et la démoralisation gagna tous les services de l'Etat.

Tels étaient les faits qui fournirent matière aux réflexions du jeune Wilson jusqu'aux environs de sa vingtième année (1876). Indiquons un livre qui s'ajoute

aux faits et qui mûrit les réflexions : c'est l'essai de Bagehot sur *La Constitution anglaise*. Ce Bagehot, banquier de son état, écrivain politique à ses moments perdus, cherchait le fonctionnement réel de cette Constitution si fameuse et si commentée; il s'attaquait aux idées de Montesquieu, il les montrait sans bases et sans réalité; il était très persuadé que la fonction du pouvoir est de produire des actes et qu'une telle production n'est possible que si l'énergie est concentrée. La dispersion de l'énergie, voilà ce que Montesquieu avait montré et loué dans la Constitution anglaise. La concentration de l'énergie, voilà ce que Bagehot, contredisant Montesquieu, y découvre et y loue. Il n'ignore ni ne dénigre l'utilité particulièrement anglaise du pouvoir royal; il n'est nullement un jacobin; mais il voit, dans la Constitution pratique du pays anglais, une Chambre qui a la puissance; dans cette Chambre un parti qui a la majorité; désigné par ce parti un Premier qui se choisit des collaborateurs et gouverne avec eux. Il résulte de cela ce que Bagehot appelle un *Cabinet government*. « Les Américains de 1787, écrit-il, pensaient copier la Constitution anglaise, tandis qu'ils rédigeaient une Constitution qui fait contraste avec elle. De même que la Constitution américaine est le type des gouvernements *composés*, où le pouvoir suprême

est divisé entre beaucoup de corps et de fonctionnaires, la Constitution anglaise est le type des constitutions *simples,* où le pouvoir suprême sur toute question est entre les mains des mêmes personnes. »

Le jeune Wilson lisait, observait et comprenait à fond la leçon des livres et des faits. Il avait de l'autorité dans le caractère, le gâchis lui répugnait. Il avait de la décision dans l'esprit, il aimait à conclure, et il publia, à vingt-trois ans, dans l'*International Review* d'août 1879, un article intitulé *Cabinet Government in the United States,* où l'on retrouve, mêlée à l'influence de Bagehot, la connaissance claire d'un des problèmes qui occuperont sa vie entière.

Notre patriotisme, écrit-il, habituellement animé par un sentiment de confiante espérance, s'est empreint, en ces temps derniers, d'une déprimante inquiétude. L'appréhension pour l'avenir de nos institutions semble être devenue de jour en jour plus forte dans les esprits des Américains réfléchis. Assurément un malaise règne, et parfois une crainte que des défauts graves, peut-être radicaux, ne travaillent contre notre liberté et notre prospérité. Un déclin alarmant, certain, dans la conduite des affaires publiques; un esprit de légèreté et d'extravagance introduit dans notre travail législatif au lieu d'un esprit de sagesse et de prévision, menacent d'ébranler notre foi non seulement dans les hommes qui ont charge de notre politique, mais encore dans les principes même sur lesquels repose notre gouvernement. Toutes nos législatures,

tant régionales que nationales, sont en but à une suspicion inquiète, et nous saluons tout ajournement des Assemblées parlementaires comme une immunité temporaire contre le danger.

Ne voilà-t-il pas un langage que nous appellerions en France réactionnaire? Prenons garde à ne pas employer trop vite les mots auxquels nous sommes habitués.

Wilson observe autour de lui une disposition à « jeter le discrédit sur le principe même dont la mise en pratique a été considérée comme l'honneur, la gloire politique de l'Amérique — le droit de tout homme à participer au gouvernement qui le régit ». Mais ce n'est qu'une disposition et elle reste sans portée. Les démocraties européennes sont gênées dans leurs développements par les souvenirs, par les exemples des institutions autoritaires qui les ont précédées et qui les entourent; les mécontentements qu'elles inspirent sont inévitablement alimentés, excités par ces souvenirs, par ces exemples; au lieu d'inventer et d'agir, au lieu de regarder en avant, elles partagent constamment leurs regards, leurs pensées; elles ne peuvent oublier ces images du passé, ces institutions anciennes dont les traces demeurent et dont aucun abîme visible ne sépare. Elles sont toujours tentées de

retourner vers elles, elles y recourent parfois, leurs succès sont médiocres ou nuls et elles usent en ces essais, qui sont proprement des essais réactionnaires, leur faculté d'imaginer, d'entreprendre, d'espérer. Mais la tentation n'existe pas pour les populations américaines. Elles ont connu, dans leur courte histoire, une seule manière d'être, une seule tradition politique : la démocratie. Il faut qu'elles disparaissent ou inventent et avancent dans la pratique même de la démocratie. Bon nombre d'entre elles disparaîtront; d'autres se sauveront peut-être : elles auront inventé.

Le jeune Wilson ne s'attache pas à médire de la démocratie. Ce serait perdre temps et mieux vaut l'employer. Il a très fort en lui cette confiante espérance dont il nous parlait tout à l'heure et qui est l'une des caractéristiques, l'une des forces irrationnelles, instinctives, incoercibles, de sa patrie. Le défaut de la Constitution américaine, il le voit clairement, il le définit : c'est la dispersion des énergies, la paralysie concertée du pouvoir.

Il n'y a personne au Congrès qui parle pour la nation. Le Congrès est un conglomérat d'éléments inharmonieux; une juxtaposition d'hommes qui représentent chacun son voisinage, son intérêt local; la législation produite par ces hommes est, dans une proportion alarmante, « spéciale »; son ensemble constitue, au mieux, un compromis

boiteux entre les intérêts en conflit des localités innombrables qu'ils représentent. Il n'y a pas de pouvoir qui harmonise et guide. Si le peuple préfère telle politique, de quel moyen dispose-t-il pour l'imposer à la Chambre souveraine qui siège à Washington? D'un seul, et fort imparfait. S'il délègue des représentants favorables à cette politique (et c'est tout ce qu'il peut faire), il arrivera que ces représentants, n'étant pas dirigés, ne réussiront pas à trouver un terme moyen d'accord entre eux, et finalement mettront sur pied quelque mesure qui ne satisfera personne, qui ne résoudra aucune difficulté, qui pourvoira très peu ou très mal à l'avenir.

La direction est absente, voilà le manque. Comme M. Wilson sent, comme il parle à vingt ans, il sentira, parlera toujours. Il faut instituer une direction : il le veut, il le voudra toujours. Il découvre du premier coup son problème et son but. Mais il variera sur le choix du remède. L'Exécutif et le Législatif sont séparés -- le problème est d'établir entre eux une subordination. On peut la concevoir de deux manières : ou bien c'est l'Exécutif qui se subordonne le Législatif; ou bien c'est le Législatif qui se subordonne l'Exécutif. M. Wilson, dans sa maturité, pratiquera la première solution; jeune, il ne la conçoit même pas. Il reste sous l'influence de ses lectures, des idées libérales et parlementaires du dix-neuvième siècle, et il préconise le « Cabinet Goverment » à la manière anglaise, c'est-à-dire le gou-

vernement de l'Etat par un ministère issu des Chambres et responsable devant elles. « L'Exécutif a constamment besoin de la coopération du Législatif ; le Législatif veut être aidé par un Exécutif capable d'exécuter intelligemment et vigoureusement ses actes. Il faut donc un lien entre eux deux... et ce lien, le corps intermédiaire, c'est le cabinet responsable. »



En 1880, M. Wilson publia quelques essais sur des hommes politiques anglais (John Bright, Gladstone), dans la revue de l'Université de Virginia. A la fin de 1880, il quitta cette Université. Il s'était surmené par un travail intellectuel excessif, et il prit un an de repos dans sa famille. Mais il était sans fortune et devait pourvoir lui-même à sa vie. Il se décida pour la profession d'avocat et s'établit en mai 1882 dans la ville neuve d'Atlanta. La vie y était très intense, les affaires très nombreuses. Le choix semblait judicieux. M. Wilson s'installa modestement : on montre encore sa pauvre chambre. Il ne réussit pas. Sans doute il avait trop de goût aux affaires publiques pour s'intéresser aux affaires privées ; il attendait la clientèle, mais il ne savait pas la chercher ni l'attirer ; il ne savait pas se distraire de l'observation, de la méditation des

problèmes historiques et politiques. Il avait donc mal choisi sa carrière. Il le reconnut après un an d'attente, et, quittant Atlanta, il retourna dans une université pour achever ses études et devenir un professeur. Il travailla trois ans. En 1885, il fut chargé d'un cours d'histoire à Bryn Mawr College. Il était dans sa trentième année. Son apprentissage avait été long et divers, mais non pas infructueux, et il le prouva en publiant, durant cette même année 1885, un volume intitulé : *Le Gouvernement Congressionnel, étude sur la politique américaine*. Une traduction française de cet ouvrage a été publiée en 1900.



Arrêtons-nous un instant sur cette œuvre. M. Wilson y reprend (c'est le signe d'une pensée tenace) les observations et les thèses qu'il avait publiées en 1879 dans sa première étude. Dix années d'expérience les ont fortifiées, enrichies: *Le Gouvernement Congressionnel* n'est pas une œuvre de jeunesse. Lisons-la, elle nous donnera la mesure de l'homme, elle nous découvrira les directions instinctives où sa réflexion s'attache et fructifie.

La découverte nous surprendra peut-être. Nous ne savions rien de Wilson avant sa présidence, nous sa-

vions très peu avant que la guerre ne lui ait tout à coup conféré une fonction grandiose, inattendue, d'arbitre mondial. Nous l'avons jugé d'abord sur ces messages adressés à la nation américaine, très éloquentes pages pénétrées de pensée religieuse et chrétienne, d'idéalisme démocratique. Or le ton de ces messages est tout à fait différent du ton de l'œuvre politique de Woodrow Wilson, de ce que nous appellerions volontiers son œuvre laïque. Il semble qu'il y ait dans sa personne, comme dans son ascendance, une double tradition, une double inspiration: l'une, religieuse; l'autre, pratique; il semble qu'il y ait d'une part un homme d'action, un politique perspicace qui parle un langage délié, rapide, qui ne cherche que le vrai et ne le cherche que pour agir; d'une part, un conducteur de peuple, un homme sacerdotal, qui, s'adressant aux masses — pour les toucher plus profondément peut-être et pour les mieux conduire (encore et toujours pour agir) — parle un langage solennel et cherche le pathos des antiques croyances. Mais la plus active de ces deux personnalités, la plus constante, celle qui ne sommeille jamais, c'est la première: si on lit avec soin les messages du Président, on y décèle la prudence politique, l'ardeur autoritaire et réalisatrice; mais dans l'œuvre du politique on ne trouve que le politique. Il est bien

entendu que nous prenons le mot dans son sens le plus noble; nous appelons homme politique, celui qui a la vocation, la passion, et éventuellement le génie, de la patrie et de l'Etat.

Le Gouvernement Congressionnel est, à première vue, l'œuvre intelligente et vive d'un disciple de Bagehot, qui pourtant n'égalerait pas son maître. Le vieux banquier de Londres avait une bien autre expérience, un bien autre esprit que notre jeune politique. Mais la marque personnelle du livre, sa supériorité, sont ailleurs. Bagehot est un observateur que la curiosité surtout anime; Woodrow Wilson est un observateur passionné. Ce n'est pas pour le plaisir d'analyser et de rencontrer des combinaisons inattendues qu'il examine par le détail la machinerie politique de son pays: c'est pour la modifier, c'est pour l'améliorer, et c'est déjà, peut-être, animé par une lointaine ambition d'agir sur elle et de s'en rendre maître.

Ces pouvoirs, savamment agencés, comment fonctionnent-ils? Un respect quasi religieux avait longtemps préservé contre la critique l'œuvre des fondateurs de la patrie. Il rompt avec cette tradition de déférence, et mène son travail d'analyse avec un irrespect radical. Woodrow Wilson veut montrer que l'idée de la Constitution américaine est fausse et que ses résultats sont

absurdes. Les Constitutionnels de 1787 ont voulu séparer les trois pouvoirs, l'Exécutif, le Judiciaire, le Législatif, les opposer de telle sorte qu'ils s'équilibrent parfaitement et ne menacent jamais la liberté des citoyens. Ils ont eu une idée négative de l'Etat; ils n'ont pas vu que l'Etat avait une fonction positive, directrice, et qu'il ne pouvait la remplir s'il était privé de force et d'unité. Qu'est-il arrivé? La Constitution n'a jamais fonctionné; elle a toujours été interprétée, tournée, par les hommes politiques; l'un des pouvoirs s'est toujours efforcé de s'assurer la direction aux dépens des deux autres. En cette année 1885 où M. Wilson écrit, les parlementaires triomphent. Le Président n'est plus que le chef des commis; il n'ose plus user du droit qu'il possède de parler directement au Congrès; il ne sait plus diriger le travail législatif par ses indications, ses recommandations, ses vetos; les deux Chambres ont réussi à restreindre, à étouffer ses pouvoirs. La Cour Suprême, juge de la légalité des lois même, s'efface: elle reconnaît au pouvoir législatif le privilège de déterminer la nature, l'étendue, les moyens de ses propres pouvoirs. Que reste-t-il? La Chambre des Représentants et le Sénat, qui forment ensemble le Congrès, sont vainqueurs. Mais ce sont de tristes vainqueurs. Le Congrès a pu se défaire de ses concurrents, mais il n'a pu

se défaire des règlements dont la Constitution l'enserre. Il n'a pu supprimer les libertés de l'Exécutif; pourtant l'Exécutif existe en dehors de lui et c'est par des détours qu'il se glisse et s'installe en son lieu. Il a pu diminuer, exténuer l'autorité des secrétaires d'Etat; ils subsistent pourtant, le Président les désigne et le Congrès ne peut les renverser; il ne peut instituer, pour les juger, ces grands débats qui font la gloire des Parlements d'Europe et assurent leur prestige; il faut que la Chambre des Représentants se résigne à travailler confusément, obscurément dans ces quarante-sept comités qui forment son organisation traditionnelle, sous la direction des quarante-sept présidents dont chacun est maître dans son domaine limité, et se contente d'assurer son pouvoir par des méthodes obliques de domination. Ainsi la Constitution primitive est toute renversée, et dans l'institution même qui l'emporte sur les autres, règne « une désagrégation bizarre. » L'effet de cette désagrégation, c'est un continuel travail d'ajustement, de chicane, d'interprétation qui influe fâcheusement sur le caractère politique américain. « Nous avons toujours eu d'excellents avocats, tandis que nous avons dû nous contenter d'administrateurs passables; et il semble que nous sommes destinés au malheur de ne jamais posséder, dans l'avenir, des

hommes d'Etat capables de construire quelque chose (1). »

Construire: le mot est d'un emploi fréquent dans la langue politique des Etats-Unis d'Amérique. On parle d'une politique constructive; d'un esprit constructeur. De telles politiques, de tels esprits sont rares; on en éprouve le besoin; on l'exprime. Woodrow Wilson fut l'un des premiers pour l'éprouver, l'un des plus forts pour l'exprimer. L'Amérique pourra-t-elle se passer toujours de constructeurs, de chefs? Assurément non. Il lui en a fallu, et elle en a trouvés pendant les temps difficiles de sa formation. « Washington et son Cabinet avaient l'oreille du Congrès et modelaient ses délibérations; Adams, bien que fréquemment contrarié et contrecarré, donna une empreinte particulière au gouvernement, et Jefferson, comme Président non moins que comme secrétaire d'Etat, fut l'irritable « leader » de son parti ». Il s'agissait alors de « lutter contre l'Angleterre, d'acquérir la Louisiane, la Floride; de construire des digues pour endiguer le flot de la Révolution française, de discuter avec les Républiques naissantes de l'Amérique latine..., et dans ces relations étrangères les Présidents avaient tout à faire,

(1) P. 218.

puisque c'est à eux qu'appartenait la conduite des négociations ». A partir de 1830, les difficultés s'apaisèrent, le peuple américain s'installa commodément dans son domaine immense, les partis s'organisèrent et réussirent à diminuer l'autorité présidentielle. Quand le candidat présidentiel venait à être choisi, il était reconnu comme d'indispensable nécessité qu'il eut un passé politique aussi court que possible et qu'il fut irréprochablement dénué de toute signification. « — Messieurs, disait un homme public américain distingué, je ferai un excellent Président, mais un très pauvre candidat. » Une carrière décisive, qui donne à un homme une place bien nette dans l'opinoin publique, constitue une incapacité radicale à la présidence, car la candidature doit précéder la présidence; et les écueils de la candidature ne peuvent être franchis que par un bateau léger qui porte peu de fret et qui peut virer rapidement pour éviter les difficultés du passage. »

Telles apparaissaient en 1885 la Constitution, les habitudes politiques de la République des Etats-Unis; Woodrow Wilson en estimait urgente la réforme. Il voyait le pays grandir, s'affermir, et le sentiment national, d'un même mouvement, se fortifiait dans les âmes. « La guerre entre les Etats, écrit Wilson, fut

la lutte suprême et finale entre ces forces de désagrégation qui demeuraient encore dans le sang du corps politique et ces autres forces de santé, d'union et de fusion qui avaient donné à ce corps vigueur et puissance à mesure que le système passait de la jeunesse à la maturité et que son organisme s'affermissait, mûrissait en avançant en âge. » La victoire du Nord, la défaite des Séparatistes, avait terminé les vacillations juvéniles. La République des Etats-Unis d'Amérique était désormais l'une des premières puissances du monde. Mais l'Etat politique, moteur de cette puissance, restait une machine infirme. Cette infirmité, comment la corriger? Depuis dix ans que M. Wilson observe et travaille, il ne semble pas s'être posé d'autre question. Comment donner à cet Etat émietté, désagrégé, la force et l'unité nécessaires? Comment lui procurer cette autorité personnelle, ce chef enfin, qui, Woodrow Wilson le sait dès lors, est la condition d'une action nationale énergique comme de toute autre action?

S'il y a un principe parfaitement évident, écrit-il, c'est celui-ci : dans toute affaire, qu'elle soit gouvernementale ou commerciale, *il faut se fier à quelqu'un,* afin qu'on sache, si les choses vont mal, qui doit être puni. Afin de faire marcher votre commerce avec la rapidité et le succès que vous désirez, vous êtes obligé de vous fier, sans arrière-pensée, à votre principal employé, de lui donner

les moyens de vous ruiner parce que vous lui fournissez ainsi des motifs de vous servir. Sa réputation, son honneur ou sa honte, toutes ses espérances commerciales dépendent de votre succès. La nature humaine est à peu près la même dans le Gouvernement que dans le commerce des tissus. Le pouvoir et la responsabilité absolue pour l'usage qu'on en fait sont les éléments essentiels d'un bon Gouvernement. Le sentiment de la plus haute responsabilité, les sentiments nobles et élevés que nous donne la confiance des autres envers nous, la conscience d'être dans une position officielle tellement en vue que l'accomplissement fidèle du devoir sera nécessairement reconnu et récompensé, et tout abus de confiance découvert et puni, voilà les influences, les seules influences qui produisent les hommes d'Etat pratiques, énergiques et honnêtes. Les meilleurs Gouvernements sont toujours ceux à qui l'on donne beaucoup de pouvoirs en leur faisant comprendre qu'ils seront abondamment honorés et récompensés s'ils en font un bon usage et que rien ne pourra les mettre à l'abri des châtiments les plus sévères s'ils en abusent.

Il faut réformer : M. Wilson, en terminant son livre, propose un projet de réforme. Nous le connaissons déjà : c'est le même qu'il avait exposé dans son écrit de 1879, le même que Bagehot lui a appris. « Puisque le Congrès a vaincu les deux pouvoirs concurrents, dit-il, reconnaissons, consacrons sa victoire en le débarrassant des liens où la Constitution l'enserre. Donnons-lui, comme au Parlement d'Angleterre, le droit de désigner le chef qui dirigera son Parti et gouvernera le

pays... » M. Wilson se trompe, il le reconnaîtra plus tard : la réforme qu'il propose ne se produira pas, elle est sans base réelle. La sagacité de M. Wilson est gênée par les traditions du dix-neuvième siècle européen, par les exemples du parlementarisme anglais qui produisait alors ces admirables chefs qui avaient nom Disraeli et Gladstone. M. Wilson ne mesure pas exactement, il semble même qu'il ne mesure pas la vitalité de l'institution présidentielle telle qu'elle existe aux Etats-Unis, fondée sur le vote populaire renouvelé de quatre en quatre ans. Il la juge par analogie avec les Présidences, les Monarchies constitutionnelles d'Europe. Au moment où il l'observe, elle agit peu : il la croit expirante. Elle sommeille seulement. Washington, Lincoln l'ont occupée, et glorifièrent son passé. Pourquoi son avenir serait-il sans gloire? Le peuple lui reste attaché tant par ses habitudes que par ses espérances, et il ne serait pas sage de la diminuer.

Ne soyons d'ailleurs pas surpris de l'erreur de M. Wilson : aucun observateur ne semble avoir prévu, aucun théoricien ne semble avoir préconisé le grandissement rapide, les développements inouïs et tout spontanés de la fonction présidentielle. C'est une des plus singulières surprises de l'histoire : le germe était là, planté en bonne terre.

II

L'ESSAYISTE ET L'HISTORIEN

1890-1902

Le travail de M. Wilson est aisé à suivre parce qu'il est logique. A vingt ans, la connaissance des faits quotidiens attire son attention sur le problème de l'Etat américain. Il l'étudie dix ans, il en fait la matière de son premier livre. Et maintenant, bien loin qu'il s'en détache, il élargit et approfondit son étude, il veut posséder dans son recul séculaire, dans toute l'étendue de ses termes, le problème qui l'occupe. L'Etat, tel qu'il est en son essence, tel qu'il se manifeste en ses moralités, voilà l'objet qu'il veut connaître. Qu'est-ce que l'Etat anglais? l'Etat allemand? l'Etat français? Que furent l'Etat médiéval, l'Etat antique? Qu'est-ce qu'un Parlement, une bureaucratie? L'Etat, enfin, qu'est-ce, et quelle est sa fonction? Après trois ans de recherches, M. Wilson publie un livre intitulé *L'Etat, éléments*

de politique historique et pratique. Ce manuel excellent eut grand succès dans les universités américaines et fut rapidement traduit en français. Ce n'est pas l'œuvre d'un érudit : M. Wilson ne travaille pas sur les textes, son œuvre est de seconde main. Ce n'est pas l'œuvre d'un penseur inventif : M. Wilson ne cherche pas à construire une théorie, il adopte les formules en cours de l'école sociologique. C'est l'œuvre d'une intelligence vigoureuse, compréhensive, qui organise avec rapidité, solidité, la somme des faits qui lui seront utiles. Il ne disserte pas sur la nature de l'état, le fondement ou la limite de ses droits. Son point de vue est tout positif, *historique et pratique,* son titre nous en prévient. Il considère les sociétés humaines comme des organismes qui ont leurs lois, leurs fonctions, leurs organes, dont le premier est l'Etat. Au moyen de l'Etat, « la société s'adapte à son milieu et réalise une vie plus active ». L'Etat est un organe directeur: telle est sa raison d'être; et il vaut d'autant plus qu'il dirige avec plus de sûreté. « La caractéristique essentielle de tout Gouvernement, quelle que soit sa forme, c'est l'autorité. Dans chaque cas il y a, d'un côté, ceux qui gouvernent, de l'autre, ceux qui sont gouvernés. Et l'autorité de ceux qui gouvernent, directement ou indirectement, repose toujours finalement sur la force ». Wil-

son ne croit pas au déclin de l'autorité : les fonctions de l'Etat moderne ne lui semblent pas essentiellement différentes de celles de l'Etat antique. Est-il donc un conservateur radical et l'expérience d'un nouveau monde ne lui a-t-elle rien apporté? Si fait, et son observation doit être citée : l'autorité, estime Wilson, s'exerce aujourd'hui et doit s'exercer, d'une manière différente. « Le gouvernement ne repose pas nécessairement sur la force ouverte, écrit-il; et même il est très nécessaire qu'il ait un autre fondement. Les despotismes militaires sont de plus en plus rares et précaires. Les peuples ne sont plus désagrégés comme dans les sociétés féodales, spécialisés comme dans les anciennes monarchies; ils forment des ensembles dont les puissances de consentement ou d'opposition sont très grandes ; la force des majorités est l'innovation des sociétés modernes, *et l'art de l'homme d'Etat doit être aujourd'hui d'éveiller, de susciter, de diriger cette force nouvelle.* » Nous soulignons ces mots. Il nous est impossible de les lire sans penser aussitôt qu'ils trouveront plus tard leur application.

Ce livre sur *l'Etat* est la seule œuvre scientifique qu'ait écrite M. Wilson. Elle fonda sa réputation. En 1890, il fut appelé par cette Université de Princeton où il avait terminé ses études. On lui offrit une chaire

de jurisprudence; il l'accepta et entra dès lors dans le milieu supérieur où nous verrons se développer et s'accomplir sa carrière d'universitaire.

***

L'Université de Princeton existe depuis l'an 1746. Elle est l'une des plus anciennes de l'Amérique. Quatre sont ses aînées: celles de Harvard, Yale et William and Mary. L'Université de Princeton fut originairement une fondation religieuse: elle émane de cette même église presbytérienne calviniste à laquelle nous avons vu qu'appartenait la famille de M. Wilson. Elle lui reste attachée et elle a très longtemps eu pour tradition de choisir ses Présidents parmi les dignitaires presbytériens, elle la suivait encore à la fin du dix-neuvième siècle. Les noms de Princeton et de son Université reviennent souvent dans l'histoire des Etats-Unis. Les soldats de Washington se sont battus sous ces murs où on montre encore la trace des combats. En 1783, une assemblée des nouveaux Etats tint session dans son hall, et c'est à Princeton que Washington écrivit, publia son Adieu à l'Armée. L'Université est située dans l'Etat de New-Jersey, qui est limitrophe de l'Etat de New-York: elle participe ainsi à la vie du Nord et de l'Est, à la culture

de ces régions américaines qui sont tournées vers l'Europe et qui lui restent attachées. Elle reçoit, par tradition, un grand nombre de jeunes gens originaires des Etats du Sud; elle participe ainsi à la vie, aux intérêts, aux passions d'une Amérique très différente et qui a son histoire propre, ses mœurs et son orgueil; elle est, au plus haut degré, une Université nationale. Elle a la majesté paisible des anciennes Universités d'Oxford ou de Cambridge, ses ancêtres et ses modèles; elle a l'opulence des fondations américaines. Ses anciens élèves, les *alumni,* la chérissent et la comblent. Elle occupe un domaine qui couvre cinq cents acres; ses halls et ses bibliothèques, ses résidences et ses laboratoires sont disséminés dans la verdure; son canotage est long de six kilomètres: Carnégie donna les fonds qui permirent d'élargir et de rendre praticable sur un tel parcours la Milletone-River qui borde le domaine. Ancienne, riche, active, elle jouit d'un prestige dont bénéficient ses maîtres et ses Présidents. Ses maîtres sont très considérés dans la vie américaine; ses Présidents sont investis d'une très haute autorité.

La vie publique était la vocation de M. Wilson. Il profita sans retard des facilités que lui assurait sa nouvelle situation universitaire, et entreprit de se faire connaître autrement que comme homme de sciences

et spécialiste. Il parlait bien; son talent était le résultat d'une longue application et d'une volonté prévoyante. C'est en pensant à la vie publique, nous dit son biographe et ami M. Harry Jones Ford, qu'il l'avait cultivé et acquis. Il écrivait bien: son style était exact et noble, naturellement animé, persuasif. Il avait pour juge et conseiller son père le pasteur. Il lui lisait tous ses écrits. Le vieil homme exigeait une clarté absolue. Il arrêtait son fils:

— Qu'est-ce que ça veut dire, cette phrase?

Le fils s'expliquait avec toute la clarté dont il était capable. Et le père:

— Voilà donc comme il fallait dire. Il faut toucher la cible au centre, et ne pas tirer comme sur des oiseaux avec du petit plomb qui s'éparpille sur tout le paysage.

« C'est à mon père, dit volontiers M. Wilson, que je dois d'avoir appris à penser par définitions (1). »

M. Wilson voulut se faire entendre, et intervenir dans ses débats d'idées, dans ces polémiques supérieures qui occupent et qui exercent en tous pays les classes cultivées. M. Wilson visait-il dès lors la poli-

(1) Une conversation avec le Président, par Ida M. Tarbell, *Collier's for October* 28-1916.

tique? Rien ne permet de l'affirmer, mais bien des signes permettent qu'on le suppose. Jeune homme, il y avait pensé. Homme, se laisserait-il distraire et détourner? Oublie-t-il son ambition pleinement justifiée par sa culture et par ses dons? Nous ne le croyons pas. M. Wilson est tenace en ses desseins comme en ses vues, et ne renonce pas aisément. Mais l'entrée de la carrière politique est difficile, les professionnels font bonne garde autour. Quand on répugne au noviciat des petites charges parlementaires, il faut attendre et se grandir pour s'imposer. Peut-être ce fut le plan que forma M. Wilson. Il avait trente-cinq ans, la vie était longue devant lui et ses chances étaient belles. Il laissa pour un temps les débats politiques. Universitaire, tel il se fit connaître; il traita les problèmes les plus généraux de la pédagogie et de la vie intellectuelle.

Ces problèmes nous sont bien familiers: ils se sont posés les mêmes, et dans les mêmes années, dans les mêmes termes, aux Etats-Unis comme en France: un même mouvement d'idées anime les deux mondes, l'Europe et l'Amérique. Quelle est la valeur de la science? la définition de son utilité, de ses limites? Quelle est la valeur de la culture traditionnelle? Comment concilier la formation technique de la jeunesse et les exigences de la culture générale? Ces débats ont

occupé l'opinion française, ils l'ont même divisée. Il nous intéressera de savoir quels y furent les jugements de M. Wilson. Ces jugements, nous le verrons, coïncideront toujours avec ceux que portaient en France, en Europe, la partie conservatrice de l'opinion. N'allons pas conclure cependant que M. Wilson est un conservateur à la mode du vieux monde; n'oublions pas que les traditions, les divisions sont là-bas différentes des nôtres, et, sans chercher à le classer selon des définitions qui ne lui conviennent pas, selon des partis où il n'est pas inscrit, écoutons-le attentivement et essayons de le comprendre.

Nous avons vu quelles avaient été, dans le domaine politique, les directions premières des réflexions de M. Wilson: la force, l'autorité, l'indépendance de l'Etat, telles avaient été les nécessités sociales qu'il avait d'abord senties, et pour lesquelles il avait d'abord voulu des garanties. Dans le domaine pédagogique, M. Wilson choisit ses points de vue et arrête ses pensées avec la même rapidité, la même netteté: ce qui l'intéresse d'abord dans l'éducation d'un individu, c'est l'utilité, non pas individuelle mais sociale, que cette éducation est capable de produire. En 1893, il adresse une communication au Congrés pédagogique international de Chicago, et il s'exprime en termes clairs. Il

y a deux façons d'apprécier une éducation, dit-il : « On peut la juger au point de vue de l'individu qui cherche à s'armer pour gagner sa vie; on peut la juger au point de vue de la société elle-même qui éprouve le besoin d'être bien servie par ses professionnels. La société, cela n'est pas douteux, voudra que l'individu soit muni d'une culture générale supérieure à celle que, livré à lui-même, il prendrait la peine d'acquérir avant de pratiquer sa profession. » Placé entre ces deux points de vue, « celui de l'individu qui cherche son intérêt et la société qui cherche le sien », M. Wilson choisit aussitôt : il ne pense pas, comme eût fait naturellement un Anglo-Saxon du dix-neuvième siècle, que l'individu est le meilleur juge de la culture qui lui convient et que la convenance de la société est, en définitive, la somme des convenances individuelles. Tout au contraire : l'intérêt de la société est différent et majeur, estime-t-il, il doit primer. Il écrit : « La question est assurément fort sérieuse en ce pays. Il existe chez nous une croyance qui est très intimement et très obstinément liée à la théorie démocratique du gouvernement et que nos législateurs sont très lents à combattre : nous croyons que chacun est absolument libre de régler ses occupations à sa guise. Nos collèges et nos Universités, nos Ecoles de Droit, de Médecine et de Théologie ont

rarement le patrimoine dont elles auraient besoin pour se libérer des exigences et des points de vue populaires. » Il faut pourtant que les hautes écoles, les Universités, acquièrent cette liberté et réussissent à imposer ce niveau de culture qui est nécessaire à l'humanité organisée. La tâche leur incombe, car l'Etat américain ne s'occupe pas d'éducation. Que doit enseigner une Université si elle veut être digne de ce vieux et grand nom? M. Wilson l'examine dans un article que publia en septembre 1894 la revue le *Forum :*

Une Université, pour être nationale, doit maintenir, au centre de toutes ses branches, l'étude de cette littérature qui contient les idéalités de la race, les nobles exemples, les inspirations délicates du caractère, de l'esprit, de la pensée de la nation qu'elle sert. Elle doit aussi enseigner l'histoire et les idées directrices de ces institutions qui fortifie les énergies de la nation, qui maintiennent l'ordre et les mœurs publiques. Voilà les études qui doivent être communes à tous les étudiants, car elles seules sont propres à discipliner leurs esprits pour la vie civique qu'ils mèneront en commun. Quant au reste, qu'ils soient libres de choisir ce qu'ils veulent apprendre...

Le monde où nous vivons est agité par beaucoup de voix qui cherchent à proclamer le droit et le jugement à venir ; mais ces voix nous troublent sans nous instruire... Il faut leur opposer un correctif ; il n'en est pas de meilleur qu'une large familiarité avec les meilleures pages que les hommes aient écrites, et la connaissance des insti-

tutions dont les hommes aient pu faire l'essai : chaque nation a son grand livre d'épreuves spirituelles et d'expériences politiques. Le connaître rend plus sage, plus calme aussi, et maître de ses nerfs. Si tous ceux qui ont reçu une éducation l'avaient étudié, ils pourraient vivre ensemble et gouverner, ils sauraient parler des langages que d'autres hommes pourraient entendre. Les voici, ces paroles frénétiques et ces passions fanatiques, les voici dans le passé, les voici dans les livres. Elle ne sont pas neuves, ces terreurs et ces excitations. Et elles sont de même anciennes, les pensées sages et humaines qui modéreront ces passions et les utiliseront pour le bien. Nous avons de vieilles expériences en ces domaines spirituels. Se heurter à des difficultés économiques, rêver des rêves de reconstructions sociales, aventureuses et romantiques, tout cela n'est pas d'aujourd'hui. Aussi devons-nous aller chercher dans les livres les garanties et les exemples qui nous muniront enfin d'un criticisme sain et systématique de la vie.

Telle est l'idée fondamentale qu'il exprime et développe dans ses études pédagogiques. Ce grand Américain répugne à ce que nous avons coutume en Europe d'appeler l'américanisme; il méprise le travail hâtif des modernes, la superficialité, la suffisance de leur pensée; il les repousse, il leur cherche un remède, et il recommande constamment la connaissance du passé.

En octobre 1896, à Princeton même, chargé de prononcer un discours dans une solennité universitaire, il

choisit comme sujet: « Princeton au service de la Nation »:

Je n'ai d'autre laboratoire que le monde des livres et des hommes dont je vis entouré; mais je me trompe fort, si l'esprit scientifique de notre temps n'est pas en train de nous rendre un très mauvais service, et de produire en nous une sorte de grave dégénérescence. La science a nourri en nous un esprit de recherche et de mépris pour le passé; elle nous a rendu crédules à toutes les promesses de progrès rapides, à toutes les panacées; elle nous fait croire à la vertu de tout ce qui est neuf... En philosophie, elle nous a donné l'agnosticisme; en politique, l'anarchisme scientifique...

Je le répète, le savant n'est pas fautif ici; il a fait son travail avec une intelligence et un succès qui ne sauraient trop être admirés. Mais il y a des fentes dans les parois de son atelier, et à travers ces fentes, il se glisse un gaz nuisible intoxicant qui est entré dans nos poumons, un gaz qui, semble-t-il, ne se forme que dans l'air extérieur, où vivent les hommes qui ne savent pas faire usage de leurs poumons. Si je voyais un essai de réforme sociale conduit par des hommes qui l'ont respiré, je tremblerais; et d'une révolution conçue et conduite dans cet esprit scientifique, je n'attendrais rien de meilleur qu'une destruction radicale. La science n'a pas changé les lois de la croissance et du perfectionnement social; la science n'a pas changé la nature de la société, elle n'a pas rendu l'histoire le moins du monde plus aisée à comprendre, ni l'esprit humain plus aisé à réformer. Elle nous a acquis une plus grande liberté d'action dans le monde physique, elle nous a affranchis des craintes superstitieuses et de

la maladie, elle nous a mis à même de nous servir de la nature comme d'un serviteur familier; mais elle ne nous a pas libérés de nous-mêmes. Elle n'a pu ni nous purger de nos passions ni nous prédisposer au bien. Elle ne nous a pas faits moins avides, ni moins ambitieux, ni moins indulgents pour nous-mêmes Au contraire, il est permis de penser qu'elle a excité nos passions en faisant la richesse si prompte à s'amasser, si capricieuse à se fixer. Elle a produit des améliorations si frappantes, si incroyables dans l'installation physique de notre vie que nous sommes devenus impatients de l'état inchangé des choses qu'elle n'a ni améliorées ni touchées. Nous voulons les saisir et les reconstruire avec le même radicalisme, avec les mêmes procédés expérimentaux. Nous avons rompu avec le passé et nous sommes entrés dans un monde nouveau.

Quelqu'un donc s'étonnera-t-il si je demande que la vieille discipline, que le vieux souvenir des temps qui ne sont plus, que le vieux dressage traditionnel, que la vieille fidélité au passé, soient conservés comme la meilleure des préparations pour les hommes qui doivent être chefs dans des temps de conservation sociale?

Cette conférence de M. Wilson eut beaucoup de retentissement, nous dit son biographe M. Ford; elle fut reproduite dans les journaux, les revues. La valeur éducative et morale de la science était alors (comme en Europe) matière d'étude et de discussions. Dans ces discussions, la conférence de M. Wilson marqua très fortement et grandit l'autorité de son nom. Ses beaux dons oratoires commençaient à être connus: les villes,

les collèges, les associations de toute sorte le réclamaient et voulaient l'entendre. M. Wilson n'avait pas le mouvement, la passion chaleureuse, l'invention imagée, lyrique d'un Bryan; il n'avait pas l'impétuosité familière d'un Théodore Roosevelt. Sa parole ne séduisait pas, ne captivait pas dès le premier instant; mais elle s'imposait lentement, elle forçait et dominait enfin les auditoires.



Ainsi M. Wilson se sentait entouré par une attention grandissante, bienveillante. Il répondit à cette attention en écrivant des œuvres d'un caractère tout à fait public et presque populaire.

En 1892, il avait publié un livre d'histoire intitulé: *Division et Réunion,* qui exposait, non pas avec le charme d'un récit mais avec la précision d'un manuel, l'histoire des Etats-Unis entre 1829 et 1889. Ce livre est excellent: les événements sont analysés, les hommes sont caractérisés, avec maîtrise. Mais c'est un livre d'étude, et qui ne veut être qu'un livre d'études. En 1893, en 1896, M. Wilson publie deux volumes d'essais. En 1897, il publie sa grande biographie de Washington.

C'est la meilleure de ses œuvres littéraires; c'est une œuvre excellente. L'imprévu et la réussite de la tenta-

tive prouvent la puissance de l'homme. Il veut écrire une biographie, c'est-à-dire presque un roman; il veut raconter Washington, sa famille, ses amis, sa terre; il veut le faire revivre, de la naissance jusqu'à la mort à travers tant d'événements intimes ou publics: il y parvient sans qu'on sente l'effort. L'œuvre a du charme, de la force, elle a cette continuité qui retient le lecteur, qui l'attache jusqu'à la dernière page. L'analyse pourrait être plus aiguë; M. Wilson pourrait montrer plus nûment qu'il ne fait les limitations de son héros, sa nature un peu étroite et terne; il le pourrait, car il voit fort clair, et l'indique suffisamment. Mais il veut être un imagier plutôt qu'un portraitiste, il veut écrire une œuvre toute publique, toute nationale, comme firent en leur temps nos Thiers et nos Guizot. C'est à cette tâche qu'il s'essaye, et il rencontre un plein succès.

Voici cette Virginie où Washington est né. Elle fut colonisée d'abord au dix-huitième siècle par des familles anglaises loyalistes qui n'acceptaient pas la révolution puritaine, la république et le régicide. Washington était issu de l'une de ces familles qui transportèrent en Amérique leurs anciennes manières de vivre, leurs mœurs aristocratiques et rurales, leur sentiment de l'autorité et du droit féodal. Washington, dès vingt ans, administre et accroît le domaine familial; il explore, il

mesure des terres nouvelles par delà les forêts et les monts non frayés; commandant la milice, il guerroye contre les soldats français et les Indiens. Quand le Parlement de Londres entreprend de taxer ses colonies américaines, Washington, gentilhomme anglais, sent l'injure faite à son droit. Les miliciens s'arment et le veulent pour chef. Washington a trop d'honneur pour se dérober aux tâches qu'on lui propose: il accepte, il est le général des nouveaux Etats d'Amérique. On lui confie des volontaires sans discipline. Il vit avec eux pendant cinq ans de guerre, il forme des soldats et une armée. Il est souvent vaincu, il n'est jamais découragé, il ne conçoit pas l'abandon de la tâche entreprise; il se tient prêt, en cas de suprême revers, à franchir la montagne avec les débris de son armée, et à se retirer dans les lointains inexplorés de ce continent américain où la liberté a de vastes refuges. Sa constance l'emporte; l'Angleterre se lasse, les colons sont vainqueurs et libres. Ils déposent les armes, ils retournent à leurs ateliers, leurs cultures; Washington rentre dans ses terres. — La tâche semble finie; elle ne l'est pas. Les colonies affranchies ne sont pas constituées en Etat. Elles se séparent, se querellent. Le nom d'Amérique désignera-t-il, comme le nom d'Europe, une sanglante arène de peuples divisés? Désignera-t-il au contraire

le domaine d'une union de peuples libres et concertés? Tous les Américains qui veulent qu'il en soit ainsi, qui veulent former une nation nouvelle, se tournent vers le chef qui les a commandés tous ensemble et qui a conquis leur affranchissement. Washington entend leur appel. Il ne veut pas avoir vaincu pour produire au monde un désordre nouveau; il veut l'institution d'un Etat fort, armé. « Nous sommes un peuple uni, écrit-il, ou nous ne le sommes pas. Si oui, agissons donc d'accord en toutes matières qui nous concernent tous, agissons comme une nation qui veut défendre son caractère national; si non, ne jouons pas plus longtemps cette comédie de faire semblant d'être ce que nous ne sommes pas. » Certaines colonies étaient gravement troublées: les démocrates extrêmes refusaient de payer l'impôt, les démocrates modérés hésitaient à les contraindre et voulaient ramener le calme par des négociations et des jeux d'influence. « Vous parlez, mon bon monsieur, écrit Washington à l'un de ces modérés, d'apaiser par des influences les désordres du Massachusets. L'avez-vous, cette influence, et, si vous l'avez, pensez-vous qu'elle soit le remède qui convient à des séditions? *Influer* n'est pas *Gouverner*. Ayons un gouvernement qui garantisse nos vies, nos libertés, nos biens, ou résignons-nous au pire sans délai. » Washing-

ton et ses amis réussissent à faire voter une Constitution nouvelle. Les Etats-Unis d'Amérique auront un gouvernement, une armée, une justice, un chef fédéral. Quel sera le premier chef, le premier Président des Etats-Unis d'Amérique? Le peuple, qui doit l'élire, connaît un seul nom, veut un seul homme : Wash
Il gouverne pendant huit ans, toujours avec prudence, avec autorité, gardien sévère de tous les droits. Le Parlement, le peuple, lui résistent souvent. Quand la France révolutionnaire entre en lutte avec l'Angleterre, un parti puissant veut s'allier à la nouvelle République. Washington n'approuve pas les idées françaises, et s'oppose à l'alliance. Il est insulté, chansonné; pourtant les injures, les chansons n'atteignent pas sa popularité profonde. Il pourrait se laisser élire Président une troisième fois. Il ne le veut pas. Il choisit de se retirer, et d'aller terminer sa vie dans ses terres. Autant qu'homme peut réussir sa tâche, Washington a réussi la sienne, et il peut goûter pendant quelques années cette existence du gentilhomme campagnard qu'il préfère à toute autre et que les hasards de l'histoire ont troublée.



Telle est cette vie dont on a dit avec justesse qu'elle avait modifié l'idée de la grandeur humaine. Personne

ne l'a contée d'une manière plus intéressante ni plus noble que M. Wilson. Il s'est complu, semble-t-il, à exprimer en elle, à travers elle, tout ce que le vieux monde a légué d'excellent à la jeune patrie américaine. Il est sensible que M. Wilson est très persuadé de l'importance, de l'excellence de ce legs : il sympathise avec ce gentilhomme qui fonde une patrie, qui résiste aux entraînements démagogiques (1). Il est sen-

(1) M. Wilson n'a aucune sympathie pour la Révolution Française. Il le laisse assez voir dans son récit de la vie de Washington; il s'exprime plus clairement dans une étude sur « *Burke et la Révolution Française* », qui parut dans la *Century Magazine* de septembre 1901. Je dois la connaissance de cette étude à l'obligeance et aux vastes lectures de M. René de Kérallain, qui me la résume ainsi : « C'est un éloge sincère de Burke et une défense *spirited* de son attitude envers la Révolution Française. Ceux-là se trompent, dit le Professeur d'alors (le Président d'aujourd'hui, je ne sais pas) qui reprochent à Burke d'avoir perdu la tête et de n'avoir pas compris qu'une révolution drastique était nécessaire pour purger la France de ses abus. Mais Burke voyait plus loin que la France. Il avait saisi dans la Révolution le principe destructeur, universel, du libre examen de toute chose, du dogmatisme doctrinal, du rationalisme à outrance, — et de tout ce qui s'ensuit logiquement... Wilson indique le caractère épidémique et contagieux de ce principe. « Si la doctrine révolutionnaire française s'était enracinée en Angleterre, quelles eussent été les suites? Mais cela n'arriva pas... et il est manifeste aujourd'hui que Burke, résistant comme il faisait, exprimait la véritable pensée de l'Angleterre. » Et voici la conclusion de l'article : « Quand vous avez vu et fait votre devoir, libre alors aux philosophes

sible que M. Wilson tient à la vieille Angleterre par les pensées autant que par le sang. Prenons garde pourtant, ne nous laissons pas induire en erreur par l'inspiration de cette œuvre ou par ces conférences universitaires que nous citions tout à l'heure. M. Wilson est profondément un Américain, un homme renouvelé par le contact d'une terre, d'une atmosphère nouvelles, et constamment prêt aux innovations. Il est le fils d'un Américain, il est le petit-fils d'un immigrant qui, s'enfonçant vers l'ouest, fonda la fortune des siens par le double travail de son esprit et de ses mains. Il sait par où sa patrie se lie à l'ancien monde; il sait par où elle s'en distingue et commence d'être elle-même. Ecoutons comme il parle, en mai 1895, à la Société historique de l'Etat de New-Jersey, qui célèbre son cinquantième anniversaire :

Quelle est donc la direction de l'histoire américaine? Comment se différencie-t-elle de l'histoire européenne? Quels sont les traits qui sont à elle seule, qui lui impriment son mouvement propre? Nos vues, je le crains, ont été très rétrécies par ce fait que notre histoire, jusqu'à ces dernières années, a été tout entière écrite par des Américains de l'Est, de nos terres atlantiques... Nous

---

d'en causer et d'en juger. Burke avait raison, et il agissait conformément à son génie, quand il cherchait à tenir l'infection française hors de l'Angleterre. » (Loc. cit., p. 792. col. 2.)

sommes trop préoccupés des origines, des influences qui nous viennent du Vieux Monde. Nos historiens, quand ils pénètrent dans l'intérieur de notre continent, semblent toujours marcher en retournant la tête, leurs regards ne se détachent pas des lieux où ils ont atterri, des foyers des premiers pionniers. Négligeant l'immigration et son constant apport de sang étranger, toujours ils pensent à notre peuple et presque toujours ils en parlent comme s'il était issu d'une souche unique, comme s'il était pareil, en ses diverses branches, comme s'il se conformait naturellement à des mœurs anciennes et familières. Cette vue risque d'autant plus de nous égarer que, sans qu'elle soit toute vraie, pourtant il y a en elle beaucoup de vérité. La souche britannique commune a d'abord fait le pays, et c'est toujours elle qui a donné le ton. Nous avions des institutions qui nous étaient communes tout au long de la côte, et ces institutions avaient eu le temps de se former, de s'invétérer, avant que n'ait commencé notre grande migration vers les terres de l'Ouest qui devait réformer et modifier tous les éléments de notre vie.

Après que nos débuts eurent été ainsi assurés, les changements vinrent. Quand notre peuple est-il devenu le peuple américain? C'est à partir du jour où il tourna le dos une fois pour toutes à la mer Atlantique; où il vit ses frontières de l'Ouest débarrassées des postes français; où il se familiarisa avec les passages des montagnes, et où les terres qui sont au delà devinrent la nourriture de leurs espérances, le but et le rêve de leurs jeunes gens... L'*Ouest* est le grand mot de notre histoire. « L'homme de l'Ouest » a été le type et le maître de notre vie américaine.

M. Wilson terminait sa conférence en caractérisant avec vivacité la figure de Lincoln, le héros de l'Ouest, fils de pionniers, coureur des bois et des eaux vierges, grand par la jeunesse de l'esprit et du cœur, par la sagacité, la subtilité, l'énergie, et porté par ces dons de nature à la tête de son peuple. « En Lincoln, disait-il, nous connaissons le modèle, la fleur de notre sang. Il semble que la nature se soit plu à façonner le type même de l'Américain, et puis qu'elle ait ajouté d'une main libérale la qualité royale du génie, pour nous montrer où nous pouvons atteindre. (1) »

Washington, Lincoln, les deux figures éminentes de l'histoire des Etats-Unis, les voici toutes deux tracées par M. Wilson. Elles ont mérité leur gloire par leurs

(1) Il y a une jolie page sur Lincoln dans la conversation publiée par Ida M. Tarbell (loc. cit.). « Ah! Lincoln, dit le Président avec enthousiasme, il incarne ce que j'appelle l'américanisme mieux que qui que ce soit; il a débuté comme un politicien de la Prairie, il est sorti de la plus rude souche humaine; mais tout l'a formé, informé, transformé. Il apprenait chemin faisant. Il arrivait, il ne savait rien, et tout de suite il savait tout. Il ne savait rien de l'Est quand il y vint d'abord. Mais dès son premier discours, il montra l'avoir si bien compris, qu'il le conquit. Il n'avait rien de ce qu'un Président doit avoir, jusqu'au jour où il fut Président. Il était un homme du peuple — avec génie. Il comprenait l'Ouest, l'Est conservateur; il comprenait même le Sud. Quant au Nord, aucun homme du Nord ne l'a si bien compris. Merveilleuse figure! »

mérites; mais ce n'est pas seulement à leurs mérites qu'elles doivent de l'avoir obtenue. C'est aussi, c'est surtout, à la chance tragique qui fit de ces deux hommes, en même temps que des chefs de peuple, des chefs de guerre. Sous la direction de Washington, les Américains sont entrés dans la guerre qui les a affranchis; sous la direction de Lincoln, ils sont entrés dans la guerre civile qui a sauvé l'unité, l'accord, l'ensemble du Nouveau Monde; conduits par ces deux hommes, ils se sont sacrifiés, ils ont donné leurs enfants par milliers; ils ont vaincu, et ils ont reporté sur les noms de leurs chefs la gloire innombrable qu'ils avaient tous acquise. Le sang a toujours une autorité singulière : il fonde, il consacre, il domine toujours l'histoire. A ces deux noms un troisième dorénavant s'ajoute : Washington, Lincoln, Wilson! Les deux premiers possèdent aujourd'hui leur forme idéale, le recul d'un siècle les découvre entiers, et permet qu'on les juge. L'un, tout traditionnel, incarne l'ancienneté de la race et sa noblesse; l'autre incarne le rajeunissement de la race sur une terre neuve, la rudesse et la saveur d'un peuple de pionniers. Comment apparaîtra dans l'avenir la figure historique de M. Wilson? Laissons à l'avenir la liberté de ses jugements, contentons-nous de connaître les origines, le développement de cet Américain si différent

de ses prédécesseurs, volontaire et savant, l'homme d'une caste intellectuelle qui se forme dans le Nouveau-Monde et qui aspire à sa direction.



Ainsi les hauts problèmes universitaires, les histoires du passé, ne distraient nullement M. Wilson de sa patrie jeune et vivante : il a eu des ambitions politiques, il ne les oublie pas. Or, en cette même année 1897 où il publie sa biographie de Washington, surviennent des événements qui fixent son attention et qu'il faut mentionner.

M. Cleveland terminait sa présidence : il y en a peu de si intéressantes dans l'histoire des Etats-Unis. M. Cleveland appartenait au Parti démocratique, et, comme M. Wilson, semble-t-il, à la fraction conservatrice de ce Parti. Nommé Président, il avait gouverné. Il avait du bon sens et de l'intrépidité; il voyait juste et n'hésitait jamais. Il rencontra des problèmes extérieurs d'une importance considérable. Il osa les résoudre. Il arrêta d'autorité une action imprudente engagée par un consul américain dans les îles Hawaï; il engagea d'autorité une action énergique contre l'Angleterre qui voulait s'imposer au Vénézuéla. Il lui adressa un ultimatum, fit voter des crédits de guerre, et la contraignit à accepter

un jugement arbitral. Il n'avait pas moins de résolution en face de son Parti : il réussit à soustraire des milliers de fonctions publiques aux influences électorales, et refusa de suivre une politique monétaire démagogique : ce refus brisa sa carrière et termina sa présidence. Cleveland était un grand homme auquel avaient manqué les circonstances, mais il avait su, sinon faire de grandes choses, du moins donner un grand exemple, et rompre les liens qui tenaient enserrée la fonction présidentielle.

Cet exemple ne fut pas perdu pour l'ardent observateur qu'était M. Wilson. Ce professeur déjà connu en Amérique pour ses livres utiles, pour sa parole sûre et ferme, pour ses dons agréables de conférencier, était en réalité un homme d'action qui contenait sa force : les actes de Cleveland l'intéressèrent profondément. Il découvrit soudain en eux la solution du problème capital de la politique américaine. Il l'avait cherchée dans les livres, dans les traditions étrangères ; il avait cru la trouver dans une imitation du parlementarisme britannique discipliné sous la conduite d'un premier ministre chef de parti, chef de gouvernement. Mais aucun fait n'était venu confirmer cette suggestion théorique, et c'est avec l'intérêt le plus vif qu'il observa la tentative toute différente qu'essayait un praticien politique, un Président de la République qui s'employait énergique-

ment à rendre effective sa présidence. En mars 1897, au moment même où se terminaient les pouvoirs de M. Cleveland, il publia dans l'*Atlantic Monthly* un éloge où la passion éclate : « Il est clair, écrivait-il, que M. Cleveland a rendu grand service à son pays; il est clair que son indépendance, que la force singulière de sa volonté ont fait apparaître avec plus de clarté qu'en aucun temps le véritable caractère du Gouvernement des Etats-Unis. Il a été ce Président que les auteurs de notre Constitution ont vaguement conçu: plutôt qu'un homme de parti, un homme, et un homme doué d'une volonté qui lui soit propre; plutôt qu'un associé des Chambres, un serviteur individuel du pays, exerçant ses pouvoirs à la manière d'un premier magistrat plutôt qu'à la manière d'un chef de parti... »



M. Wilson écrivit alors cette histoire populaire du peuple américain dont on nous annonce une traduction française.

— Voici un livre que j'ai écrit pour apprendre moi-même l'histoire de mon pays, dit-il à son éditeur en lui portant le manuscrit.

— Et quand donc, répondit l'éditeur, vous mettrez-vous à faire vous-même de l'histoire?

On commençait à sentir sa force, on l'attendait à la besogne.

M. Wilson conduit son récit des tout premiers aux tout derniers jours. Il raconte l'arrivée des premiers colons. Il raconte cette journée historique d'avril 1889 où les dernières terres libres furent livrées aux derniers pionniers. Campés avec leurs chevaux, leurs carrioles, ils attendaient derrière la ligne des sentinelles. Le 9, à midi, au son de la trompe, le passage fut ouvert, et une foule brutale se précipita dans les derniers espaces. Au soir de ce même jour, tout était occupé. L'Oklohama, au matin un désert, était un Etat de la puissante Union. Il ne restait plus rien à conquérir à l'intérieur du Nouveau-Monde, et c'est vers le même temps que les Etats-Unis, pleins d'hommes, commencèrent à déborder, à refluer vers les vieux mondes. M. Wilson entame le récit de cette histoire à peine commencée : Hawaï annexé, l'Espagne chassée des possessions qui lui restent encore, et par la même occasion les Philippines occupées. M. Wilson énumère ces conquêtes. Il les énumère sobrement. Son récit n'a pas le ton impérialiste. Mais il est hautement national, c'est le ton d'un homme d'Etat qui sait l'histoire et ne boude pas les destinées nouvelles.

Tout à coup, écrit-il, et sans qu'il y ait eu préméditation, les Etats-Unis cessaient d'être absorbés par leur

développement intérieur, ils se détachaient de la politique d'isolement suivie jusqu'alors par tous leurs hommes d'Etat et recommandée par le premier d'entre eux, Washington. Ils avaient acquis un empire colonial, et pris la place due à leur puissance dans le domaine de la politique internationale. Nul, s'il a étudié avec un esprit juste le cours de cette histoire, ne s'étonnera de l'événement. Sans doute, il est survenu indépendamment de tout calcul. Personne, au moment où éclata, en 1898, la guerre avec l'Espagne, n'avait eu l'idée de balayer cette antique souveraineté des îles lointaines où elle s'exerçait encore, et d'établir en son lieu la loi des Etats-Unis. Mais l'Empire espagnol parut un château de cartes. Touché par la puissance américaine, il tomba en pièces. Le gouvernement des colonies espagnoles avait partout échoué et accumulé des ruines. Il eût été impossible de le restaurer après l'avoir abattu. Un rapide instinct apprit aux hommes d'Etat américains qu'ils étaient parvenus à un point tournant dans le progrès de leur nation. Ayant développé ses propres ressources, elle commençait à conquérir les marchés du monde. Elle avait occupé son continent tout entier. Elle n'avait plus de frontières « pour satisfaire les pieds des jeunes gens » : ces nouvelles frontières étendues vers les Indes et au lointain du Pacifique vinrent à elle comme suscitées par la nécessité même de la nouvelle carrière qui s'ouvrait devant elle. Le peuple accueillit avec un manque de sens critique très significatif les conséquences imprévues de la guerre, et salua avec un naïf enthousiasme les conquêtes de sa flotte et de son armée.

III

LA PRÉSIDENCE DE PRINCETON

En 1902, M. Wilson est âgé de quarante-cinq ans. Il est professeur à l'Université de Princeton, il n'est ni député ni sénateur; il n'a aucune ambition, aucune vue, il n'a rien essayé de ce côté, et il va être élu, dans dix ans, Président de la République des Etats-Unis. Comment est-ce possible? Comment conduit-il sa vie? Il y a là quelque chose que ne peut comprendre un Français, instruit des seuls usages de la démocratie française, et qu'il faut expliquer.

Notre politique française est une véritable profession, où l'on entre jeune, où on fait sa vie, où on avance de poste en poste, et nos Présidents (sauf une exception, le maréchal de Mac-Mahon, qui à tous points de vue est une exception) ont constamment été des routiers parlementaires. Il n'en va pas de même pour les Présidents américains. L'influence parlementaire s'exerce

sur leur élection, elle s'exerce avec beaucoup de force, mais elle ne la détermine pas, elle ne la domine pas. Le Président est nommé par le peuple, suivant les règles d'un suffrage à deux degrés, et la popularité des parlementaires n'est pas telle, leur prestige n'est pas si grand, qu'ils puissent imposer aux masses les hommes dont eux-mêmes feraient choix. Les Partis, très organisés aux Etats-Unis et très forts, choisissent les candidats, et très souvent, pour accroître leurs chances de succès, ils évitent de choisir des professionnels usés et déflorés par la vie parlementaire, ils vont chercher parmi leurs amis du dehors des hommes réputés, respectés, des noms neufs et qui par là séduiront les suffrages. Nous parlons ici des candidats à la présidence; nous pourrions parler aussi bien des candidats au gouvernement des Etats, chacun des quarante-huit Etats qui forment ensemble les Etats-Unis étant libre dans ses limites et désignant par élection son Gouverneur. Gouverneurs d'Etat, Président de la République, voilà donc des charges, importantes ou éminentes, voilà des fonctions politiques qui échappent à la captation des personnels parlementaires, et qui permettent à des universitaires, des soldats, des chefs d'industrie même, d'entretenir de hautes espérances politiques. Si cet état de choses n'est pas d'abord compris, on ne comprend

rien, on ne peut rien comprendre, à la manière dont est conduite la vie de M. Wilson.

En 1902, la Présidence de l'Université de Princeton était vacante. Qu'est-ce que la présidence d'une Université? Voilà encore une fonction qui n'a pas son analogue parmi les nôtres, et qui doit être expliquée. A chaque pas que nous y faisons, le Nouveau-Monde nous étonne. Ces grandes corporations libres que sont les Universités américaines ne sont pas réglées par des lois uniformes. Leurs lois, elles se les donnent; elles sont autonomes. Elles existent par elles-mêmes, comme une société financière, un trust industriel; elles ont leurs riches protecteurs qui apportent l'argent, et sont en quelque sorte les actionnaires de l'affaire. Ces protecteurs forment un conseil, qui nomme un chef : c'est le Président de l'Université. Ils lui laissent de très grands pouvoirs parce que c'est la tradition américaine, parce que beaucoup d'entre eux sont hommes d'affaires et savent que la liberté, la responsabilité du chef est la condition de toute réussite. Un Président d'Université, éducateur de cinq ou six mille jeunes gens, maître d'un domaine royal, d'écoles, de musées, de terres, exerce une sorte de magistrature spirituelle qui le rend comparable aux évêques de l'ancienne Europe. Nous avons montré tout à l'heure le prestige dont jouissaient

les professeurs d'Universités; le Président d'Université se trouve dans une position véritablement éminente. Il a le droit et presque le devoir d'opiner sur toutes les questions morales ou intellectuelles qui occupent le pays; il est sûr qu'on l'écoutera. « Personne, écrit M. Bryce dans son ouvrage sur les Etats-Unis, non pas même un magnat de la Banque ou des Chemins de fer, ne jouit au Nouveau-Monde d'une notoriété plus grande que le Président d'une des vieilles Universités, Harvard, Yale, Cornell ou Princeton... »



Quel Président allaient élire les administrateurs de Princeton? Jusqu'alors la tradition constante avait été de choisir un Révérend de l'Eglise Presbytérienne. L'Université comprenait parmi ses facultés un séminaire de théologie, elle formait des pasteurs, et il semblait convenable de la maintenir tout entière sous une influence religieuse. Pourtant la tentation était grande de choisir ce Professeur Wilson, qui avait tant d'autorité sur ses élèves, et, par des moyens divers, tant de prise sur le public. Le Professeur Wilson ne séduit pas, mais il attire. Il a peu d'amis, disons même qu'on ne lui en connaît pas; mais il a des admirateurs. Il est distant,

pourtant il n'est pas insociable. On aperçoit aux fêtes sa longue figure, à laquelle ne font défaut ni la grandeur, ni même l'aisance. Il sait être aimable avec les femmes, il a même le goût d'être aimable pour elles, et leur conversation est la seule qu'il recherche. En tout ce qu'il a entrepris, il a donné constamment l'impression, sinon de la haute supériorité, du moins de la parfaite capacité. Ajoutons qu'il ambitionne l'emploi : il l'obtient, le voici Président de l'Université de Princeton.

Il entre en fonctions et prononce une « adresse inaugurale ». Ecoutons comme il définit la tâche de l'Université :

L'Université n'est pas faite pour ceux qui travaillent de leurs mains, non pas même pour les artisans dont les talents accroissent les charmes et les luxes de la vie moderne. Elle est faite pour le petit nombre qui conçoit, organise, surveille, qui lie les groupes aux groupes, qui a besoin de voir dans toute son étendue les travaux de la société. Les démocraties ont besoin de tels serviteurs non moins que ces autres régimes où la naissance et les privilèges désignent les chefs; et les universités, qui ont tâche de les former, n'en sont pas moins des institutions démocratiques.

Il y a deux moyens de préparer un jeune homme pour la vie. On peut lui donner les connaissances spéciales et l'habileté qui feront de lui un bon instrument, un excellent gagne-pain; et pour des milliers de jeunes gens, c'est

cette voie-là qu'il faut suivre. Elle est bonne. Elle est honorable. Elle est indispensable. Mais ce n'est pas, ce ne sera jamais la voie universitaire. Les hommes qu'elle reçoit, l'Université doit en faire autre chose et plus que des hommes de métier, d'habiles professionnels. Elle doit assouplir leurs esprits, élargir leur vision, elle doit faire en sorte qu'il se produise en eux un excès d'activité intellectuelle qui les incite à sortir du cercle de leur profession, à s'intéresser aux larges sphères où leurs vies sont mêlées, qui fasse d'eux des citoyens en même temps que des professionnels, qui élève leurs âmes et les ennoblisse. Un libre capital spirituel, voilà ce dont le monde a surtout besoin, un libre capital toujours disponible pour les entreprises nouvelles, tant spirituelles que matérielles, qui assurent le progrès de la race et aident l'homme vers la vie nouvelle.

Discipliner, former, grandir les esprits, telle est donc la tâche universitaire, et il n'y a pas d'instruments meilleurs pour cette tâche, estime M. Wilson, que les langues antiques.

D'où vient que ces langues ont la vertu de discipliner les esprits? Cela vient de leur méthode déterminée, définie; et cette méthode provient de leur âge et de leur perfection. C'est leur état d'antiquité et d'achèvement qui les rend si utiles et si convenables aux premières démarches de l'éducation. Par elles, l'enfant se trouve informé de ces ensembles de connaissance que l'expérience n'atteint plus, qui sont arrêtés, définitifs, fondamentaux. Telle est la nourriture des esprits depuis des générations et des générations; tel est l'aliment dont l'humanité pen-

sante fait usage depuis des temps que l'esprit ne sait pas compter (1)...

L'entraînement aux mathématiques est un exercice de la même sorte que la connaissance familière de la pensée et des langues de l'antiquité classique, parce qu'en elles aussi nous nous approprions la discipline immémoriale de la race... Les mathématiques, comme les langues classiques, forment un corps de connaissance et de raison définitif, une discipline éprouvée, une méthode de pensée qui n'a jamais cessé d'équilibrer, de perfectionner, d'élargir, de rendre plus précises, les puissances de l'esprit. L'enfant, lorsqu'il s'exerce aux mathématiques, participe à l'expérience rationnelle la mieux établie, la plus acquise qui soit au monde.

Telles sont les idées générales : M. Wilson en saura tirer les conséquences. Il va commencer son travail et exercer pour la première fois cette extraordinaire faculté de produire des réformes qui le caractérisera dans toutes ses fonctions.

---

(1) M. Wilson ne perd jamais une occasion d'affirmer sa foi dans la valeur éducative des langues antiques. L'*Outlook* du 13 juin 1917 rend compte d'une conférence qui se tient à l'Université de Princeton et où le sujet étudié est la place due aux études classiques dans l'éducation libérale. MM. Taft, Roosevelt, Wilson adressent à cette conférence des avis favorables aux études classiques. « Nous ne devons pas, écrit le Président Wilson, rejeter la sagesse dont nous sommes héritiers et chercher à faire nos fortunes avec le mince bagage que nous avons accumulé : nous devons donc, autant que nous le pouvons, imposer aux esprits « la connaissance intime du classicisme antique. »

L'Université de Princeton avait besoin d'être sérieusement reprise en main : la discipline était vacillante, les études faiblissaient. M. Wilson pourvut à tout. Son premier soin fut de rendre les examens plus sévères et de faire partir les incapables. Ce n'était qu'une entrée de jeu. Il s'occupa ensuite des programmes. Ils venaient d'être revisés d'une manière malheureuse. Les universitaires modernistes avaient supprimé les anciennes études obligées des langues antiques et des mathématiques; ils avaient introduit un système d'option qui donnait aux jeunes gens la liberté de se composer des programmes agréables et faibles. Ils n'avaient pas vingt ans et on leur remettait le plus difficile des choix. M. Wilson réforma ce système. « Souffrons que les jeunes gens choisissent, avait-il dit dans son adresse inaugurale, mais nous aussi nous avons à choisir, et notre choix doit venir le premier, et le choix des élèves doit venir le deuxième. La synthèse doit venir de nous. Nous devons faire en sorte que les étudiants, lorsqu'ils auront fait choix d'un groupe, y trouvent un ensemble qui se tienne, et tous les éléments du savoir moderne. » Il précisa ses vues, il les fit adopter. Négligeons les détails, et disons sommairement que chaque étudiant dut suivre au moins cinq cours dont trois qu'il pouvait choisir et deux qui lui étaient imposés.

Mais à quoi bon les meilleurs programmes si les méthodes de travail sont défectueuses? M. Wilson s'employa à réformer ces méthodes même. Les jeunes gens écoutaient des conférences pendant deux ou trois heures chaque jour, puis ils étaient abandonnés à eux-mêmes, à leurs lectures, à leurs jeux. Ils n'étaient pas guidés, ils n'avaient de contact avec leurs maîtres que pendant la durée courte et peu efficace des conférences. M. Wilson proposa un système nouveau : la création de petits groupes d'étudiants associés à une sorte de tuteur, de sous-maître, qui entraînerait les jeunes gens au travail par des entretiens réguliers et des recherches menées en commun à la manière des séminaires germaniques. « Si nous réussissons à former à Princeton un corps de tuteurs, avait-il dit dans cette adresse où il avait indiqué ses projets de réforme, nous aurons transformé notre Université. Au lieu de jeunes gens occupés à des besognes, nous aurons des hommes travaillant à penser, des hommes exercés aux choses de la pensée, et qui auront en elles tout leur intérêt et leur ambition. » M. Wilson entreprit de former un tel corps, et réussit. Il recruta une centaine d'étudiants distingués et avancés dans leurs études qu'il installa dans son Université. Il les rechercha lui-même, aux Etats-Unis, en Angleterre. Deux vinrent de France et deux d'Allemagne.

Mais que vaut la meilleure méthode de travail si les vies sont dispersées, si l'application est absente ? M. Wilson avait formé le projet d'une réforme radicale, et l'introduisait par degrés. « Si c'est être radical qu'aller en tout à la racine, dit-il un jour avec violence, alors je suis un radical. » Il nous le prouvera bientôt. Les étudiants de Princeton vivaient dispersés dans les pensions et logements du lieu. Ceux de première et de deuxième année se formaient en coteries, très exclusives, très jalouses : l'esprit de coterie n'est nulle part si prompt à se former que dans cette société américaine dont on vante très légèrement l'égalitarisme. Ceux de troisième et de quatrième année, du moins certains d'entre eux, une élite choisie, vit dans de grands clubs magnifiquement installés. M. Wilson décida de faire rentrer dans les bâtiments universitaires les étudiants de première et de deuxième année : ils vivraient là, en camaraderie avec les tuteurs, tous ensemble, comme les étudiants d'Oxford ou de Cambridge. C'était un changement considérable : il réussit à l'obtenir.

Son ambition réformatrice n'était pas encore satisfaite : il voulait aller plus loin, toujours plus loin, et faire rentrer dans les locaux universitaires la totalité des étudiants, ceux de troisième et de quatrième année aussi bien que ceux de première et deuxième. Il fallait

donc qu'il atteignît et supprimât ces grands clubs si riches, si fiers, forts de tant d'amitiés. Leur existence gênait son esprit unitaire, autoritaire. Sans doute elle choquait aussi quelque vieux fond égalitaire et puritain préexistant en sa nature. Dès le jour où il avait pris en main la présidence de Princeton, affirme un de ses biographes, H. Wilson Harris, il avait prémédité de les détruire. Mais il attendit quatre pleines années avant de déclarer son dessein. « Les collèges de ce pays ont besoin d'être refaits de fond en comble, déclara-t-il dans une réunion universitaire, et l'Amérique va l'exiger. »

Est-ce l'universitaire qui parle ainsi, ou le tribun? C'est une voix nouvelle, c'est la voix du tribun, et sous le Président de Princeton, le futur Président des Etats-Unis transparaît. En cette année 1906 où il s'exprime ainsi, M. Wilson a pensé pour la première fois avec précision à la carrière qui l'attend. En 1909, les pouvoirs du Président Roosevelt expireront; en 1908, son successeur sera désigné. M. Wilson se demande s'il ne pourrait pas être ce successeur, et prépare sa candidature. Ce n'est qu'un premier essai. M. Wilson reconnaît bientôt que le Parti démocratique auquel il est lié proposera encore une fois l'orateur populaire Bryan. Il attendra donc. Mais quelque chose vient de s'éveiller et de frémir en lui qui ne s'éteindra plus et qui n'est

pas d'accord avec cette retenue universitaire qui le caractérisait si fort. C'est une véhémence, une fougue, qui semblent lui venir d'un espace plus large et plus libre. La vie publique américaine était violente en ce temps-là. Le Président Roosevelt l'animait par la pétulance de ses discours contre les ploutocrates, il échauffait l'âme nationale. Si on l'oublie on ne peut pas comprendre tout à fait les initiatives ardentes que M. Wilson va essayer dans son Université.

M. Wilson prépare en silence ses projets de réforme. C'est une coutume dont il ne se départira pas. S'il prend conseil, c'est en secret. En juin 1917, il lit à son comité d'administration un projet de reconstruction totale de la vieille Université. Des bâtiments nouveaux seront édifiés pour correspondre aux besoins d'une organisation nouvelle : tous les étudiants vivront ensemble, avec leurs tuteurs, sous les mêmes toits. L'autorité de sa fonction, celle aussi de sa personne, étaient telles, que le conseil adopta d'abord ce projet. Mais bientôt il fut rendu public, et l'opposition s'éleva. Ce fut une indignation, un cri. Les anciens, ces « *alumni* » dont les dons faisaient vivre l'Université, ne voulaient pas qu'on touchât à ces clubs où ils avaient vécu, où vivaient leurs enfants. De nombreux avis parvinrent au conseil : nous ne souscrirons plus, disait-on. Les membres du conseil

d'administration ne résistèrent pas aux clameurs. En octobre, ils demandèrent à leur Président le retrait de son projet. M. Wilson dut y consentir. Mais il spécifia qu'il gardait toutes ses vues et qu'il ne cesserait de lutter contre les opposants. « Alors, a-t-il dit un jour, en conversation, j'ai rencontré pour la première fois Wall Street (1) et j'ai vu par moi-même de quelle manière Wall Street se met en travers de tout ce qu'on essaye pour le bien du pays. »



Laissons un instant ce combat qui n'est pas terminé, et ouvrons une plaquette dont la typographie est élégante, que M. Wilson publie en 1908. Elle est intitulée : *La vie libre*. Elle contient une sorte d'adieu, de souhait final, que M. Wilson adresse aux jeunes gens qui quittent Princeton après quatre années d'études. Il compose son adieu à la manière d'un sermon : c'est la tradition du lieu, il l'observe, et l'observance lui est aisée. Enfant, il a si souvent écouté les sermons que prononçait son père. D'abord il énonce le texte : « *Ne vous conformez*

(1) Wall Street est la rue new-yorkaise où sont situées les Banques, et on dit aux Etats-Unis : *Wall Street* comme en France : *la Bourse*.

pas au siècle présent, mais soyez transformés par le renouvellement de votre esprit, afin que vous éprouviez que la volonté de Dieu est bonne, agréable et parfaite. » (Epître aux Romains, XII, 2.) Texte mystique, tout imprégné de l'esprit de Paul qui est l'esprit même du protestantisme chrétien. « Ne vous conformez pas... » Elles ont entendu ces mots, elles s'en souviennent, elles les retiennent comme leur titre de noblesse, ces Eglises qui en face de l'Eglise anglicane maintiennent un esprit de séparation, de protestation chrétiennes et qui se reconnaissent sœurs par un trait commun : leur *non-conformisme.* « Ne vous conformez pas... » C'est le conseil que M. Wilson va donner à ses jeunes gens. Qu'ils s'écoutent eux-mêmes; qu'ils restent fidèles à eux-mêmes...

Ce n'est pas une chose distante, obscure, poétique; c'est au contraire une chose très réelle, qui vit en la conscience de chacun d'entre nous. Tout homme réfléchi, tout homme dont l'esprit n'est pas une ombre vacillante, a senti en lui-même, non pas une fois, mais plusieurs, une incoercible force spirituelle qu'il appelle *lui-même,* qui lutte pour n'être point submergée par le hasard des circonstances, pour n'être pas contrainte à se conformer à telles choses qu'elle ne peut aimer, à telles choses qui l'étoufferaient, la priveraient de son originalité, de son intégrité native, et la perdraient, la noieraient dans ces masses indéfinissables et communes, dans ces multitudes innom-

mables d'un monde qui se meut sans cesse et s'altère et n'est jamais deux fois le même. Elle sent instinctivement qu'elle ne peut être victorieuse qu'en refusant de se conformer. Elle doit s'adapter à ces choses qui vont et qui viennent et qui n'ont ni base ni principe; mais elle ne doit pas se laisser soumettre par elles ni s'écarter des directions nettes de l'action qu'elle a choisie.

« *Ne vous conformez pas... Soyez vous-même...* » Nous connaissons ces formules; et tant d'autres qui en découlent; elles sont anciennes, elles doivent à leur ancienneté, à l'abondance des actes qu'elles ont suggérés une extrême malléabilité. Ibsen a tiré d'elles des morales anarchistes; M. Wilson se sert d'elles, mais c'est pour enseigner une bien autre morale. Ce descendant de puritains, voyons-le toujours où il vit, dans l'établissement magnifique qu'il préside, parmi les bâtiments d'ordonnance classique, les ombrages, les habitations accueillantes, dans le silence et le luxe d'une Université américaine. « Ne vous conformez pas au monde, aux usages du monde... » dit-il aux jeunes gens en partance; il ne leur parle pas en mystique, mais en clerc : le monde contre lequel il veut que ces jeunes gens se tiennent en garde, c'est New-York et Wall Street, la politique, la banque, l'usine, le salon, le parti, le club; c'est la laïcité. « Transformez-vous par un renouvellement de votre esprit... » leur dit-il.

Entendons toujours les intentions d'un grand clerc, d'un grand universitaire. *Renouvelez vos esprits;* Wilson veut leur dire : N'oubliez pas ces quatre années qui se terminent aujourd'hui, et que vous venez de vivre dans la familiarité des idées, des œuvres éternelles.

Quatre années viennent de vous être données pour voir les perspectives, les horizons qu'ouvrent les livres, pour connaître les vérités qui ne sont d'aucun âge et qui, jamais brisées, jamais altérées, traversent la vie changeante de tous les âges. Vous connaissez les mesures éternelles, les hautes lois selon lesquelles les progrès du monde ont toujours été réglés, — lois de saine pensée et d'inspiration pure qui semblent avoir leur siège dans de calmes régions où ne peuvent accéder les troubles de la passion, où l'air pur n'est jamais atteint ni par les brouillards ni par les menaces d'orage. Les aspects, les temps, les circonstances peuvent changer, mais parmi tout cela le cœur humain ne change pas. Sans doute il y a eu des temps plus simples, où les choses qui nous mettent aujourd'hui dans le doute et la perplexité semblaient très aisées. Mais si la vie nous trouble aujourd'hui, sachons-le, c'est parce que nous ne la voyons pas dans sa simplicité et sa totalité. Regardons plus souvent en arrière, et nous nous apercevrons que nous avons la vue meilleure pour regarder en avant.

Ce n'est pas l'appel de l'apôtre, c'est le conseil d'un sage platonicien. L'apôtre n'a jamais dit : « Regardez en arrière, consultez l'expérience éternelle...» Il a dit :

« Regardez vers Dieu, suivez la révélation absolue... » Mais l'esprit anglo-saxon est habile à s'adapter toutes choses, à les entendre et les utiliser au mieux. L'esprit anglo-saxon est pratique, et veut que toute chose serve. « Il me semble, écrit Wilson, que les paroles de l'Ecriture font naturellement venir à l'esprit des réflexions telles que celles que je vous propose. » Et il avance en son discours, continuant de joindre avec sérénité la paraphrase platonicienne au texte évangélique. Transformez vos esprits, dit-il; transformez-les par le savoir : le savoir donne la jeunesse éternelle. Transformez-les par l'amitié : l'amitié est un don royal et la noblesse de l'âme. Le savoir, l'amitié, vous les trouvez à l'Université :

L'homme transformé par l'Université, celui dont la pensée et dont la volonté ont été renouvelées aux sources du savoir et de l'amour est l'une des grandes forces dynamiques du monde. Nous vivons dans un âge troublé, confus, déconcerté... Nombreuses sont les voies qui opinent, rares celles qui savent; nombreuses les tentatives, rares les propos réfléchis... C'est notre devoir, à nous hommes d'Université, de nous posséder; c'est notre privilège d'être calmes et de savoir que la vérité n'a pas changé, que la vieille sagesse est plus désirable qu'aucun *nostrum* inédit; que nous ne devons ni courir avec la foule ni la dédaigner, mais chercher de prudents conseils et pour elle et pour nous.



Nous n'entendrons plus guère ce langage : l'Universitaire disparaîtra devant le politique et le tribun. Le 9 mars 1909, M. Wilson parle au banquet annuel de la Ligue Civique de Saint-Louis. « Je crois que plus je deviens vieux, plus je deviens impropre à parler dans les banquets, dit-il, car je deviens de plus en plus sérieux. J'ai des amis que je considère avec une envie désespérée : ils sont si mesurés, ils sont si froids; leurs jugements sont toujours si séparés des mouvements vifs qui les animent. Pour moi, plus je deviens vieux, plus je deviens ardent... » On s'en aperçoit à Princeton même, où le conflit ancien ne s'apaise pas.

Il devient public : les journaux de New-york le commentent, et des polémiques s'engagent auxquelles M. Wilson ne semble pas être étranger. Le conflit prend ensuite la forme singulière d'une sorte de duel entre un chef très isolé, à peu près brouillé avec son conseil d'administration, et des protecteurs millionnaires. En 1909, un don de deux millions cinq cent mille francs fut offert à l'Université : le donateur spécifiait que la somme serait employée à l'installation d'une Ecole Normale Supérieure. Mais cette Ecole, selon quels plans la construirait-on? M. Wilson maintenait toujours son

ancien projet, ajourné, non pas repoussé. Il estimait contraires à ses vues certaines dispositions du donateur, et demanda le refus de ce don. C'était chose inacceptable, disait-il, que des offres d'argent vînssent à peser sur la liberté des décisions universitaires. Il demandait : « Est-ce au moment où le pays a les yeux fixés sur nous comme sur des hommes qui préfèrent les idées à l'argent même, que nous allons battre en retraite et dire : Après tout, nous nous sommes trompés : nous préférons l'argent aux idées? » Il se heurta à une opposition très vive, mais il en triompha : le don fut refusé.

Sa victoire eut un court lendemain. A peine eut-il réussi à se débarrasser de cette offre de deux millions cinq cent mille francs, voici qu'il se heurta à une nouvelle offre de quinze millions de francs. Aussitôt les deux millions cinq cent mille francs rejetés furent ramenés à la charge, l'offre en fut renouvelée. C'était trop de millions! M. Wilson dut plier sous le nombre, et se préparer à quitter cette présidence universitaire où il était enfin vaincu. Mais la défaite ne l'humiliait pas, ne le desservait pas, et il portait ses vues ailleurs.

IV

LE GOUVERNEMENT DE NEW-JERSEY

Il est sans doute que M. Wilson pensait dès lors à occuper la Présidence des Etats-Unis, et peut-être faut-il comprendre comme une sorte de programme les intéressantes conférences qu'il prononça en 1907 et publia en mai 1908 — peu de mois avant l'élection présidentielle où M. Taft fut l'élu — sur « *Le Gouvernement constitutionnel aux Etats-Unis* ». Ces conférences, vigoureuses, rapides, ont le double intérêt de donner un excellent aperçu de l'organisation politique américaine, et une exposition magistrale des idées de l'homme même qui va bientôt diriger cette organisation et appliquer sur elle toute la force de sa volonté.

Elles nous donnent une sorte de deuxième état, entièrement viril et mûr, de l'œuvre de jeunesse que nous connaissons déjà sur *Le Gouvernement Congressionnel.* Dans l'un et dans l'autre livre, M. Wilson

examine la Chambre des représentants, le Sénat, les Cours de justice, la Présidence, les Partis, ce qu'ils sont et comme ils fonctionnent; il s'attache moins aux textes qu'aux pratiques, il s'intéresse beaucoup à ce qui est, mais plus encore à ce qui se prépare, à ce qui va être; une volonté ardente et réformatrice suscite chacune de ses observations. Une constitution politique, dit-il, n'est pas un mécanisme combiné une fois pour toutes, qui puisse être l'objet d'une définition et d'une démonstration mathématique; une constitution politique est une chose vivante, et il faut en aborder l'étude, non pas dans un esprit mathématique, dans l'esprit de Newton comme le faisaient les anciens théoriciens du dix-huitième siècle, mais dans un esprit vitaliste, dans l'esprit de Darwin, avec un souci constant de déceler les organes qui s'effacent, les organes qui se fortifient, les organes qui se modifient. « Les Constitutions, dit-il avec hauteur, sont ce que les hommes politiques les font. » Or, il existe dans la constitution des Etats-Unis un organe qui devient fort : c'est la Présidence. Cleveland a commencé l'évolution, Roosevelt l'a continuée. Les Présidents du dix-neuvième siècle choisissaient leurs ministres parmi les parlementaires éminents. Cleveland d'abord, Roosevelt ensuite, ont changé de pratique. Ils ont considéré que les ministres groupés autour du Prési-

dent devaient former un corps de conseillers personnels, et que le Président était fondé à les choisir parmi ceux qui possèdent sa confiance personnelle et dont il préfère les avis. Cleveland d'abord, Roosevelt ensuite, ont voulu s'associer des hommes dont ils avaient éprouvé la puissance de travail, des hommes qui avaient fait leurs preuves, non dans la vie publique, mais dans la vie privée; des banquiers qui ne s'étaient jamais mêlés aux comités d'aucun parti, des juristes éminents qui s'étaient tenus à l'écart de la politique, des administrateurs qui avaient réussi dans la direction des services publics : comme si le Président seul avait une fonction politique, les ministres n'étant que des conseillers privés, les collaborateurs de son choix.

Ce n'est pas cette seule modification qui accroît la fonction présidentielle; tout semble concourir à son grandissement. La difficulté, la complication croissante des affaires extérieures, où le Président a des pouvoirs quasi souverains, lui donnent par-devant le monde figure de chef. Ses messages au Parlement, jadis très rares et très peu écoutés, deviennent, par un effet de son prestige, des documents considérables qui pèsent d'un grand poids sur l'opinion publique. Le Président acquiert ainsi un pouvoir de direction, d'initiative, qui, s'ajoutant au droit de veto dont il est muni par la

Constitution, achève de l'armer. La base de son pouvoir est l'assentiment national et n'a de limites que celles de cet assentiment même. « Le Président est libre, écrit M. Wilson, en conscience comme en droit, d'être aussi grand homme qu'il le peut. Sa capacité posera la limite. Et si le Parlement vient à être dominé par lui, ce sera parce que le Président a la nation derrière lui, et que le Parlement ne l'a pas. La seule arme dont il dispose pour venir à bout du Parlement, c'est l'opinion publique. »

Un danger menace la fonction : elle menace de devenir accablante et de briser qui la porte. Il semble que le peuple entier ait les yeux fixés sur son Président et attende qu'il parle; sur toute question, si spéciale soit-elle, militaire, économique, législative, on veut que le Président sache et prononce; il doit connaître tous les problèmes et satisfaire toutes les inquiétudes. « Des hommes de moyenne puissance n'y pourront suffire, écrit M. Wilson; nous serons toujours obligés de choisir nos premiers magistrats parmi les athlètes sages et prudents — la race en est restreinte. »



Et pourtant il est prêt. Il ne le dit pas, il ne pro-

clame pas, il n'affiche pas sans nécessité sa vocation; mais elle existe, elle le presse, et il ne se dérobera pas. Il se conduit en « athlète sage et prudent », il oriente posément sa vie. Son temps de Présidence universitaire n'a pas été perdu : il a acquis un utile renom de démocrate radical, il est entré dans le vif des combats politiques qui occupent son temps, et la lutte qu'il a engagée contre son conseil d'administration l'a rendu populaire. Maintenant que va-t-il faire? Nous voici au début de l'été 1910; la coalition des conservateurs, des « alumni », des ploutocrates est victorieuse à Princeton; M. Wilson doit s'employer ailleurs. En 1912 aura lieu l'élection présidentielle; M. Wilson sera-t-il candidat? Peut-être. M. Taft, qui préside, est un fonctionnaire honnête et capable, mais dénué de puissance : il ne sera sans doute pas réélu. M. Roosevelt se présentera sans doute : pourra-t-il se faire élire? Sa personnalité toujours vibrante intéresse, occupe l'opinion, elle anime la scène, mais elle ne s'impose pas. M. Roosevelt est un brillant aventurier politique : on peut sans témérité engager la lutte avec lui. M. Bryan, le démocrate, déjà deux fois candidat, deux fois vaincu, semble mal destiné au succès. Un homme neuf aura de belles chances, et M. Wilson les suppute, n'en doutons pas. Pourtant deux années restent à courir. Il faut les oc-

cuper avec utilité, avec éclat. Or, le Gouvernement de New-Jersey allait être vacant : l'élection devait avoir lieu en novembre 1910, les candidats devaient être désignés en septembre. M. Wilson décida qu'il s'essaierait et achèverait de se faire connaître dans la fonction de Gouverneur. « Il n'est pas douteux, écrit son biographe et ami Henry Jones Ford, que le mouvement qui le porta de la Présidence de Princeton au Gouvernement de New-Jersey n'eût pour fin dernière la Présidence de la nation. »

Qu'est-ce qu'un Gouverneur d'Etat? Expliquons au lecteur français la nature d'une telle fonction; rappelons-lui que la République des Etats-Unis est véritablement une ancienne et permanente union d'Etats. Ils étaient treize en 1775 quand ils se fédérèrent pour combattre l'Angleterre; ils sont aujourd'hui quarante-huit; mais chacun de ces quarante-huit Etats veut demeurer un Etat; il a son nom, sa constitution intérieure, que les premiers colons ont faite et que les habitants actuels réforment à leur gré; il a son Code civil et criminel, il a sa législation fiscale, sa législation du travail; il a sa Chambre haute, sa Chambre basse, son Gouverneur élu pour deux, trois ou quatre ans, et les fonctions de ce Gouverneur sont très semblables, sauf l'étroitesse du cadre, à celles que remplit sur la

scène du monde le Président des Etats-Unis. La promotion des unes aux autres est naturelle, raisonnable, et il semble qu'en ces derniers temps une tradition tende à s'établir, qui incline les électeurs américains à choisir parmi leurs quarante-huit Gouverneurs leur Président fédéral. M. Roosevelt avait été Gouverneur avant d'être Président; le précédent avait paru bon. M. Wilson décida de tenter au Gouvernement de New-Jersey le dernier essai, la dernière preuve de ses forces.



Le Gouvernement de New-Jersey est fort important. Il est voisin de celui de New-York, il le touche, son activité est inextricablement mêlée à l'activité de la capitale atlantique. New-York est construit au débouché d'un large fleuve, l'Hudson; il occupe l'une de ses rives, l'un des côtés de son estuaire. Jersey-City occupe l'autre rive. C'est en réalité la même ville, séparée par le hasard historique d'une frontière. Mais ce hasard comportait alors beaucoup de conséquences. Le contrôle légal des sociétés financières n'était pas le même à New-York et dans Jersey-City, plus relâché dans celle-ci, plus rigoureux dans celle-là, et les sociétés financières, les trusts, savaient très bien se prévaloir d'un si com-

mode et indulgent voisinage : elles passaient le fleuve, s'inscrivaient à Jersey-City et ainsi n'étaient plus gênées. Les politiciens démocrates qui étaient les maîtres dans New-Jersey connivaient avec les trusts et bénéficiaient de l'hospitalité qu'on leur demandait : fâcheux bénéfices qui abaissaient la moralité politique de l'Etat tout entier. Il était généralement reconnu que cette moralité était déplorable, que la Chambre, les bureaux, les comités de l'Etat de New-Jersey étaient ce que nous appelons en français des cavernes.

C'est dans ces cavernes que M. Wilson, un universisitaire probe et distant, va entrer en maître. Comment est-ce possible? Nous avons bien, en quelques lieux du vieux monde, nos cavernes. Mais ceux qui les occupent savent en garder les portes, et refuser l'entrée à quiconque pourrait gêner, ou, si par extraordinaire un gêneur s'est glissé, l'éliminer en fait par une quarantaine savante. Leurs congénères américains ont-ils moins de prudence? Personne ne le croira. C'est la différence du mécanisme politique, semble-t-il, qui rend différentes les possibilités du parlementarisme américain, et de tel ou tel autre parlementarisme continental : en Amérique, les chefs du pouvoir Exécutif, les Gouverneurs ou le Président, sont élus au suffrage universel. Les politiciens sont très unis là-bas, très forts, et nos

comités ne valent pas leurs redoutables machines, maîtresses souveraines des emplois, des faveurs. Mais tous les deux, trois ou quatre ans, il y a ce grand recours qui n'existe pas chez nous et qui fait équilibre aux puissances occultes : le peuple, consulté directement, choisit ses Gouverneurs, choisit son Parlement. C'est un appel public, une irruption de lumière et d'air... N'exagérons rien. Les politiciens, les comités et leurs présidents, qu'on appelle là-bas « les machines et les bosses », jouent serré, et savent très souvent réduire l'efficacité du recours, tamiser l'air et la lumière. Pourtant ils y ont peine, la réussite n'est pas certaine, et ils n'aiment pas le retour de ces Grands Jours où le peuple nomme des chefs. Ils éludent par des manœuvres, dont l'une consiste à se dissimuler derrière un candidat qui ne soit pas un politicien professionnel. Ils choisissent un homme capable de plaire et susceptible de réussir par la nouveauté de son nom, par un prestige acquis ailleurs, dans des milieux non discrédités, chaires d'université ou cours de justice, un homme enfin de la sorte M. Wilson, et qui se laissera tenter par l'éclat d'une haute fonction. Les politiciens qui l'adoptent et poussent sa candidature comptent sur l'inexpérience du nouveau venu et sur leur savoir-faire pour le réduire à l'impuissance au lendemain de son élection et

gouverner ensuite comme ils faisaient avant. La situation est fausse, et chacun s'efforce d'en tirer bon parti, le peuple, les candidats, les politiciens. « Le malheur de notre situation politique aujourd'hui, écrit le Président Wilson, c'est qu'il nous faut un homme qui n'ait pas été mêlé aux classes dirigeantes, aux influences dirigeantes du pays, et qui puisse se lever et parler pour nous; nous avons besoin d'entendre une voix du dehors qui appelle le peuple américain à affirmer de nouveau son droit, sa prérogative à être lui-même maître de son gouvernement (1). »

Les politiciens de New-Jersey avaient toutes raisons d'être confiants. Leur discrédit moral était chose ancienne, établie; ils avaient été maintes fois dénoncés, attaqués par des Ligues Civiques très valeureuses et actives; ils avaient toujours su défendre leur pouvoir, si bien qu'ils avaient découragé leurs adversaires et réduit à l'inertie les honnêtes gens de leur Etat. Ils connaissaient l'ardeur de M. Wilson, son éloquence : ces qualités, jugeaient-ils, feraient de lui un bon avocat. Ils savaient aussi son passé tout intellectuel, et qu'il avait été impuissant à dominer le conseil d'administration de l'Université de Princeton : cette mésaventure

(1) *La Nouvelle Liberté,* trad. fr., p. 80.

leur présageait un Gouverneur facile à manœuvrer. Ils l'adoptèrent volontiers. Le « boss » du parti démocrate, un certain James Smith, fort discrédité, consentit à s'effacer, promit qu'il renoncerait à représenter au Sénat des Etats-Unis l'Etat de New-Jersey; enfin il fit en sorte que le brillant « outsider » universitaire, le candidat « du dehors », eut toutes les libertés et reçut toutes les promesses utiles à son succès.

Cependant M. Wilson n'interrompit pas sa noble existence professorale. Il jouait au golf sur les gazons de Princeton quand on vint lui annoncer que sa candidature était décidément agréée par les membres démocrates de New-Jersey, réunis en convention de parti. La convention qui venait d'acclamer son nom voulait entendre sa parole; les messagers porteurs de la nouvelle emmenèrent M. Wilson dans leur auto, lui firent franchir en une demi-heure une distance de vingt kilomètres, et le firent monter sur l'estrade où il commença sa carrière publique. M. Wilson parla avec une netteté, une praticité singulières, et qui eût pu donner à penser, aux routiers politiques qui venaient de s'entendre sur son nom. Il ne s'attarda pas en vains remerciements; il prit acte, d'une manière publique, du fait qu'il venait d'être nommé candidat du Parti démocrate sans qu'il y eut eu de sa part sollicitation,

engagement quelconque, et que par conséquent il serait entièrement libre, s'il était nommé Gouverneur, de servir le peuple et l'Etat avec une indépendance entière. Et il annonça son programme :

Trois grandes questions nous sont posées : la réorganisation et l'économie de l'administration ; l'égalisation des taxes ; le contrôle des sociétés financières. D'autres, et fort importantes, existent aussi, pour nous comme pour tous les Etats de l'Union en ces jours de réforme : il y a, par exemple, la responsabilité des patrons en matière d'accidents du travail ; la répression de la corruption électorale ; la conservation du domaine public. Mais les trois que j'ai nommées d'abord dominent tout le reste. Ce n'est pas assez que nous les connaissions ; nous devons tirer des conséquences, agir, et agir de la manière la plus nette.

...La question du contrôle des sociétés financières est très difficile, personne ne peut se flatter de la posséder tout entière. Mais enfin il y a des points qui sont clairs. Il est clair, en ce qui concerne l'Etat de New-Jersey, que nous devons avoir une commission des services publics, munie des pouvoirs les plus étendus, pour surveiller et régler l'administration des sociétés qui ont charge des services publics dans toute l'étendue de l'Etat... Le contrôle des sociétés financières est un devoir de notre Etat bien plus directement que ce n'est un devoir du gouvernement des Etats-Unis. C'est mon ferme espoir que l'Etat de New-Jersey prenne l'initiative de la réforme. Nous devons scruter très attentivement les entreprises auxquelles nous accorderons le droit de se former : com-

ment elles sont constituées, quels sont leurs objets, leurs bases et leurs méthodes de capitalisation, dans quelle mesure leur organisation se prête au contrôle de l'État, dans quelle mesure elles sont conformes aux statuts de l'État et de la Fédération. Tout cela peut être fait, et fait d'une manière effective. J'ambitionne pour New-Jersey l'honneur de l'entreprise.

Ce discours si net fut le premier d'une vigoureuse et brillante campagne. Jusqu'au 8 novembre, jour de l'élection, M. Wilson parcourut l'Etat, déclarant partout son indépendance, ses desseins. Publiquement interpellé par des membres de ligues civiques, il leur répondit sans détour:

Vous me demandez ce que je pense de notre système politique, de nos comités et de leurs chefs. Je vous répondrai que depuis des années je fais de ce système l'objet de mes observations et de mes études, et que, plus je l'étudie, plus je le hais. Vous avez tout à fait raison de dire qu'il est le grand péril de notre vie publique, et qu'en fait, au jour où nous sommes, il a détruit le gouvernement représentatif et installé à sa place un gouvernement de privilège. Je vous ai dit les réformes par lesquelles je vous propose de l'abolir : d'abord, par l'élection aux charges exécutives d'hommes qui lui refuseront toute allégeance et s'emploieront de toute leur énergie à le briser; ensuite, par une impitoyable publicité.

Et on lui demandait encore: Comment vous com-

porterez-vous vis-à-vis des chefs de votre Parti? Il répondait:

Je considérerai, si je suis élu, que je suis moi-même le chef de mon Parti et que ma fonction est de gouverner comme représentant direct du peuple tout entier.

M. Wilson fut élu. Il eut une majorité de 50.000 voix; il remplaçait un Républicain dont la majorité avait été de 80.000 voix; sa campagne avait donc déplacé et gagné 130.000 voix. Les élections parlementaires qui avaient eu lieu dans le même temps, avaient également favorisé ce Parti démocrate auquel M. Wilson était lié. La majorité républicaine qui avait été de 31 voix dans les deux Chambres, fut remplacée par une majorité démocratique de 31 voix. Il ne restait plus à M. Wilson qu'à prouver son autorité et à gouverner comme il l'avait promis.

Il n'y manqua pas. Il dut lutter, mais la lutte fut courte et décisive. Nous avons déjà nommé ce James Smith, ce politicien local, ce « boss », qui s'était effacé devant M. Wilson. M. Wilson avait exigé cet effacement. Dans cette même réunion de parti où sa candidature avait été proclamée, on avait désigné un candidat pour l'un des deux sièges sénatoriaux qui appartiennent à l'Etat de New-Jersey au Sénat fédéral des Etats-Unis. M. Wilson avait exigé que ce candidat

ne fut pas ce James Smith, dont il ne voulait en aucune manière s'associer le nom. Son exigence avait été admise, un certain James E. Martine avait été désigné au lieu du « boss. » M. Wilson croyait l'affaire réglée par ce désistement et cette désignation. Il se trompait. Il l'apprit avec une indignation extrême. James Smith ne s'était effacé que par feinte. Au lendemain du succès, il déclara tranquillement qu'il y avait mal donne, que l'indisposition physique dont il avait souffert n'existait plus, et que ce n'était plus M. Martine, que c'était lui le candidat. Ses amis politiques ne le démentaient pas.

M. Wilson fut un instant surpris par le cynisme de cette ruse, par ce brusque redressement de la machine politique qu'il avait promis de courber. Mais il comprit qu'il allait dès ce premier instant, gagner ou perdre la partie. Elle se présentait pour lui fort mal, car ce n'était pas le suffrage universel qui devait élire le sénateur, le représentant de New-Jersey à Washington, c'était le corps électoral tout à fait restreint constitué par les membres des deux Chambres locales, c'était ce personnel politique accoutumé depuis longtemps à marcher avec son « boss » et à le suivre. M. Wilson se trouvait ainsi dès le premier instant serré parmi ses adversaires et en grave danger d'être rapidement

et définitivement humilié. Le combat n'était pas évitable: il l'accepta. Il s'adressa d'abord à James Smith, il lui rappela sa promesse et le somma de la tenir; M. James Smith ne tint nul compte de cette sommation, et M. Wilson aussitôt en appela au peuple même.

Ma situation est délicate, dit-il, je le sais. En tant que Gouverneur, le choix d'un sénateur ne me concerne pas. Légalement, je n'ai rien à dire, je ne dois pas intervenir. Mais il y a d'autres devoirs que des devoirs légaux. Ma campagne récente m'a placé dans une situation particulière. Je me suis offert à être le porte-parole et le conseiller du peuple. J'ai dit expressément aux électeurs qui entendaient autrement que moi la fonction de Gouverneur de ne pas me donner leur vote. J'ai été élu à de certaines conditions, pour une certaine tâche, et cela me crée une responsabilité que je n'éluderai pas. Je dirai, comme j'en ai le devoir, avec un sentiment entier des responsabilités particulières de ma situation, *ce que j'estime être le devoir des Chambres en ces graves conjonctures.*

C'est nous qui soulignons ces mots: ils expriment tout le sens et le suc de ce qu'on peut appeler la révolution wilsonienne; révolution longuement méditée, préméditée, puisque nous en avons trouvé la définition dans les premiers écrits de notre auteur. Il a toujours voulu ce qu'il fait aujourd'hui: rapprocher l'Exécutif et le Législatif, artificiellement séparés par la

constitution écrite des Etats-Unis; créer une autorité, et une autorité personnelle, qui s'impose aux Chambres, qui les conseille, les mène, les gouverne, qui leur dise enfin *ce qu'elle estime être le devoir dans les conjectures graves.* Nous rappelons ici l'origine parce que c'est l'origine qui donne ici sa signification à l'épisode local qui occupe notre récit. Traçons une ligne droite de l'origine à l'épisode; continuons cette ligne par un prolongement idéal; sur ce prolongement même, à un point qui n'est pas éloigné, nous verrons se produire un événement immense: en mars 1917, le Président Wilson dira à son peuple ce qu'il estime être le devoir dans la plus grave des circonstances, et il le lancera dans la guerre. Mais revenons à ce gouvernement d'Etat où M. Wilson est en train de s'exercer et de se montrer.



Il a raison du « boss » qui a voulu le jouer; il le contraint à une retraite définitive: M. Martine est élu sénateur. C'est une première victoire qui déblaye le terrain et rend presque aisées celles qui vont suivre. M. Wilson prend la direction du travail législatif. La constitution de l'Etat de New-Jersey portait que le Gouverneur « communiquerait avec les Chambres par

le moyen d'un message au commencement de chaque session, et, en tels autres moments où il l'estimerait nécessaire, leur recommanderait telles mesures qu'il estimerait opportunes. » C'était un droit écrit, qui ne produisait que de faibles effets. M. Wilson s'arma de ce texte et rénova sa fonction. Il s'adressa aux parlementaires, et leur dit ce qu'il attendait d'eux au nom de l'opinion publique. La Constitution ne l'autorisait pas à participer aux débats législatifs : il s'abstint donc. Mais il participa aux réunions du Parti démocrate dont il s'estimait le chef en même que le Gouverneur de l'Etat. On ne l'invitait pas : il s'invita, s'imposa, parlant avec une ténacité, une autorité qui lassa ses adversaires.

L'œuvre législative du Gouverneur Wilson est d'un haut intérêt. Mais elle ne saurait être comprise d'un lecteur français sans explications préalables, car elle s'applique à un milieu, à des problèmes sans analogues parmi nous. Nos institutions ont leurs nombreux défauts ; mais ils ne peuvent être comparés à ceux des institutions américaines, ils sont d'une autre nature. Souvenons-nous, si nous voulons comprendre la politique des Etats-Unis d'Amérique, que ce peuple immense, avec ses foules mêlées, illettrées, bariolées de sang calabrais, syrien, croate, suivent des lois écrites

en 1787 par les colons écossais et anglais, guidés par une aristocratie rurale, par une élite de juristes puritains. Ces hommes avaient organisé un système ingénieux, compliqué, de fonctionnaires élus pour arbitrer les difficultés qui s'élèveraient entre eux. Ils avaient présumé que ces difficultés seraient exceptionnelles et légères, car leurs activités se dispersaient dans l'espace immense où ils vivaient disséminés. Ils avaient pensé, non sans raison, que les fonctionnaires pourraient être très peu nombreux, et ils avaient décidé de les nommer eux-mêmes: juges, administrateurs, officiers de milice ou directeurs d'école, le scrutin les désignait tous. Les vieux colons avaient ainsi presque réussi à supprimer l'Etat, et à fonder une République libertaire. La réalité est lointaine, les survivances sont absurdes. Un Bulgare américanisé, qui balbutie l'anglais, qui ne sait pas le lire, doit nommer, c'est-à-dire choisir, chaque année, s'il habite une grande ville, une centaine de fonctionnaires; il doit, illettré, manœuvrer la machine politique la plus difficile; son incapacité éclate. N'accablons pas ce malheureux: s'il est incapable, personne n'est capable. Le citoyen le plus éclairé, le plus attentif, dans une cité américaine, est débordé par les devoirs dont une Constitution antique l'a chargé, par le nombre et la fréquence des choix qu'on lui de-

mande de faire. De là provient la puissance des comités et des politiciens, des machines et des « bosses. » Ce sont des spécialistes qui s'entendent à fabriquer les listes, à manipuler les scrutins, comme les commerçants s'entendent à présenter et placer certains produits. M. Wilson le disait avec force, quelques mois avant son élection, en mars 1909, dans l'une de ces ligues civiques qui se sont donné mission d'étudier ces problèmes :

Vous avez donné aux électeurs de ce pays tant de fonctionnaires à élire qu'ils n'en ont pas le temps et s'en remettent aux professionnels, c'est-à-dire aux politiciens professionnels; lesquels, en dernier lieu, obéissent au « boss » de la circonscription. Quand vous mettez dans l'urne votre bulletin, démocratique ou républicain, vous votez soit pour les noms qui ont été choisis par l'une des machines, soit pour les noms qui ont été choisis par l'autre. Ceci soit dit sans offenser personne. Je tiens à dire que je ne suis pas de ceux qui déclarent que, notre gouvernement étant ce qu'il est, les « bosses » doivent être des objets de blâme et de mépris; car nous avons organisé notre gouvernement de telle sorte que leur fonction est tout aussi nécessaire que celle du Président des Etats-Unis. Ils sont le fruit naturel, inévitable de l'arbre, et si nous ne les aimons pas, plantons un autre arbre, nous n'avons pas autre chose à faire. Le « boss » est tout aussi légitime que n'importe quel membre de nos assemblées législatives, parce que, en assignant au peuple une tâche qu'il lui est impossible de remplir, vous avez rendu

inévitable que cette tâche se fasse en dehors de lui, et par ceux qui sont en état de la faire.

En dernière analyse, la Constitution est fautive, fautive parce qu'elle est fictive, fictive parce qu'elle est surannée, et qu'étant surannée elle s'efface nécessairement devant des pouvoirs occultes, énergiques et actuels. Ecoutons de nouveau M. Wilson :

Quelle est la morale de tout ceci? La voici, telle que je l'ai dite et redite à mes élèves dans mes cours; et c'est aujourd'hui la première fois que je la propose à une réunion de mes concitoyens assemblés, hors de nos enceintes collégiales. J'ai longtemps différé de le faire parce que, quand on pense au nombre de concitoyens que l'on a, la tâche paraît décourageante. Le remède est contenu en un seul mot : *simplification*. Simplifiez vos procédures, et vous commencerez à contrôler; compliquez-les, et vous les verrez échapper, échapper toujours à votre contrôle.

Simplification! Simplification! Simplification! voilà la tâche qui vous attend : réduire le nombre des fonctionnaires à élire à l'extrême minimum — de sorte que vous sachiez qui vous avez choisi; de sorte que vous sachiez en qui vous avez mis votre confiance, et que le nombre des mandataires que vous aurez à surveiller soit tel que vous puissiez les surveiller effectivement. Voilà comment nous allons nous y prendre pour restaurer en ce pays le contrôle populaire, voilà la seule voie qui nous soit ouverte pour restaurer le contrôle politique. Procédez d'une autre manière; nommez, par exemple, de nouveaux fonctionnaires chargés expressément de surveiller ceux que vous

aurez déjà nommés, et vous n'aurez rien obtenu qu'un nouvel affaiblissement de votre contrôle.

Simplifier, c'est-à-dire conformer aux facultés des multitudes une constitution basée sur les facultés politiques d'une société patriarcale hautement cultivée ; simplifier: c'est-à-dire conformer aux besoins d'un Etat moderne, chargé d'entreprises et de responsabilités, une constitution calculée pour les besoins d'un Etat primitif, arbitre entre les citoyens plutôt que conducteur de peuple; simplifier les procédures électorales, les mécanismes de contrôle; concentrer les pouvoirs; extraire des éléments d'une société républicaine instituée par des colons puritains du dix-huitième siècle, une société nouvelle autoritaire et populaire, césarienne par plus d'un trait, voilà la tâche que M. Wilson s'est définie avec clarté, et qu'il s'apprête à essayer dans le cadre limité où ses pouvoirs s'exercent.

D'abord il veut réduire les influences secrètes, il veut s'assurer le contrôle des sociétés politiques et financières qui gouvernent sous les apparences d'une démocratie fictive. Il favorise le vote d'une loi qui impose la publicité aux réunions, aux délibérations des Partis, et règle la manière dont à l'intérieur de chacun d'eux les candidats seront désignés. La résistance est vive; des Démocrates dissidents se réunissent aux Ré-

publicains pour concerter une opposition d'ensemble et le rejet de la loi. A cette réunion où il n'avait pas été prié, le Gouverneur Wilson s'invite, il parle quatre heures durant, il intimide les opposants et acquiert les appuis nécessaires. La loi est votée. Elle accroît, d'une part, les pouvoirs du peuple; d'autre part, le pouvoir du Gouverneur, aux dépens des comités secrets des Partis. Le Gouverneur reçoit le droit légal d'assister aux conférences de Parti où sont décidés les programmes. Cette disposition avait été vivement attaquée. Elle fera du Gouverneur un dictateur, disait-on. « Il n'y a pas d'argument plus puissant en faveur de la loi, écrit un écrivain politique dévoué à la cause de M. Wilson. Nous n'en sommes plus à cette idée que la concentration du pouvoir signifie nécessairement la tyrannie. Ce que nous avons à faire, c'est adopter telles mesures qui placent le pouvoir entre les mains de l'autorité responsable (1). »

M. Wilson s'occupe ensuite des sociétés financières chargées des services publics. Elles sont nombreuses aux Etats-Unis où les municipalités n'ont pas coutume de gérer elles-mêmes leurs entreprises d'eaux, de gaz,

---

(1) *The New Stateism,* par John M. Mathews, *North American Review,* juin 1911.

de traction, etc., etc.; elles sont puissantes; elles manœuvrent constamment autour des assemblées, des partis, cherchent à se les concilier secrètement par des corruptions, ouvertement par des subventions dites de propagande. M. Wilson résolut de supprimer ces trafics en supprimant toutes relations entre les sociétés industrielles et les parlementaires. Il n'avait d'ailleurs qu'à introduire dans l'Etat dont il était Gouverneur une mesure déjà prise en d'autres Etats: il créa une Commission administrative des Services Publics. Cette institution, écrit un écrivain américain, a pour effet « de séparer de la politique tout ce qui concerne la réglementation des sociétés, d'en dessaisir les Assemblées élues et d'en saisir un corps administratif très réduit » (1). Quatre membres le composent; il a juridiction sur les Eaux, le Gaz, le Téléphone, les Tramways, les Chemins de fer, etc., etc.; il a plein pouvoir pour connaître les actes des sociétés, leur gestion, leurs conditions financières. La responsabilité d'un petit nombre d'hommes compétents et bien rétribués est substitué à la responsabilité confuse de quelques centaines de mandataires.

---

(1) Young, *The New American Government and its work*, chap. XVIII.

M. Wilson n'a point de cesse qu'il n'ait complété l'ensemble des réformes inscrites à son programme. L'opinion publique lui fournit son aide puissante; les parlementaires ne savent plus résister. Les lois de l'Etat de New-Jersey imposaient aux municipalités des assemblées nombreuses, des fonctionnaires élus plus nombreux encore que les mandataires, et tous également dépendants des Partis. M. Wilson modifie, assouplit ce cadre légal; il fait voter des dispositions nouvelles, qui autorisent les municipalités à se gouverner selon un régime plus moderne, par le moyen d'une commission peu nombreuse, directement élue par le peuple et présidée par un maire salarié: vingt-quatre villes dont les premières dans l'Etat, Atlantic-City, Jersey-City, Trenton, Hoboken en profitèrent presque aussitôt.

Ce n'est pas tout: il fait voter plusieurs lois qui répriment la corruption électorale, une loi qui détermine la responsabilité des patrons en matière d'accidents du travail... Il a obtenu tous ces résultats dans le court espace d'une année, il les a pour ainsi dire imposés par son énergie, sa persistance, son bonheur incroyables.

Il méditait d'autres réformes encore. La Constitution lui interdisait de prendre part aux débats parlemen-

taires, elle l'en tenait écarté comme chez nous notre Président de la République. M. Wilson voulait la modifier, et accroître ainsi la puissance de son intervention. Mais un brusque retour de fortune vint gêner son activité : une fraction notable du Parti démocrate se déclara contre lui, et s'allia au Parti républicain qui acquit, en novembre 1911, la majorité dans les deux Chambres de New-Jersey. Dès lors le Gouvernement de M. Wilson s'exerça avec difficulté. Il réussit pourtant à faire voter une loi importante qui soumettait à un contrôle exact les sociétés financières: ainsi prirent fin les scandales dont plus haut nous avons fait mention, il ne fut plus possible aux gens d'affaires traqués à New-York de traverser l'Hudson et de continuer leurs trafics à Hoboken ou à Jersey-City. M. Wilson en avait assez fait pour démontrer sa capacité. « Il a prouvé en cinq mois, écrivait un journaliste canadien, qu'il était un idéaliste capable de rouler les politiciens et d'obtenir des résultats. »

V

LA PREMIÈRE CANDIDATURE PRÉSIDENTIELLE

M. Wilson pouvait d'ailleurs occuper ses pensées ailleurs que dans son Gouvernement d'Etat. L'élection présidentielle de 1912 approchait. En juin, les partis désigneraient leurs candidats; en novembre, le peuple voterait. En 1911, M. Wilson avait fait une tournée de conférences politiques jusque dans les Etats riverains du Pacifique; en janvier 1912, il avait prononcé à Washington un discours qui l'avait mis au premier plan dans son Parti. Il était prêt, et nul ne l'ignorait.

Disons un mot sur ces Partis américains, si différents des nôtres, si difficiles à comprendre d'abord. Nos partis ont des programmes systématiques qui déterminent leurs luttes, et quand nous pensons à ces deux illustres partis américains, le Républicain, le Dé-

mocrate, notre premier mouvement, fort naturel, est de chercher à savoir la différence de leurs programmes. Or, cette différence apparaît mal; d'où notre surprise et notre gêne. Sans doute, il y eut un temps où elle exista. Les Républicains étaient plus favorables au pouvoir central et à son développement; les Démocrates étaient plus favorables à l'autonomie des Etats, et ces tendances opposées produisirent en 1861 une crise sanglante, la guerre civile du Sud autonomiste soulevé contre le Nord unitaire. Un demi-siècle a passé depuis lors, la question qui mettait les deux partis aux prises a perdu son acuité, elle n'existe plus. Une autre question, plus constante, les divise. Le Parti républicain est protectionniste, le Parti démocrate tend au libre-échangisme. Mais ce n'est qu'une tendance et elle ne suffit pas à expliquer l'existence de deux organisations formidables enracinées dans chaque bourgade. Dira-t-on que l'un d'entre eux, le Parti démocrate, est plus populaire, plus « avancé » que l'autre? Oui, on peut le dire. Bryan, qui est un peu le Jaurès des Etats-Unis, est l'un de ses chefs. La haute finance de New-York, à Wall-Street, subventionne le Parti républicain. Mais il serait facile d'opposer à ces signes d'autres signes opposés. Le Parti démocrate a lui aussi ses financiers qui le soutiennent; le Parti ré-

publicain a lui aussi des chefs de groupes ardents contre les trusts; et si Bryan est combattu par les Républicains conservateurs, il ne l'est pas moins par les Démocrates conservateurs, les Démocrates des Etats du Sud. M. Wilson précisément est l'un d'eux, et il n'a jamais dissimulé l'aversion que lui inspire les condescendances démagogiques de son associé politique Bryan. Quand il avait pensé pour la première fois à une candidature présidentielle, en 1906, c'est l'appui des Démocrates conservateurs qu'il avait recherché. Tant d'observations n'auront pas beaucoup avancé notre enquête, et la question reste à peu près entière: pourquoi y a-t-il un Parti républicain? pourquoi y a-t-il un Parti démocrate? pourquoi ces deux Partis sont-ils irréductiblement opposés? La réponse est sans doute qu'ils existent parce qu'ils ont eu autrefois leurs raisons d'exister; qu'ils continuent d'exister parce qu'ils sont devenus de véritables institutions, des sociétés de placement politique, des entreprises d'administration dont chacun a sa clientèle, Etats et municipalités accoutumés à leurs services, à leur personnel, et qu'ils se haïssent parce qu'ils sont semblables et concurrents. On les a comparés, ces deux Partis, aux deux grands magasins parisiens, le *Louvre* et le *Bon Marché,* qui tous deux ont la même fonction: ils fournissent les mé-

nages, ils rivalisent en offrant des articles toujours plus commodes et moins chers; ils ont leur clientèle flottante, qui achalande tantôt l'un, tantôt l'autre, selon l'habileté des offres. Il y a de l'exactitude dans cette comparaison, et un lecteur français fera bien de la graver dans sa mémoire, s'il veut se débarrasser de la gêne qu'il y a parfois à attacher un sens trop net à certains mots que l'usage a usés.

Quelle était en 1912 la situation de ces deux Partis? Le Républicain détenait depuis longtemps la fonction présidentielle, il s'y était fatigué. Roosevelt avait gouverné de 1902 à 1908 avec une violence tapageuse qui avait cessé de plaire. Taft avait été nommé ensuite: il gouvernait honnêtement, finement, mais sans éclat, et n'entraînait pas un pays qui aime les entraîneurs d'hommes. Le Parti républicain maintenait la candidature d'un chef qui n'avait nullement démérité, et Taft aurait eu des chances, si Roosevelt n'avait soudain entrepris de diviser les électeurs en se portant candidat au nom d'un parti nouveau, qui se dénommait *progressiste*. Son programme national et démocratique était fort beau. Mais il lui manquait l'organisation solide, et tant de divisions faisaient les chances belles à des adversaires disciplinés. Ce que comprirent les Démocrates. Réunis en congrès en juin 1912, ils éli-

minèrent la candidature de Bryan et choisirent pour champion de la lutte celui qui avait fait ses preuves de savoir, de prudence et de capacité, Wilson. Déclaré candidat, son nom fut salué par une acclamation qui dura une heure quinze. C'était de bon augure. On se souvenait pourtant que Bryan, déclaré candidat en 1908, avait été salué par des cris, des trépignements, des bravos, dont la durée avait été d'une heure vingt-sept.



Quel grandissement soudain dans sa destinée: M. Wilson concourt pour obtenir la première magistrature du monde. Quelle figure va-t-il faire en cette épreuve? Nous l'avons connu professeur: il parlait avec tout le savoir, toute la sagacité qu'il fallait. Nous l'avons connu Président d'Université, il parlait avec toute l'autorité, la noblesse, l'onction même, qui convenaient. Nous l'avons connu un Gouverneur d'Etat: il parlait avec toute la netteté, toute la force nécessaires. En somme, cet homme tenace et souple, éminemment capable, a été jusqu'à présent égal à toutes les charges où il s'est essayé. Il lui faut maintenant s'adresser à des multitudes, persuader, entraîner le plus vaste, le plus mêlé des peuples. Que cette tâche est différente! Voyons comment il l'essaye et l'entreprend.

Tout lecteur français peut prendre en main les textes : dès 1913, un volume formé avec les discours prononcés par M. Wilson au cours de sa candidature a été traduit et publié chez nous; ce volume est intitulé : *La Nouvelle Liberté* (1). M. Wilson, s'adressant à des foules, modifie son langage. Il laisse un peu dans l'ombre son réalisme historique; les foules, il le sait, sont toujours, en leur fond, croyantes, espérantes, sensibles aux appels idéalistes, aux accents religieux. Il se fait une éloquence nouvelle, idéaliste et religieuse, égalitaire et démocratique. Il semble qu'il y parvienne immédiatement et sans effort, comme s'il était guidé dans toutes ses démarches par un véritable instinct de la vie publique, de ce qui doit être dit et de la manière dont les choses doivent être dites. La transformation est si frappante qu'on ne peut étudier la vie de M. Wilson sans chercher à en comprendre les ressorts. Mlle Ida Tarbell l'observe et s'étonne comme nous-même dans cette intéressante étude que nous avons déjà citée. Elle s'interroge : « Comment M. Wilson est-il devenu le grand démocrate qu'il est incontestablement aujourd'hui, lui dont la carrière a été si longtemps celle qui

(1) *La Nouvelle Liberté,* introduction par Jean Izoulet, traduction par Emile Maucomble. Crès édit.

façonne d'ordinaire les aristocrates intellectuels de l'Amérique? » Et elle raconte : « Cette question, je la lui ai posée : — Je ne sais pas, m'a-t-il répondu franchement. Je n'ai pas eu conscience que le changement ait été pour moi un travail. Assurément mon hérédité est pour quelque chose là-dedans : mon sang est un mélange d'Ecosse et d'Irlande. Il n'y a pas de véritable aristocratie en Ecosse; il n'y a pas de véritable paysannerie en Ecosse. Il n'y a de différences entre Ecossais que celles qui proviennent de l'éducation. Il n'y a jamais eu d'obstacle entre moi et qui que ce soit, sauf les obstacles du goût. Mon père était de même. » L'explication est à retenir sans doute. Mais ne nous décourageons pas d'en chercher d'autres. Cette hérédité, lointaine, pourquoi sommeille-t-elle si longtemps? Qu'est-ce qui soudain la rend opérante, si ce n'est cet instinct de la vie publique qui anime la personnalité de M. Wilson, ce singulier instinct réaliste et pratique qui lui suggère à chaque instant les paroles les plus efficaces. Il cherche toujours à gagner l'assentiment, l'appui des publics qui l'entendent; leurs émotions sont des forces, les plus puissantes du monde : il les évoque, il les manie en maître. « En politique, dit-il à Mlle Ida M. Tarbell, je suis un pragmatiste. Ma première pensée est: cela donnera-t-il des résultats? »

Nous savons avec quelle sage éloquence le président universitaire Wilson recommandait à ses étudiants l'étude de la tradition classique, de cet acquit solide que trente siècles d'expérience lèguent à l'humble présent et à l'avenir toujours incertain. Ecoutons maintenant cet autre Wilson, candidat populaire à la direction d'un peuple; écoutons comme il parle à ce peuple américain, comme il exalte, devant lui, avec lui, la grande innovation et les espérances infinies de l'histoire américaine. Ce n'est pas un discours, écrit M. Jean Izoulet, c'est un « hymne », et « dont on ne saurait se lasser d'admirer et la simple et vaste inspiration, et le profond accent religieux ».

Si souvent que nous pensions à la découverte de l'Amérique, il ne faut jamais manquer une occasion de la rappeler à nouveau à nos imaginations. Pendant des siècles, en réalité depuis le commencement du monde, l'Europe avait eu la face tournée vers l'Est. Toutes les routes du commerce, toute l'impulsion et toute l'énergie couraient de l'Ouest à l'Est. L'Atlantique n'était pour le monde que comme une petite porte de derrière.

Alors, tout à coup, la prise de Constantinople par les Turcs barra la route vers l'Orient. L'Europe dut faire face au péril ou se résoudre à ne plus avoir d'issue pour ses énergies : la mer inconnue s'étendait à l'Ouest, elle s'y aventura, et elle sut alors que la terre était deux fois plus grande qu'elle ne l'avait cru.

Colomb ne trouva pas, comme il s'y attendait, la civilisation de la Chine; il trouva un continent vide. Et c'est en cette partie du monde, sur cette moitié du globe nouvellement découverte, que l'humanité, tard dans son histoire, a rencontré l'occasion de commencer une civilisation nouvelle; c'est ici qu'elle a eu l'étrange privilège de faire une nouvelle expérience humaine.

Jamais ce moment d'une occasion unique ne manquera d'exciter l'émotion de tous ceux qui considèrent son étrangeté et sa richesse; mille histoires imaginaires auraient pu être forgées sans que l'imagination osât concevoir un tel roman : la moitié du globe restant cachée jusqu'à ce que, les temps étant accomplis, vienne le moment d'un nouveau bond vers la civilisation! Un capitaine au long cours forme la simple ambition d'ouvrir au commerce une route nouvelle, et voici qu'il ouvre la voie à une révolution morale de l'humanité tout entière.

La race allait fonder un ordre nouveau sur cette terre délicieuse, que nul n'approchait sans recevoir, — selon les récits, qeu vous vous rappelez bien, des anciens voyageurs, — les doux effluves émanant de forêts qui étincelaient de fleurs, et résonnaient du murmure des transparentes eaux. L'hémisphère était là, qui attendait d'être touché par la vie, — la vie venant de centres vitaux, anciens sans doute, mais purifiée de toute souillure, guérie de toute lassitude, pure comme la vierge prête à devenir la nouvelle épousée. Tout cela saute à l'imagination comme une étonnante vision, comme une exquise merveille, qu'une fois seulement dans tout son cours l'histoire a pu nous octroyer.

Il n'y a qu'une chose qui se puisse comparer à cela,

qu'une chose qui puisse faire jaillir les sources d'émotion tout autant que le tableau des vaisseaux de Colomb abordant aux éclatants rivages; et cette chose, c'est de penser au serrement de gorge de l'immigrant d'aujourd'hui lorsque, du pont d'avant, il regarde la terre où on lui a appris à croire qu'à son tour il trouverait le Paradis ici-bas, à croire que, homme libre, il pourrait oublier les angoisses de la vie d'autrefois et entrer dans l'accomplissement de tous les espoirs du monde.

Est-ce qu'en effet tout navire qui a pointé sa proue vers l'Ouest n'y a pas apporté les espérances que les opprimés des autres pays, génération après génération, avaient conçues? Comme ils ont toujours battu, les cœurs des hommes, en voyant la côte d'Amérique se lever à leurs yeux! Comme il a toujours semblé que l'habitant de ce pays serait enfin libéré des rois, des classes privilégiées et de toutes ces chaînes qui avaient tenu les hommes dans la dépression, sans secours, et réaliserait une pleine jouissance de son sentiment d'honnête humanité, et serait là un membre d'une grande corporation de frères, ne cherchant pas à se frauder ni à se tromper l'un l'autre, mais cherchant à accomplir le bien pour tous!

Qu'y avait-il dans les écrits des hommes qui ont fondé l'Amérique? Servir les intérêts égoïstes de l'Amérique est-ce que ce fut leur pensée? Non; mais servir la cause de l'humanité, apporter la liberté au genre humain.

Ils ont levé leurs étendards ici, en Amérique, eux, les tenants de l'espérance, comme un phare d'encouragement pour toutes les nations du monde; et les hommes se pressèrent en foule vers nos rivages, pleins d'une attente comme il n'en exista jamais auparavant, pleins d'une con-

fiance que jamais ils n'avaient osé avoir auparavant, et ce fut le port où des générations entières ont trouvé la paix, la fortune, l'égalité.

Fasse Dieu que, dans l'état compliqué des affaires modernes, nous puissions recouvrer nos étendards et répéter les exploits de ces âges héroïques !

Recouvrons nos étendards, dit-il : car ils sont perdus. L'Amérique est « *en belle passe de faire faillite, une tragique faillite* »; elle est menacée d'un nouvel esclavage auquel il faut opposer une nouvelle liberté. Quels sont les maîtres qui veulent la dominer? Ce sont les Grands de la finance, les *Magnates*, qui corrompent les Partis, qui par les Partis tiennent les Chambres, et par les Chambres, paralysent le Président, agent direct du Peuple. Il faut agir énergiquement contre eux; « peut-être même *il est trop tard pour rebrousser chemin* ».

Que faut-il faire? (1) Il faut organiser la saine et ouverte alliance du Président et du Peuple, pour dissoudre la sourde et malsaine connivence du *Magnate* et du Congrès. Il faut libérer le Président. « L'idée de nos derniers Présidents, c'est qu'ils étaient les Pré-

(1). Cf. Introduction de M. Jean Izoulet, *La Nouvelle Liberté,* trad. fr., p. 16.

sidents d'un conseil d'administration. Cette idée-là, ce n'est pas la mienne. Je n'ai été Président que d'un conseil d'administration, et je ne me soucie point d'en avoir un autre sur les bras. Je veux être Président du peuple des Etats-Unis. » Il faut libérer le peuple et modifier la Constitution où elle le gêne. Il faut lui donner trois nouveaux droits. D'abord le droit de *Referendum,* c'est-à-dire le droit de rejeter, au besoin, telle ou telle loi que le Congrès voudrait lui imposer. Mais cela est loin de suffire, et il faut lui donner aussi le droit d'*Initiative,* c'est-à-dire le droit inverse d'imposer au Congrès telle ou telle loi que le Congrès voudrait éviter. Et à ce double droit d'*Initiative* et de *Referendum* on pourrait ajouter un troisième droit, le droit de *Révocation :* c'est-à-dire le droit de révoquer selon certaines procédures définies, les fonctionnaires administratifs.

Que personne ne se laisse abuser, quand on lui crie qu'on est en train de proposer, à la place du gouvernement représentatif, la substitution d'une législation faite directement par le peuple, ou le renvoi au peuple, pour les lui faire voter directement, des lois passées aux Chambres législatives. Les avocats de ces réformes ont toujour déclaré, et en termes sur lesquels il n'y a pas à se tromper, qu'ils avaient l'intention de reconquérir le gouvernement représentatif, bien loin de l'écraser; que

l'initiative et le referendum ne trouveraient pas leur place là où les législatures seraient vraiment représentatives du peuple qui les a nommées pour qu'elles le servent. L'initiative est un moyen de veiller à ce que les mesures voulues par le peuple passent, — lorsque les législatures bravent ou ignorent l'opinion publique. Le referendum est un moyen de veiller à ce que les mesures, contraires au régime représentatif, et dont le peuple ne veut pas, ne puissent pas être inscrites dans le statut.

Nous arrivons à la révocation. Là, le principe c'est que, si un fonctionnaire administratif — nous commencerons par le fonctionnaire administratif, — se laisse corrompre, ou montre assez peu de sagesse pour faire des choses qui vraisemblablement vont conduire à toutes sortes de malheurs, il sera possible, grâce à une mesure bien déterminée et prescrite par la loi, de se débarrasser de ce fonctionnaire avant l'expiration de son mandat. Il vous faut bien admettre que c'est parfois un peu gênant d'avoir ce qu'on a appelé un système de gouvernement astronomique, auquel vous ne pourrez rien changer tant qu'il ne se sera pas écoulé un certain nombre de révolutions de saisons. Dans beaucoup de nos plus vieux Etats, la durée ordinaire des fonctions administratives n'est que d'une année. Les gens, dans ces Etats, n'ont pas voulu faire confiance à un fonctionnaire, et le soustraire à leur contrôle pour plus de douze mois. Les élections y sont comme une sorte d'entraînement continu, basé sur cette idée que constamment le peuple doit mettre la main à ses propres affaires. C'est tout à fait le principe de la révocation. Je ne vois donc pas comment un homme qui s'appuie sur les traditions des affaires américaines peut trou-

ver un motif sérieux de s'opposer à la révocation des fonctionnaires administratifs. La révocation n'a pas d'autre signification que celle-ci : il ne s'agit ni d'avoir un gouvernement sans stabilité, ni d'empêcher les fonctionnaires de savoir combien de temps pourront durer leurs pouvoirs, il s'agit seulement qu'il nous soit permis d'avoir un gouvernement aux mains de fonctionnaires qui sachent de qui leur vient le pouvoir qu'ils ont, et que, s'ils cèdent à des influences occultes, ils seront aussitôt destitués par des influences publiques.

Vous comprenez bien, naturellement, que, dans les deux cas de l'initiative-referendum et de la révocation, par le seul fait de l'existence de ces deux pouvoirs, des possibilités qu'ils impliquent, c'est moitié — que dis-je? c'est plus de la moitié — de la bataille gagnée. Il est rare qu'on ait besoin d'y avoir effectivement recours. Le fait que le peuple a la faculté d'initiative, tient les membres de la législature en éveil et leur impose la nécessité de prendre eux-mêmes les initiatives; le fait que le peuple a le droit de demander qu'on soumette une mesure législative au vote populaire met les membres de la législature en garde contre des projets que le peuple ne voudrait pas laisser passer; le seul fait pour le fonctionnaire qu'il peut être révoqué l'invite à se conduire de son mieux.

Le Président et le Peuple étant ainsi fortifiés et liés ensemble, il faut que leur pouvoir s'emploie à réduire celui des *Magnates*. Comment réduire ce pouvoir? Par la réforme du tarif protectionniste; par la

réforme du système bancaire; par l'institution d'un contrôle public des trusts. La réforme du tarif protectionniste d'abord.

A l'abri du tarif élevé, il s'est formé comme un réseau de manufactures qui, dans leurs mailles, enserrent le marché des Etats-Unis, y font la loi et lui imposent leurs prix, à elles. On a bien pu soutenir autrefois que le tarif élevé n'élevait pas le prix de la vie; mais on ne saurait plus soutenir aujourd'hui que ce ne sont pas les syndicats — non à cause du tarif, mais à cause de leur formation à l'abri du tarif — qui fixent les prix qu'on payera, fixent la production, fixent même le travail qu'on mettra sur le marché.

La politique « de protection », comme nous l'entendons proclamer aujourd'hui, n'a plus le moindre rapport avec la doctrine qu'à l'origine exposèrent Webster et Clay. « Les industries naissantes », que ces hommes d'Etat désiraient encourager, ont grandi, grandi au point de grisonner; mais elles n'en ont pas moins toujours trouvé des arguments nouveaux pour obtenir des faveurs spéciales. Leurs demandes ont de beaucoup dépassé ce qu'elles avaient osé réclamer du temps de M. Blaine et de M. Mac-Kinley; et pourtant ces deux apôtres de « la protection » étaient prêts, avant de mourir, à confesser que le moment était enfin venu d'imposer un arrêt aux prétentions des industries subventionnées. William Mac-Kinley au moment de sa mort, laissait deviner des dispositions à s'adapter au nouveau siècle comme n'en ont point montré ses successeurs. Vous vous rappelez les paroles qu'il prononça lorsque, au terme de

sa fonction, il parlait de la politique à laquelle il a spécialement attaché son nom, je veux dire la politique « de protection ». Vous vous rappelez comme il se retrouvait du même avis que M. Blaine qui, avant lui, avait dit : « Nous avons voué le pays à une politique qui, si on y persiste avec trop de raideur, se trouvera être une politique de contrainte ; et il nous faut regarder devant nous vers un temps qui bientôt viendra et où nous aurons à entamer des rapports de réciprocité commerciale avec tous les autres pays du monde. » C'était, sous une autre forme, une façon de dire qu'il nous fallait substituer la souplesse à la raideur, substituer le libre échange au système des portes fermées. Mac-Kinley voyait ce que ses successeurs n'ont pas vu. Il voyait que nous nous étions mis nous-même la camisole de force.

...Nous entendons que la législation de notre tarif ait désormais pour objet, non un profit particulier, mais un développement et des bénéfices qui profitent au public en général. Nous ferons nos lois fiscales, non pour qu'elles répartissent des faveurs, mais pour qu'elles servent une nation. Nous allons commencer par les articles spéciaux où nous voyons se retrancher des privilèges particuliers. Nous savons quels sont ces articles ; ces messieurs ont été assez bons pour nous les signaler eux-mêmes. Ce qui nous intéresse tout d'abord au sujet du tarif, c'est que nous puissions empêcher d'agir les intérêts particuliers quand ils saisissent le Congrès à la gorge. Nous ne proposons pas que les intérêts particuliers ne comptent plus jamais dans les salles de la Commission des voies et moyens et de la Commission des finances du Sénat. Mais nous entendons que ce soient des endroits où le peuple

des Etats-Unis viendra et sera représenté, de façon à ce que tout se puisse faire dans l'intérêt général et non dans l'intérêt particulier de groupes de personnes qui, déjà, sont les maîtres des industries et du développement industriel du pays. Car, ces messieurs peuvent être très sages, peu importe; aimer beaucoup leur patrie, peu importe; ils peuvent être doués de façon singulière du pouvoir de deviner le vrai cours des affaires, peu importe; il n'est pas de groupe d'hommes, ni aux Etats-Unis ni en aucun autre pays, qui soit assez sage pour détenir entre ses mains et pour administrer en tuteur les destinées d'un grand peuple. Nous entendons que les affaires du pays soient libérées, émancipées.

C'est ensuite par la révision du système bancaire qu'il faudra atteindre le pouvoir des *Magnates*. Le système bancaire est ancien, désuet, mauvais à tous égards. Les *Magnates* le laissent durer parce qu'ils savent bien qu'au jour de la réforme l'Etat fédéral s'imposera comme surveillant et comme associé pour l'administration des réserves monétaires nationales. Le jour de cette réforme ne peut être différé. Il faudra enfin que les *Magnates* s'accoutument à l'idée que le public a le droit de voir clair dans leurs affaires. Il faudra qu'ils se résignent à ouvrir leurs livres et à les soumettre aux commissaires d'Etat.

Les grandes Compagnies sont publiques. Il est inadmissible que leurs opérations soient couvertes par les

mêmes lois qui sauvegardent la propriété privée. Leur direction est d'intérêt public et général; c'est, dans le sens propre, l'affaire de tout le monde. L'objet de beaucoup de ces grandes Compagnies, que nous qualifions de Compagnies de services publics, qui sont indispensables à notre vie de tous les jours, qui nous servent, par exemple, pour les transports, pour la lumière, pour l'eau, pour la force, — leur objet est nettement une affaire publique; et à cause de cela nous pouvons et nous devons faire pénétrer dans leurs affaires la lumière de l'examen et de la discussion.

Dans le New-Jersey, la chose a été faite par le peuple depuis longtemps, et il y a un an ou deux que nous avons fait passer dans la législation nos idées à ce sujet. Les grandes Compagnies visées s'y étaient opposées de toutes leurs forces. Elles avaient parlé de ruine, et je crois vraiment qu'elles pensaient en effet que nos lois leur causeraient quelque tort. Elles ne leur en ont pas causé. Et j'entends je ne sais combien de gens du New-Jersey dire maintenant : « Gouverneur, nous vous faisions de l'opposition; nous avions méfiance de ce que vous demandiez, mais maintenant que vous l'avez fait, nous n'avons qu'à saluer. C'était ce qu'il y avait à faire, et cela ne nous a pas fait tort d'un cheveu; cela nous a tout simplement remis sur pied, dans la position normale; cela a écarté de nos affaires tout soupçon. » Le New-Jersey, maintenant qu'il a fait le grand plongeon, crie au reste des Etats : « Venez donc ! L'eau est excellente ! » Et je demande aux hommes qui sont à la tête du Gouvernement des Etats-Unis, s'ils se rendent bien compte que chaque année ils font plus lourde l'atmosphère de suspicion dans laquelle

ils voient bien maintenant qu'il est imposisble aux affaires de prospérer.

Je prends donc comme une nécessité de l'heure de faire une brèche dans toute la procédure de la politique et des affaires publiques, de tenir les portes toutes grandes ouvertes pour que le public la voie bien ; de la rendre accessible à toute force qui marche, à toute opinion qui prévaut dans la pensée du peuple ; de rendre à la société la maîtrise d'une vie économique, qui en somme est la sienne, non point par des mesures révolutionnaires, mais par une constante et ferme application de ce principe, que le peuple a le droit de regarder à ces questions-là et de les régler ; enfin de couper court aux privilèges, aux avantages du patronat et des particuliers, aux profits cachés, et de mettre tout cela hors la loi.

Partout où se traite quelque affaire publique, partout où se poursuivent des entreprises qui touchent le public dans son bien-être, son confort ou ses commodités, partout où se formulent des programmes politiques, partout où des candidatures ont à se faire agréer, en tous lieux, en toutes circonstances, il faut qu'une voix, forte de la divine prérogative de la volonté du peuple, fasse entendre ces paroles : « Qu'on y voie clair ! »



Telle est, en ses grandes lignes, la politique du candidat Wilson. Ce n'est pas une politique conservatrice : elle s'appuie sur l'enthousiasme populaire directement suscité; elle vise à des modifications constitutionnelles. Ce n'est pas une politique révolution-

naire : elle préconise le renforcement des pouvoirs de l'Etat, la subordination des parties à l'ensemble. C'est une de ces politiques simultanément populaires et autoritaires que nous appelons *césariennes*. M. Wilson intitule le recueil des discours de sa campagne électorale: *La Nouvelle Liberté*. Le qualificatif est prudent, car elle est nouvelle assurément cette liberté qu'il promet, et un libéral du dix-neuvième siècle ne la reconnaîtrait pas. « La liberté humaine, dit M. Wilson en l'un de ses discours (1), consiste dans la parfaite adaptation des intérêts humains, des activités humaines et des énergies humaines; les uns doivent s'emboîter dans les autres. » Cet emboîtement n'a nul rapport avec cette recherche de l'indépendance des pensées et des vies qui constituait l'ancien libéralisme. M. Wilson le sait et ne s'en étonne pas. Cet homme passionné pour l'action appartient sans réserve à son temps, et ce temps, il le sait, n'est pas aux individus mais aux masses. Il estime qu'il y a liberté quand la vie d'ensemble des masses est assurée et quand l'organe de leur volonté unitaire fonctionne avec leur profond assentiment.

Qu'est-ce que la liberté? dit-il encore.

(1) *La Nouvelle Liberté*, trad. fr., p. 240.

Vous dites de la locomotive qu'elle va toute seule. Qu'entendez-vous par là? Vous entendez que ses différentes parties sont si bien assemblées, ajustées, que le frottement est réduit à son minimum, et que l'ajustement est parfait. Nous disons d'un bateau qui fend l'onde d'un pied léger : « Il va tout seul ! » entendant par là qu'on est arrivé à la perfection pour le faire obéir au large souffle descendu du ciel pour enfler ses voiles. Mettez le vent debout, et vous le verrez hésiter et pencher, battre des voiles, vous le verrez instantanément « chasser sur ses ancres », selon le mot si expressif des gens de mer. Le bateau n'ira bien que quand vous l'aurez fait revenir à son bel équilibre avec les forces auxquelles il lui faut obéir, et qu'il ne saurait braver. (Trad. E. Maucomble, p. 240).

La concentration des pouvoirs et l'acclamation populaire, voilà donc ce que le Président Wilson appelle *liberté.*

Le mot liberté a eu d'autres sens, nous ne devons pas l'oublier. Pourtant elle est humaine et généreuse encore, sinon strictement libérale, cette politique toujours attentive aux sentiments du peuple, toujours appliquée à rechercher son consentement et à obtenir ses réponses.



M. Wilson sera-t-il élu? Il a ce désavantage d'être

le candidat d'un parti vaincu depuis quinze ans, déshabitué de vaincre. Il a cet avantage d'être l'opposant d'un parti vainqueur depuis quinze ans, usé par ses victoires. Un schisme a rompu ce Parti républicain si fier de sa puissance. Les conservateurs se sont séparés d'avec les progressistes, ceux-là votant pour Taft, et ceux-ci pour Roosevelt. Taft bénéficie de l'organisation traditionnelle, Roosevelt a sa force personnelle, sa popularité immense. Il défend un programme très semblable à celui du Gouverneur Wilson. Mais il est soutenu par des partisans plutôt que par un Parti, et cela gâte ses chances.

Les élections présidentielles américaines se font à deux degrés : l'idée des constituants avait été de soustraire aux masses l'initiative du choix et de la confier tout entière à un corps d'électeurs choisis. Chaque Etat doit désigner un nombre d'électeurs proportionné au chiffre de sa population, jusqu'à un minimum de trois voix qui ne peut être abaissé. L'Etat de New-York, par exemple, dispose de quarante-cinq voix; la Pensylvanie, de trente-huit; Delaware, Nevada, Wyoming, de trois. Le mécanisme est demeuré, mais la pratique a déçu l'intention des constituants : les Partis et les masses ont très vite réaffermi leur puissance. les Partis en désignant longtemps à l'avance leurs can-

didats présidentiels, les masses en imposant aux délégués électoraux le mandat impératif de voter pour tel candidat, ou tel autre. Ce sont elles qui en fait choisissent souverainement entre deux ou trois candidats que leur proposent les Partis. Dans chaque Etat, une liste de délégués l'emporte, et le vote de l'Etat entier lui est commis. Le système est rudimentaire : il annihile les minorités. Il est arrivé que dans l'Etat de New-York une majorité de quelque onze cents voix, départageant un corps électoral de plus d'un million d'électeurs, a déterminé l'élection de trente-six délégués démocrates, annihilant les vœux d'une minorité républicaine qui comprenait 49 0/0 des votants. Il peut même annihiler des majorités. Supposons trois listes de délégués proposés au corps électoral. L'une obtient 6, une autre 4, la troisième 3, au total 13. Cela donne sept électeurs divisés qui s'opposent à 6, massés. Les six l'emporteront et leurs voix prononceront pour les 13. Il faut avoir ces détails présents à l'esprit pour comprendre la première élection de M. Wilson. Il n'eut pas la majorité des voix populaires, pourtant il fut élu. Voici les chiffres :

	Voix déléguées	Voix populaires
	—	—
Wilson.	435	6.286.987
Roosevelt.	88	4.125.804

	Voix déléguées	Voix populaires
	—	—
Taft.	8	3.475.813
Debs (socialiste).......	0	895.892
Chafin (antialcoolique).	0	200.772
Reinur (travailliste)....	0	38.814

Ainsi M. Wilson, ayant obtenu 6.286.987 voix contre 8.737.295, c'est-à-dire se trouvant en minorité de 2.450.308 voix, fut élu le chef suprême du peuple des Etats-Unis.

VI

LA PRÉSIDENCE : LES RÉFORMES

Quelle sorte de Président allait-on avoir? M. Taft avait été un chef prudent, conservateur, il avait administré la chose publique à la manière d'un savant et paisible juriste. Le passé de M. Wilson avertissait clairement qu'il serait un chef d'une toute autre race. Serait-ce donc un nouveau Roosevelt? Les deux hommes étaient si différents : l'un débordant de paroles, exubérant, une sorte de Niagara; l'autre un homme de glace, une vivante énigme. « La physionomie longue, par le front et le menton large qui légèrement avance, marquant la ténacité, l'entêtement », écrit un excellent observateur français, M. Lechartier; « la bouche mince, avec je ne sais quoi d'amer ou de désabusé, et qui, dans le sourire, s'accuse, ajoute aux paroles un sarcasme; le regard, qu'il tient habituellement

à terre, plutôt doux, exprimant la lassitude ou encore un indicible ennui; la voix musicale, plutôt basse à l'ordinaire, mais qui, dans les réunions publiques et dans les discours en plein air, prend de la force sans jamais y joindre la chaleur; le geste généralement très sobre, qui s'amplifie devant un auditoire ou à la tribune, se déclanche, décrit un arc de cercle, automatique, saccadé, ponctue, scande la pensée toujours en belle forme, académique et magnifiquement exprimée; d'une extrême correction constamment surveillée dans l'attitude, l'habit, la tenue; grand, peut-être à cause de sa maigreur, M. le Président des Etats-Unis donne, à première rencontre, une impression très forte de réserve, de contrôle de soi-même, de froideur. Cette impression se fait plus forte à chaque nouvelle rencontre. Il est certes difficile à l'extrême de pénétrer cette froideur, de connaître la personnalité du Président des Etats-Unis (1). »

Comment M. Wilson allait gouverner, on ne savait, mais une chose était sûre : il gouvernerait. Son adresse inaugurale, prononcée en mars 1913, parut belle. La péroraison était assurément émouvante, et combien saisissante pour nous qui la lisons aujourd'hui :

---

(1) *Journal des Débats,* 19 avril 1916.

Cet âge nouveau du droit et de l'émancipation, nous éprouvons en l'abordant des sentiments qui nous touchent le cœur comme s'ils venaient en nous de la présence même de Dieu, où la justice et la pitié sont réconciliées, et où le juge et le frère sont un. Nous savons que la tâche n'est pas simplement une tâche de politique, mais que c'est une tâche qui nous éprouvera jusqu'au fond de notre être, qui montrera si nous sommes capables de comprendre notre temps et les besoins de notre peuple, si nous sommes capables d'être son porte-parole et son interprète, si nous avons le cœur pur qui sait comprendre et la volonté droite qui sait choisir les hautes voies de l'action. Ceci n'est pas un jour de triomphe; c'est un jour de vocation. Ici commandent, non les forces d'un parti, mais les forces de l'humanité. Les cœurs des hommes nous attendent à l'œuvre; des vies d'hommes oscillent dans la balance; des espérances d'hommes veulent savoir ce que nous ferons. Qui se flattera d'être égal à une mission si grande? Qui oserait en refuser l'essai? Tous les honnêtes gens, tous les patriotes, tous ceux dont le regard cherche l'avenir, je les appelle à mes côtés. Dieu m'aidant, je ne leur manquerai pas, s'ils veulent seulement me donner conseil et appui.

On eut très vite un premier signe de ce que serait sa manière; peu de chose en apparence, mais de grande signification. Les Présidents américains ont la prérogative de nommer, seuls ou avec l'assentiment du Sénat, les titulaires d'un très grand nombre de fonctions administratives. En même temps qu'une préro-

gative, c'est une charge extrêmement absorbante et lourde. « Là simple occupation de nommer des fonctionnaires que la Constitution impose à nos Présidents, avait écrit M. Wilson dans son livre sur *Le gouvernement des Etats-Unis* (1), a presque brisé quelques-uns de nos Présidents, parce que c'est un travail sans fin dans une bureaucratie telle que la nôtre, où manquent les bases professionnelles, où les changements sont fréquents, où tout se forme et se dissout sans cesse. » Tout accablante que fût cette prérogative, les Présidents avaient constamment été jaloux de l'exercer, à cause des influences personnelles puissantes qu'elle mettait entre leurs mains. Le Président Wilson décida qu'il l'abandonnerait à ses Secrétaires d'Etat. Il annonça qu'il déléguerait ses pouvoirs de nomination, pour chaque Département administratif, au chef de ce Département. Son intention était de consacrer la totalité de son temps au gouvernement de l'Etat. L'annonce de cette décision radicale fit impression, et valut au Président un accroissement de respect.

Ce premier signe de sa volonté fut bientôt suivi d'une manifestation éclatante. Souvenons-nous de cet écrit juvénile où, examinant pour la première fois les

(1) *Constitutional Government in United-States*, p. 79.

conditions politiques de son pays, il avait souhaite plus de concentration et d'unité dans les organes du pouvoir : « L'Exécutif a constamment besoin de la coopération du Législatif, écrivait-il; le Législatif veut être aidé par un Exécutif capable d'exécuter intelligemment et vigoureusement ses actes. Il faut donc un lien entre eux deux... » Le Président Wilson s'exprimait ainsi en 1879; en avril 1913, il agit, et l'acte de l'homme confirme exactement la pensée du jeune homme. L'acte est simple : le Président Wilson annonce qu'au lieu d'adresser un Message écrit, il ira lui-même au Congrès et lira son Message.

L'émotion fut extrême parmi les Parlementaires. Le Président avait le droit pour lui, c'était certain. La Constitution le lui donnait expressément, et les deux premiers élus, Washington et John Adams avaient toujours parlé au Congrès lorsqu'ils avaient eu quelque chose à lui dire. Mais leur successeur Jefferson, orateur peu habile, démocrate ennemi de toutes les apparences du pouvoir, avait abandonné la prérogative et nul ne l'avait après lui reprise. Aucun Président, depuis le 22 novembre 1800, n'avait paru au Congrès. Cent treize ans, n'est-ce pas un temps qui suffit pour la prescription d'un droit? Les Parlementaires furent stupéfaits, quelques-uns voulurent résister. Le 7 avril

1913, veille du jour que le Président Wilson avait fixé pour la solennité, deux sénateurs exprimèrent des regrets et des objections dans une réunion préparatoire. La coutume était primitive, désuète; sa restauration était contraire à l'esprit de la Constitution américaine. Leurs collègues les écoutaient avec attention; mais que faire? Le Président avait pour lui quelque chose de plus fort que le droit, il avait l'assentiment du public et des masses. Certains disaient en fronçant les sourcils: « Le Président au Congrès? Quoi, un discours du trône! » Les gens qui les entendaient parler ainsi riaient et passaient. Les sénateurs durent se résigner et ne pas essayer une résistance pour laquelle tout appui leur eût manqué.

Le 8 avril donc, le Président vint à la Chambre des Représentants. Les sénateurs l'avaient précédé dans la salle, marchant deux par deux et conduits par le Vice-Président de la République Marshall.

— Sénateurs et Députés, déclara le Speaker Clark, j'ai le grand honneur de vous présenter le Président des Etats-Unis.

Le Président Wilson se leva et parla. Ses premiers mots furent une explication toute familière et simple de sa présence.

— Je suis très heureux, dit-il, que cette occasion

me soit donnée de parler directement aux deux Chambres et de vérifier pour moi-même l'impression (1) que le Président des Etats-Unis est une personne vivante et non pas un simple Département du Gouvernement, s'adressant au Congrès comme d'une île lointaine où serait cantonné un pouvoir jaloux, envoyant des messages au lieu de parler naturellement et avec sa propre voix; je suis heureux de montrer enfin qu'il est un être humain qui essaye de coopérer avec d'autres êtres humains dans un commun service. Cette expérience m'est agréable et désormais tout me semblera normal dans les rapports que nous aurons ensemble.

C'était présenter une innovation grave avec bien de la manière et de l'habileté; la présentation réussit, elle plut, et le Président donna lecture de son Message. Il y indiquait avec précision, et l'urgence de la réforme douanière, et les principes qui devraient la régler. « Ce que doivent être ces principes est évident. Nous devons abolir tout ce qui ressemblerait à un privilége, à un avantage artificiel de quelque sorte que ce soit, et imposer à nos commerçants et à nos producteurs le stimulant d'une nécessité constante qui les oblige à

(1) Nous traduisons mot à mot la phrase anglaise : *to verify for myself the impression...*

être les maîtres capables (1), économes et entreprenants, d'une suprématie toujours disputée, les meilleurs ouvriers et les meilleurs marchands du monde. »

Le lendemain même, le Président était de nouveau au Congrès, et, discutant avec les présidents de comités, les chefs de groupes, dans ce cabinet présidentiel jusqu'alors rarement occupé, il préparait la discussion immédiate de la réforme douanière.



De telles discussions sont toujours malaisées et troubles. Le Président Wilson avait parfaitement analysé leur mécanisme secret dans une étude qu'avait publiée la *North American Review* d'octobre 1909.

Les méthodes selon lesquelles sont établies les lois douanières ne sont plus un secret, et elles jettent une lumière significative sur ces lois mêmes. La discussion dans les Chambres est d'importance faible ou nulle. La procédure particulière à ces lois n'est pas publique, elle est privée; et cela parce que les raisons qui expliqueraient beaucoup de droits sont d'ordre privé. La faction dominante au Comité des finances rédige la loi préliminaire, avec l'assistance d' « experts » qu'elle autorise les industries les plus

(1) Dans le texte : *efficients,* efficaces; qui nous donnera l'équivalent de ce mot anglo-saxon, si utile?

intéressées à lui fournir pour l'éclairer. Les membres influents du Comité déterminent aussi quels amendements (s'il en est) pourront être acceptés, soit qu'ils émanent de la faction minoritaire du Comité, soit qu'ils émanent de la Chambre même. Les seules indications qu'il accepterait de recevoir seraient celles qui lui viendraient sous une forme impérative au Conseil du Parti. La faction dominante du Comité sénatorial des finances, travaillant de la même manière, élabore la loi qu'elle entend substituer à celle qui lui sera envoyée par la Chambre. Le compromis entre les deux lois est réglé dans une conférence privée où prennent part les délégués de l'un et l'autre Comité. Ce qui se passe dans les Comités et dans les conférences est confidentiel. Si des journalistes veulent s'informer, leur curiosité est considérée comme une impertinence. Il est admis que cette affaire concerne les industriels intéressés, et qu'elle en concerne pas le public qui paiera les droits. Les débats parlementaires publics que le pays est invité à entendre sont purement formels. Ils ne décident rien et ils disent très peu. Toute cette procédure s'effectue dans un silence et un secret qui la rend absolument incompatible avec les exigences, si modestes soient-elles, de l'esprit public et de l'intégrité politique.

Ainsi s'étaient passées les choses en 1909, dans une tentative avortée de réforme douanière; lorsque les travaux parlementaires recommencent en avril 1913, ils prennent un même tour, et les intrigues de couloir, le *lobby* (1), comme on dit aux Etats-Unis, s'at-

(1) C'est le mot qui désigne cette sorte de manœuvre.

taque à la loi proposée. Le Président Wilson y était préparé, mais il connaissait sa force et il était sûr d'aboutir. Il était fort parce que la réforme douanière était la seule pour laquelle le Parti démocratique fût tout entier et traditionnellement uni. Il y avait des Démocrates adversaires des trusts ou bénéficiaires des trusts; il y avait des Démocrates démocratiques et il y avait des Démocrates aristocratiques ou ploutocratiques; il y avait des Démocrates du Nord et du Sud; il y avait des Démocrates qui avaient successivement voté pour les Républicains Mac Kinley, Roosevelt et Taft, comme il y en avait qui avaient voté avec plus ou moins d'enthousiasme pour Bryan. Il n'y en avait guère qui n'eussent point réclamé la réduction du tarif. Et le Président en outre était fort parce que cette réduction, en cet instant où il la demandait, était bien autre chose et bien plus qu'un moyen de lutte contre la puissance des trusts; c'était une nécessité nationale, et les Républicains l'avaient eux-mêmes sentie, puisqu'en 1909 ils l'avaient essayée. Les Etats-Unis s'étaient entourés d'une barrière douanière au temps où il s'agissait pour eux de protéger leurs industries naissantes; cela avait du sens. Mais puisque maintenant il s'agissait pour eux de développer des industries puissantes, de conquérir les marchés du monde, l'ancienne

barrière devenait inutile et nuisible. La volonté du Président Wilson était saine, il pouvait l'imposer sans crainte, et il n'y manqua pas. Il déclara publiquement qu'il avait « pris position d'accord avec les chefs parlementaires » et qu'il « ne recherchait ni n'accepterait aucun compromis ». Le *lobby* persistait pourtant. Les amendements étaient nombreux déjà, et ils menaçaient d'égaler en nombre la fameuse armée des 847 amendements qui avait émasculé la réforme en 1909. Le Président intervint de la manière la plus imprévue et la plus neuve. Il publia une sorte de communiqué qui était en fait un Appel au peuple.

Je crois devoir avertir le public que des efforts extraordinaires sont faits en ce moment dans les couloirs de Washington pour obtenir certaines modifications de la loi douanière. Washington a rarement vu un *lobby* si nombreux, si ingénieux, si insidieux. Les journaux sont remplis de notes payées, calculées pour égarer non seulement le jugement des hommes publics, mais aussi l'opinion publique du pays lui-même. Il est de toute évidence que des sommes illimitées sont dépensées pour alimenter ce *lobby,* et pour créer l'apparence d'une pression de l'opinion publique contraire à quelques-uns des articles capitaux de la loi douanière.

Il est d'un intérêt sérieux pour le pays qu'aucun *lobby* ne s'exerce et n'étouffe en ces matières la voix du peuple, au moment même où de puissants groupements d'hommes habiles cherchent à créer un mouvement artificiel d'opi-

nion et à subordonner les intérêts publics à leurs profits privés. Il est grandement utile que le peuple de ce pays prenne connaissance de ce qui se passe. L'opinion publique seule peut s'opposer à cette tentative et la vaincre.
Le Gouvernement dans tous ses Départements devrait être soulagé de ce poids intolérable et de ces interruptions constantes d'un calme progrès des débats. Je sais que, parlant ainsi, je parle pour le bien des membres des deux Chambres qui se réjouiraient autant que moi s'ils se trouvaient relevés de cette situation intolérable.

Jamais document présidentiel ne fit si grande impression, jamais intervention ne fut plus efficace : le *lobby* cessa tout d'un coup, et la réforme fut votée.



Un autre projet de réforme fut sans retard porté au Congrès. Tel nous connûmes M. Wilson dans sa Présidence universitaire, tel nous le connûmes dans son Gouvernement d'Etat, tel nous le retrouvons ici, un incomparable dominateur, stimulateur d'assemblées. Il sait choisir les buts et avance vers eux en renversant les obstacles. C'est son génie. Spectacle étrange qui nous est donné par cette force longtemps contenue dans le calme d'une vie professorale. Étrangeté plus singulière encore : cet homme public est un solitaire. Il avait toujours été distant, il devient inabordable. Il voit ses ministres pendant le temps strictement

nécessaire. Sur telle ou telle question, il accepte de recevoir des dépositions plutôt que des conseils. Le déposant est introduit, il est invité à parler, il parle et le Président écoute, prenant parfois une rapide note sténographique. « J'ai constamment remarqué, dans les affaires dont je me suis occupé, dit-il (on lui prête ce propos), qu'il n'est personne qui ne sache quelque chose que je ne sais pas et personne qui sache plus de choses que je n'en sais. » Il accepte donc qu'on l'instruise, mais se réserve constamment le travail de la synthèse. Et cet homme de plus en plus solitaire, observons-le, est de plus en plus un homme des foules, un homme qui pense à la foule et qui veut être maître de ses pensées. A vrai dire, il n'a qu'une force, et c'est l'assentiment de cette foule qui l'a élu, qui entend ses messages, ses appels et qui l'aide à courber les Parlementaires par la crainte qu'elle leur inspire. Elle occupe constamment sa pensée. Ses discours, ses messages, ses notes diplomatiques même, il les écrit, et de plus en plus il les écrira, non pour elle, mais en pensant à elle. Il les soumet toujours au fidèle Tumulty, son secrétaire privé. « Tumulty est admirable, dit-il, pour deviner l'effet que produisent les paroles en passant par-dessus la rampe. » Si le Président vit seul, s'il ferme les portes de Maison-Blanche,

c'est en grande partie, sans doute, pour que le peuple ne le soupçonne pas d'accointance avec les grands de la finance, les *Magnats,* comme dit le langage américain. Ils demandent en vain à lui parler: le Président élude ou refuse leurs demandes, visiblement il ne veut pas les voir. C'est un principe et c'est une attitude. Il s'y tient avec une croissante rigueur, et parfois même nuisible au service du bien. Ses relations mondaines, il les interrompt. S'il va jouer au golf, il va droit aux pelouses sans passer par le club, et se délasse solitairement. Il n'est pas moins distant avec les Parlementaires qui veulent l'aborder, insistent, mais n'obtiennent rien. On rapporte la plainte assez plaisante de l'un d'eux : « J'ai vu Tumulty, dit-il, je l'ai vu une demi-douzaine de fois. Rien de fait: Tumulty promet, rien ne vient. Quelle figure vais-je faire dans ma circonscription? Là-bas, ils me demandent tous: « Et le Président, qu'est-ce qu'il vous raconte sur ces affaires allemandes quand vous le voyez? » Jusqu'à présent je les ai bluffés, mais s'ils viennent à découvrir que je n'ai jamais vu le Président, ils penseront qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans mon cas, et ma réélection est fichue (1). »

---

(1) The mystery of Woodrow Wilson, dans la *North American Review,* septembre 1917.

Et le Président, d'autre part, est extrêmement attentif à ne point perdre contact avec la presse. La presse est capable de manœuvrer les masses. Il veut, autant qu'il est possible, manœuvrer la presse. Cet homme qui ne reçoit personne consacre une après-midi par semaine à recevoir les journalistes. Il les admet à lui parler, à l'interroger, sur telle difficulté diplomatique survenue au Mexique, telle question, soit douanière, soit bancaire. Parfois il élude: « Sur ce point, dit-il, mon esprit n'est pas fixé, il est ouvert. » Et d'une formule pittoresque: *My mind is to let,* « Mon opinion est à louer. » Mais il répond presque toujours, et ces réponses habilement calculées, dirigées, atteignent les masses à travers ces journaux dont le Président a su faire l'écho de ses desseins.



Donc il va de réforme en réforme. La réduction du tarif douanier met en déficit le budget de l'Etat. Il faut lever un nouvel impôt: l'impôt fédéral sur le revenu est donc institué. Les revenus de moins de vingt mille francs sont exemptés; les revenus de vingt mille francs au moins sont frappés dans la proportion d'un centième, qui ensuite s'élève. Cet impôt, ayant

rendu en 1913 moins qu'on n'avait supputé, fut aggravé en 1914.

Mais la plus formidable entreprise qu'ait réussie le Président Wilson, fut la réforme du système bancaire américain. Ce système était détestable. Il convenait pourtant à quelques banques puissantes qui avaient pris l'habitude de ses défauts et redoutaient par-dessus tout une réforme qui menaçait d'être profonde et d'atteindre leurs anciennes libertés. Elle le fut en effet. La passion démocratique était offusquée par le pouvoir des hautes banques. L'intérêt national supportait mal ces institutions soustraites à son contrôle, et éventuellement capables, par la force de l'or dont elles étaient détentrices, de contrôler même l'Etat. Le Président sut amener à coïncider la passion démocratique et l'intérêt national et, soutenu par ces forces liées, il résolut d'imposer un système entièrement nouveau.

Traduisons le résumé qu'en donne M. H.-J. Ford. « La structure est simple, écrit-il; les milliers de banques éparpillées sur toute la surface du pays comme autant de puits séparés furent reliés en un système unique où leur rôle est celui de conduits locaux communiquant avec un réservoir national. Le pays fut divisé en douze districts, en chacun desquels était une Banque Fédérale de Réserve qui gardait en dépôt les

réserves des banques locales et réescomptaient leur papier. Chaque Banque de Réserve a son Conseil de directeurs, au nombre de neuf, dont six sont choisis par les banques locales et trois sont nommés par le Conseil Fédéral de Réserve qui exerce une surveillance générale sur l'ensemble du système. Ce Conseil est composé de deux hauts fonctionnaires des finances et de cinq autres membres nommés par le Président. Il y a aussi un conseil appelé le *Federal Advisory Council* dont les membres sont choisis par les banques. Les pouvoirs de ce corps sont purement consultatifs. Les Banques Fédérales de Réserve sont des banques de plein exercice, et qui peuvent, avec le consentement du Conseil Fédéral de Réserve, établir des agences à l'étranger. Il est certain que cette loi fournit aux Etats-Unis une arme puissante qui les aidera à devenir un centre bancaire international. »

Le 13 juin 1913, cependant que le Sénat discutait la réforme douanière, le Président vint à la Chambre des Représentants et parla. Il annonça aux députés qu'il les tiendrait au travail malgré la chaleur; que les considérations de santé devaient céder au bien public et qu'il y avait nécessité absolue de donner au pays un nouveau système bancaire. Les députés travaillèrent sans relâche. Le 9 septembre ils votaient la loi; le Sé-

nat la vota le 19 décembre. Si elle avait été rejetée ou affaiblie par des amendements, le Gouvernement des Etats-Unis serait bien loin d'avoir la force dont il dispose aujourd'hui pour la conduite de la guerre.

Le 20 janvier 1914 le Président s'adressa une fois encore au Congrès pour demander le vote d'une législation nouvelle sur les trusts. Il désirait définir ou aggraver des restrictions antérieurement portées. Il demandait en outre l'institution d'une Commission d'enquête et de justice puissamment armée pour connaître les agissements des trusts, les suivre et les poursuivre. Une Commission analogue était déjà chargée de surveiller les Compagnies de Chemins de fer; le Président demandait pour elles deux un accroissement de pouvoir. Il cherchait à appliquer ainsi l'une des formules de sa campagne électorale: Voir clair et faire justice.

Ainsi le Président faisait aboutir en un an trois réformes considérables, l'une concernant le tarif douanier, la seconde concernant le système bancaire et la troisième le régime des trusts. Tel était l'acquit de son travail législatif quand la guerre éclata.

VII

LE PRÉSIDENT WILSON ET LA GUERRE

Le Président Wilson avait besoin de la paix pour mener à fin son travail législatif, et il rencontra la guerre. L'événement d'août 1914 interrompit son activité réformatrice.

Quelle est exactement la pensée du Président Wilson sur la guerre? A-t-il jamais été, comme on l'a cru, comme on n'a pas été sans raisons de le croire, un pacifiste? Nullement, la connaissance de son œuvre renseigne à cet égard. Il n'a pas, comme un Roosevelt, l'éloquence et les goûts militaires. Mais il connaît trop bien l'histoire pour méconnaître la guerre, il admet son rôle et son droit. Nous avons vu comme il jugeait, dans son histoire du peuple américain, les diverses guerres auxquelles les Etats-Unis prirent part. Il les

expliquait et il les approuvait. Il terminait enfin par la prophétie d'une Amérique nouvelle, surabondante en richesses, en énergies, et prête à déborder, à refluer vers ces vieux mondes dont elle est issue. Tout cela n'est pas d'un pacifiste.

Mais l'homme propose et les circonstances disposent; elles avaient été telles que M. Wilson, candidat et Président, s'était sensiblement rapproché des pacifistes. Il avait pour allié dans son Parti, pour collaborateur et ministre des Affaires Etrangères dans son cabinet, le fameux orateur Bryan : il devait le ménager. Il avait comme adversaire et rival le tumultueux Roosevelt, partisan d'une politique résolument impérialiste et militaire: il devait s'attacher les masses américaines en soulevant en elles d'autres enthousiasmes, en fixant leur attention sur des réformes intérieures qui ne pouvaient être menées à bonne fin que dans la paix.

Dès le jour de son entrée en fonction, le Président Wilson rencontra des problèmes extérieurs et des menaces de guerre : elles se multipliaient sur toute la face du monde. Il travailla à les écarter de sa route avec cette fermeté qu'il met à toutes choses. La Finance internationale préparait une sorte de mainmise sur la Chine: la Chine lui demandait 150 millions dont elle avait un urgent besoin. La Finance les refusait, mais

offrait 1.500 millions sous la condition d'un dur contrôle et de garanties désastreuses. La Chine allait subir le sort de la Perse ou de la Turquie. Le Président Wilson refusa catégoriquement de soutenir les financiers américains, et fit en sorte qu'ils durent sortir de la combinaison. Ce fut sa première démarche.

L'Administration du Canal de Panama, alors en voie d'achèvement, suscitait des difficultés assez complexes et dangereuses. Le peuple des Etats-Unis se passionne aisément pour cette grande entreprise. Le territoire traversé par le Canal appartenait à la Colombie. Il était essentiel qu'il fût possédé par les Etats-Unis mêmes, et le Président Roosevelt s'en était emparé de la manière la plus expéditive. La Colombie protestait: elle demandait, entre autres choses, une indemnité de 50 millions. Les Républiques Sud-Américaines s'intéressaient à sa demande et suivaient l'affaire avec une attention inquiète. Le Président Wilson la régla en grand seigneur: il la termina toute entière par un don de 125 millions. Quant au territoire, bien loin qu'il le rendît, il s'appliqua à l'élargir en mettant la main sur la République du Nicaragua, utile pour la sécurité et la bonne administration du Canal. Il y acquit une rade et des droits. Il ne laissa pas péricliter les intérêts réels de son pays.

Une autre question fort délicate lui était fâcheusement transmise par son prédécesseur, M. Taft : Il s'agissait encore du Canal de Panama. La Grande-Bretagne avait eu des conversations avec les Etats-Unis au sujet de ce Canal; elle avait obtenu promesse, et cette promesse avait été régularisée en 1901 par le traité Hay-Pauncefote de 1901, que les droits de passages seraient égaux pour les navires de toutes nations et quels qu'ils fussent; en échange de cette promesse elle s'était désintéressée de la construction et de l'administration du Canal. Mais en 1912, M. Taft avait fait, ou laisser voter, une loi exemptant de tous droits le cabotage côtier des Etats-Unis. Toutes les puissances d'Europe, d'accord avec la Grande-Bretagne, avaient protesté; M. Taft avait persisté; Sir Edward Grey avait proposé que le différend fût porté devant des arbitres; les Assemblées américaines n'avaient pas répondu et les têtes chauvines s'agitaient. L'affaire en était là quand le Président Wilson intervint; il s'assura que la réclamation des gouvernants britanniques était honnête, et il agit en conséquence. Il alla au Congrès, il déclara qu'à son avis « l'exemption au cabotage était en contradiction radicale avec le traité de 1901; la nation américaine, dit-il encore, est trop grande, trop puissante, elle a trop le respect d'elle-même pour cher-

cher à interpréter avec subtilité des promesses qu'elle a données et que sa force lui permît d'appliquer à sa guise... Agissons largement, c'est ce que nous devons faire, revenons sur une décision qui prête à tant de discussions et de malentendus ». Il conclut enfin, d'une manière assez mystérieuse et personnelle: « Si la loi n'est pas retirée, je ne sais comment je m'y prendrai pour traiter d'autres affaires qui sont plus délicates encore et de conséquences plus graves. » Ces derniers mots étonnèrent, et l'ensemble du discours fit impression. La loi litigieuse fut retirée, non sans discussion pourtant. Ce fut une singulière victoire: le Président l'avait remportée seul, contre l'avis des chefs Républicains comme des chefs Démocrates. Elle fut acquise en juin 1914.

Ces derniers mots qui avaient suscité tant de commentaires, quelles difficultés donc les expliquaient? Sans doute les difficultés mexicaines, que le Président Wilson rencontra dès son entrée en fonction, et qui ne sont qu'à demi résolues. Le Mexique est un pays immense, abondant en richesses naturelles, pauvre en hommes capables de les exploiter; il borde les Etats-Unis sur un parcours de quatre mille kilomètres; l'Autriche, la France l'ont convoité jadis, le Japon le convoite peut-être aujourd'hui; c'est une proie, une tenta-

tion, un trouble, un péril imminent de guerre. Les Etats-Unis y ont de grands intérêts : ils possèdent ou contrôlent les grandes entreprises, les chemins de fer et les mines. Or, en 1913, le Mexique était en insurrection; un parti nationaliste venait de renverser le Président Diaz, accusé de trop favoriser les concessionnaires, les capitalistes des Etats-Unis. Des chefs de bandes, un Huerta, un Villa, se disputaient le gouvernement ou plus exactement le pillage du pays, et premièrement le pillage des richesses étrangères; des intérêts américains considérables étaient menacés, des citoyens américains avaient été assassinés. Il était légitime, semble-t-il, et aisé d'intervenir. En réalité, la question n'était pas si simple, car elle était liée à d'autres questions d'une importance extrême. Oui, les Etats-Unis étaient de taille à équiper une armée et à s'imposer au Mexique. Mais en arrière du Mexique, première république de l'Amérique latine, se tenaient toutes les républiques sud-américaines, alarmées et au guet; et le Président Wilson, lorsqu'il affronta le problème mexicain, vit se poser devant lui un problème tout autre et bien plus grave, le problème des deux Amériques. Il pouvait s'imposer au Mexique; mais il devait alors s'imposer à l'Amérique latine tout entière, renoncer à tout espoir d'accords économiques, d'hégé-

monie morale, et introduire dans le Nouveau Monde les difficultés du Vieux Monde, les rivalités, les alliances et les ruptures diplomatiques, la guerre. La presse populaire, les syndicats financiers poussaient le Président Wilson dans le sens d'une intervention. Il semble bien que le Président Taft, au moment où il quitta le pouvoir, était sur le point de reconnaître comme président un des chefs de bandes, le Président Huerta, et de le protéger comme la Russie protège le Shah de Perse et la France le Sultan du Maroc.

Le Président Wilson marqua sans retard la différence de sa politique : il refusa de reconnaître le Président Huerta, bandit et assassin; il le déclara indigne de gouverner un Etat américain; il se dit prêt à reconnaître un Président mexicain élu selon les règles constitutionnelles. Ces suggestions amicales ne furent pas acceptées et les bandes mexicaines continuèrent de tuer et de s'entre-tuer. Le Président Wilson persista dans sa politique d'attente.

Nous sommes heureux de nous dire les amis du Mexique, disait-il dans son Message du 27 août 1913... Il était de notre devoir d'offrir nos bons offices pour l'établissement d'un état de choses tel qu'une autorité légale fût restaurée en ce pays... Nous n'avons pas réussi... A cause de son voisinage avec le Mexique, il n'est pas possible au Gouvernement des Etats-Unis de rester inactif... Notre

devoir est de montrer ce que la véritable neutralité peut faire pour mettre le peuple mexicain à même de rétablir l'ordre dans ses affaires... Une pression soutenue de la force morale ne tardera pas à abattre les barrières élevées contre nous par l'orgueil et les préjugés de nos voisins. Nous interviendrons plutôt en qualité d'amis du Mexique qu'en qualité d'ennemis...

Il prévint en outre ses concitoyens des dangers qu'ils couraient en restant dans les régions atteintes par la guerre civile et des risques qu'ils assumaient. Il répudiait ainsi, semble-t-il, la doctrine impérialiste, romaine et britannique, qui autorise les Etats à suivre en tous lieux leurs sujets et à déclarer la guerre pour défendre leurs intérêts privés.

Le Président Wilson avait beau tolérer, concilier, la guerre qu'il écartait le menaçait toujours. Le Mexique, indifférent à ses exhortations, continuait à ne connaître que le régime des grandes bandes, des pillages, des assassinats. En avril 1914, quelques marins de la marine de guerre américaine ayant pris terre à Tampico pour y embarquer du pétrole, furent arrêtés par un colonel huertiste. La nation même était atteinte, insultée; il fallait agir; et le Président Wilson agit aussitôt avec une rapidité, une vigueur qui sont à elles seules un signe suffisant que le tempérament d'un frère prêcheur ne forme pas le fond de sa nature. Il demanda pleins

pouvoirs au Congrès; les députés les lui accordèrent aussitôt. Le Président Wilson jugea que cela suffisait, et sans laisser aux sénateurs le temps de ratifier le vote de la Chambre basse, il fit occuper Vera-Cruz Les Sénateurs protestèrent, crièrent à l'attentat. Le Président Wilson expliqua que l'occupation de Vera-Cruz n'était pas un acte de guerre, mais un acte de préparation à la guerre, rendu indispensable par les circonstances... On en discuta quelques jours.

Etait-ce la guerre? On le crut, on se trompait. Le Président Wilson, cette fois encore, put et sut l'éviter. L'Argentine, le Brésil, le Chili (les « Puissances A. B. C. » dit-on au Nouveau-Monde) proposèrent leur médiation. Le Président Wilson l'admit aussitôt et remercia chaleureusement les jeunes puissances Sud-Américaines. Rien ne contrariait davantage ses vues que le péril de rompre avec elles, rien ne le satisfaisait davantage qu'une franche collaboration et un essai d'arbitrage. La médiation fut négociée en terre canadienne, à Niagara-Falls. Elle ne produisit aucun effet certain, mais du temps avait été gagné, du calme avait été produit. En juillet, Huerta, déconsidéré, se retirait en Europe : c'était, sinon la paix, l'apaisement; c'était une manifestation effective de la solidarité pan-américaine; en tout cas c'était un gain. Le Président Wilson

fut insulté par ses adversaires politiques. Il supporta les outrages et suivit son chemin. Il considérait, avec raison sans doute, que la République des Etats-Unis avait assez de force réelle pour pouvoir sans dommage être condescendante.

Quelques marins des compagnies de débarquement avaient été tués à Vera-Cruz. Le 22 mai 1914, le Président Wilson prononça l'éloge funèbre de ces morts :

Nous avons été au Mexique pour servir l'humanité si nous en trouvons le moyen, dit-il. Nous ne voulons pas combattre les Mexicains ; nous voulons, si nous le pouvons, les servir. Une guerre de conquête n'est pas une guerre où il soit glorieux de mourir ; mais mourir dans une guerre de service, cela est grand...

Après avoir parlé des morts, il eut un mot à l'adresse de ceux qui l'avaient insulté ; :

Je n'ai jamais été au feu ; mais certaines choses, j'imagine, sont aussi dures que d'aller au feu. Il est tout à fait aussi dur, j'imagine, de faire son devoir en face d'hommes qui vous outragent que de le faire en face d'hommes qui tirent sur vous. Quand ils tirent sur vous, ils ne peuvent vous prendre que votre vie matérielle. Quand ils vous outragent, ils vous blessent au cœur. Un homme ne doit pas avoir souci des acclamations d'un jour ; le verdict de sa conscience, la conscience de l'humanité, c'est à cela qu'il doit penser.

Peut-être jugera-t-on qu'une oraison funèbre n'est

pas un genre où il convienne de faire un retour sur soi-même et de s'égaler aux héros dont on loue la mémoire; mais passons. Nous voici en mai 1914, c'est-à-dire bien près de l'instant qui termine une histoire et en commence une autre. Si nous ajoutons à ce que nous avons dit que le Président Wilson avait conclu des traités d'arbitrage avec la Grande-Bretagne, la France, la Russie, l'Italie, l'Espagne, les trois Etats Scandinaves, la Chine et la plupart des républiques de l'Amérique latine, nous aurons retracé d'une manière assez complète l'une des politiques les plus effectivement pacifiques qu'aucun chef d'Etat ait jamais suivies. Manœuvrant dans un temps déjà difficile, le Président Wilson avait su éluder, endormir le démon de la guerre.



L'Europe reçut la foudre. Le coup initial fut, par sa soudaineté et par sa violence, le digne présage de la catastrophe. Il surprit les peuples d'Europe; nous étonnerons-nous s'il surprit les peuples du Nouveau Monde? Ils apprirent en même temps les menaces de guerre et la guerre; ils ne pouvaient y croire, ils attendaient encore des négociations, quand déjà des millions d'hommes étaient en armes et aux prises. Leur pre-

mière impression, semble-t-il, fut de stupeur. Tout un monde, le Vieux Monde, matrice des pensées et des arts, croulait devant eux dans le sang. Les partis ne se dessinèrent pas d'abord : il y eut comme un accablement, une amertume, un deuil pour tous le même, une destruction de toutes les espérances.

Mais revenons, attachons-nous à l'homme qui est au centre de notre récit et qui, par la situation singulière qu'il occupe est réellement au centre de toute cette histoire; attachons-nous au Président Wilson. Dans sa vie privée même, l'instant était sévère : sa femme était au plus mal, et c'est au chevet d'une mourante qu'il reçut, qu'il rédigea les télégrammes décisifs. La guerre avait éclaté, la Belgique était envahie; qu'allait-il faire? Sa responsabilité était immense. Les lois l'avaient faite grande, les usages l'avaient grandie, et lui-même l'avait délibérément faite plus grande, plus lourde encore en se proclamant le « leader » de son peuple, c'est-à-dire le conducteur et le chef.

Qu'allait-il faire? L'intervention, personne ne la préconisait. Les Etats-Unis, sans armée, pouvaient-ils intervenir dans cette guerre lointaine et qu'on prévoyait courte? La protestation contre la violation de la neutralité belge était jugée vaine par les plus ardents même : à quoi bon protester si on ne peut agir? Il faut

ici défendre le Président Wilson contre les reproches si vifs que MM. Root et Roosevelt lui adressèrent plus tard. Nous connaissons les paroles de M. Roosevelt durant les premières semaines de la guerre : elles expriment exactement cette anxiété, cette prudence, que tous les neutres ressentirent. Il déclare qu'il soutiendra avec discipline la politique du Président : « Je suis sûr, dit-il, que je traduirai vos sentiments en disant que nous devons d'abord agir en Américains, que nous devons soutenir tout homme public qui s'emploiera de toutes ses forces à faire en sorte que l'Amérique sorte indemne de cette guerre... (1). » Et, parlant de la Belgique : « La sympathie que nous éprouvons pour elle n'est pas incompatible avec la claire connaissance de cette vérité qu'il ne serait pas sage à nous de prononcer un seul mot officiel de protestation à moins que nous ne soyons préparés à rendre cette protestation effective; et seul le devoir national le plus clair, le plus urgent justifierait l'abandon de notre règle de neutralité et de non-intervention (2). »

Les premières décisions à prendre étaient donc relativement simples : le 4 août, le Président Wilson publia une déclaration de neutralité; le 5, il fit savoir

(1) *Outlook*, 15 août 1914.
(2) *Outlook*, 23 septembre 1914.

aux belligérants que, dès ce jour, et jusqu'à la fin de la guerre, il se tiendrait prêt à servir de médiateur; le 6, il fit savoir à toutes les Puissances que le Gouvernement des Etats-Unis veillerait au maintien des droits maritimes des neutres.

C'étaient les trois démarches essentielles, mais qui ne terminaient aucune difficulté. Le Président Wilson était trop savant historien pour ne pas se souvenir que les Etats-Unis avaient été entraînés dans les guerres napoléoniennes. Le blocus que l'Angleterre exerçait alors sur l'Océan avait déterminé par sa rigueur des incidents inextricables et la guerre. Pourtant les Etats-Unis étaient en ce temps-là une puissance bien médiocre, lointaine, séparée du vieux monde. Les nouveaux Etats-Unis, si forts, mêlés à tout, pourraient-ils préserver leur paix? Et, s'ils devaient se battre, quel serait leur ennemi? L'Allemagne, l'Angleterre? Pouvait-on deviner quels incidents surviendraient en haute mer? L'Angleterre y semblait toute-puissante; c'est peut-être contre elle que les Etats-Unis viendraient à se heurter. Il fallait penser à l'une et l'autre alternative : elles étaient toutes deux redoutables. Les partis se formaient à l'intérieur des Etats-Unis, le Président Wilson les sentait prendre force. Presque tout ce qui était allemand de naissance ou même d'origine sen-

tait le péril de la patrie lointaine et s'émouvait profondément; tout ce qui était britannique et, dans son ensemble, toute la société américaine des Etats Atlantiques, tenaient pour la France et la Belgique attaquées, et pour la Grande-Bretagne. Ainsi le seul éclat d'une guerre lointaine menaçait gravement et commençait de rompre l'unité de la jeune Union. Le Président Wilson était mieux à même que quiconque de mesurer cet immense danger. Bien téméraire le spectateur qui ose méconnaître son anxiété et lui reprocher sa prudence! Le Président Wilson connaissait son peuple bariolé, mêlé de tous les sangs d'Europe, Slave, Italien, Allemand, Juif, Polonais, Irlandais, Anglais; il savait que ce peuple confusément accru restait, après cent trente années, l'ébauche mal formée d'un vrai peuple. Le Président Wilson comprit à fond, semble-t-il, et mesura l'imminence de ce double danger d'une guerre extérieure et en même temps d'une guerre civile. Comment ne l'eût-il pas sentie? La semence de la guerre civile existait en lui-même. Il était tout anglais par le sang, presque tout anglais par la culture. Il aimait l'Angleterre, et dès le début du conflit sa sympathie n'hésita pas. Elle était passionnée, elle était instinctive autant que réfléchie. Il devait donc la discipliner avec rigueur et donner à tous l'exemple de l'américa-

nisme le plus strict, le plus pur. De la guerre civile, seule mortelle, il voulut d'abord détourner et préserver son peuple. Il résolut de lui parler directement, paternellement, et il publia, le 18 août 1914, sa première *Adresse au Peuple Américain* :

L'effet de cette guerre sur les Etats-Unis dépendra de ce que les citoyens américains diront ou feront. Quiconque aime véritablement l'Amérique agira et parlera dans un esprit de loyale neutralité, qui est un esprit impartial et équitable et sympathique à tous. L'esprit de la nation en cette heure critique sera déterminé très largement par ce qui sera fait et dit dans les conversations privées, dans les réunions de société et dans les assemblées publiques, par ce qui sera imprimé dans les journaux et revues, par les paroles que prononceront les prêtres dans leurs chaires et les passants dans la rue.

Le peuple des Etats-Unis est formé de beaucoup de nations et principalement des nations actuellement en guerre. Il est naturel qu'il éprouve les sympathies et les désirs les plus différents en ce qui concerne les fins et les circonstances du conflit. Ceux-ci souhaiteront que telle nation, ceux-là souhaiteront que telle autre sorte victorieuse des combats. Il sera facile d'exciter les passions et difficile de les apaiser. Ceux qui oseront les exciter assumeront une grave responsabilité; ils n'assumeront rien moins que la responsabilité de diviser en deux camps animés les uns contre les autres ce peuple des Etats-Unis, qui doit sur toutes choses se sentir loyalement et fraternellement américain, dévoué à sa patrie en tout honneur et toute affection. De telles divisions parmi nous

seraient fatales à la paix de nos esprits, et elles pourraient nous gêner sérieusement dans l'accomplissement du devoir qui nous revient comme à la seule grande nation qui reste dans la paix, comme au seul peuple qui se tienne prêt à servir de médiateur impartial et à prononcer des paroles de paix et de conciliation, non pas en partisan, mais en ami...

La paix! Dès ces premières semaines, l'idée se forme dans les esprits américains que la nation américaine a pour mission de donner à toutes les autres l'exemple de la paix, et de terminer la guerre en imposant au monde entier cette tradition pacifique qui appartient à lui seul. C'est une idée, c'est une croyance : mais les idées et les croyances sont des forces que le Président Wilson, nous l'avons déjà observé, sait apprécier et conduire. Il s'attache à celle-ci. D'autres chefs, lorsqu'ils veulent assurer l'unité de leur peuple, invoquent le sang, la race. Le Président Wilson ne le peut pas : dans la République des Etats-Unis, la race n'unit pas, elle divise. Le lien matériel manque : il faut donc chercher, fortifier le lien spirituel : c'est l'effort du Président Wilson. Son langage devient de plus en plus solennel, religieux :

Je me permets donc, mes concitoyens, de vous prévenir contre cette rupture de neutralité, la plus profonde, la plus subtile et la plus essentielle, dont vous vous rendriez

responsables si vous vous passionniez pour l'un des combattants de cette guerre. Les Etats-Unis doivent être neutres en fait comme en droit durant ces jours qui vont éprouver les âmes des hommes. Nous devons être impartiaux en pensée comme en acte, nous devons réfréner aussi bien tout sentiment que toute manifestation qui pourrait être interprétée comme le signe d'une préférence.

Il donne lui-même l'exemple des vertus qu'il conseille. Tous les belligérants d'Europe se tournent vers lui, l'objurguent; l'Empereur Guillaume lui télégraphie que les Français n'observent pas les lois de la guerre; le Président Poincaré lui télégraphie que les Allemands n'observent pas les lois de la guerre; le Roi Albert lui demande de protester contre la violation du droit belge. A tous trois, le Président Wilson répond semblablement :

Le moment viendra, et je prie Dieu que ce soit bientôt, où cette guerre prendra fin. Alors viendra le jour des comptes, où je considère comme une chose accordée que les nations d'Europe se réuniront pour déterminer un arrangement (settlement). Là où des injustices auront été commises, leurs conséquences et les responsabilités encourues seront établies.

Il est heureux que les nations du monde se soient mises d'accord pour établir le plan d'un tel règlement et d'un tel accord. Où ce plan ne suffira pas, l'opinion de l'humanité, arbitre décisif en de telles matières, suppléera. Le gouvernement d'une nation unique, quoique heureu-

sement étranger au présent conflit, agirait d'une manière imprudente, prématurée et même inconsistante avec sa situation de neutre, s'il formait ou exprimait un jugement décisif.

Quel vague et, semble-t-il, quel chimérisme! Pourtant on discerne un trait qui est net et qui persistera dans toutes les déclarations ultérieures : le Président Wilson déclare qu'il n'admet pas que la guerre se termine par l'écrasement militaire et la destruction de l'une des parties; il tient pour assuré qu'un congrès des Etats déterminera les règlements, les accords. C'est la phraséologie qui étonne : elle est pompeuse, elle est mystique, elle diffère étrangement du langage ordinaire des chancelleries. Mais, en effet, le Président Wilson n'est pas un diplomate, c'est le chef d'un Etat populaire, élu par les foules; et quand il répond aux gouvernants d'Europe, il rédige sa réponse de telle sorte qu'imprimée dans les journaux d'Amérique, elle puisse y être comprise et utile. Le Président Wilson est toujours un publiciste en même temps qu'un chef; il ne cesse jamais de parler aux masses pour lesquelles il décide.

Ecoutons-le : il leur parle directement et avec une solennité qu'il ne surpassera pas. Il décrète que le 4 octobre sera jour de prière pour la République des

Etats-Unis, et il convoque, il enseigne son peuple avec une autorité toute pastorale. Donnons dans sa teneur exacte, juridique et religieuse, ce texte singulier :

Attendu que les grandes nations du monde ont pris les armes les unes contre les autres et que dès maintenant la guerre jette dans la bataille des millions d'hommes que les conseils des hommes d'Etat n'ont pu sauver du sacrifice; et

Attendu que, en ceci comme en toutes choses, c'est notre privilège et notre devoir de chercher conseil et secours auprès du Dieu Tout-Puissant, nous humiliant devant lui, confessant notre faiblesse et notre manque d'une sagesse égale à nos tâches;

Attendu que c'est le désir et l'aspiration particulière du peuple des Etats-Unis de servir la cause de la paix dans la prière et le conseil, et en toute amitié;

En conséquence, moi, Woodrow Wilson, Président des Etats-Unis, j'assigne le dimanche quatrième jour d'octobre à la prière et à la supplication, et requiers toute personne craignant Dieu de se rendre en ce jour en son lieu d'adoration, afin qu'unie à toutes les autres, elle demande au Dieu Tout-Puissant que, prenant la haute main sur le conseil des hommes, redressant les choses qu'ils ne peuvent gouverner ni changer, prenant pitié des nations prises dans les affres du conflit, dans sa pitié et dans sa bonté montrant un chemin où les hommes n'en voient aucun, il exauce ses enfants travaillant à restaurer la paix et rétablisse cette concorde entre les hommes et les nations sans laquelle il ne peut y avoir ni bonheur, ni vraie amitié, ni aucun fruit sain du travail et de la pen-

sée dans le monde; priant aussi afin qu'il nous pardonne nos péchés, notre ignorance de sa volonté sainte, notre obstination et nos erreurs nombreuses, et qu'il nous conduise par le sentier de l'obéissance vers des lieux de clarté et vers des pensées et des conseils qui guérissent et rendent sages.

En témoignage de quoi j'appose ici ma main et ordonne que le sceau des Etats-Unis soit fixé.

Donné en la ville de Washington, ce huitième jour de septembre, en l'an de Notre-Seigneur mil neuf cent quatorze et de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique le cent trente-neuvième.

THOMAS WOODROW WILSON.

C'est là, croyons-nous, l'une des pages les plus belles que le Président Wilson ait écrites. Assurément les intentions politiques ne sont pas demeurées étrangères à sa rédaction; mais elle contient tant de grandeur, elle a un tel accent de vérité, d'émotion, qu'on oublie en la lisant les circonstances politiques et qu'on répugne à penser que le Président Wilson ne les oublia pas lui-même en l'écrivant. Il parle; et en même temps que le chef du peuple nous entendons la voix même de l'homme, de l'humble Woodrow Wilson qui vient d'être profondément éprouvé durant ces quarante jours qui l'ont atteint dans sa vie intime en lui prenant la compagne de sa jeunesse, et dans sa vie publique en chargeant ses épaules du poids le plus lourd qu'un

mortel ait jamais porté. « Que Dieu montre le chemin là où les hommes n'en voient aucun! » C'est vraiment son angoisse et son cri. Imaginons-le, en ce jour du 4 octobre 1914 où il prie ensemble avec son peuple, incliné dans le temple calviniste qui est « *son lieu d'adoration* » : il ne voit devant lui que les ténèbres et les dangers; et il rassemble toutes ses forces, et il se recueille gravement pour sauver en lui l'esprit de prudence et de paix, l'ordre et la clarté de l'âme. Il demande à son peuple un même effort : le silence de ses passions, la discipline de ses actes.



Septembre : la Marne. Il semble qu'il y eut, au lendemain de cette victoire, un essai de négociation auquel fut mêlé le Président Wilson. L'Allemagne n'allait-elle pas reconnaître, sans prolonger davantage les massacres, l'inutilité de son entreprise? Le biographe très autorisé du Président Wilson, Henry-Jones Ford, est afffirmatif sur cet obscur point d'histoire. « Après la bataille de la Marne, écrit-il, le Président Wilson reçut des suggestions qui lui parurent assez substantielles pour encourager un effort diplomatique, et l'ambassadeur Gérard s'assura des dispositions du Gouverne-

ment de Berlin. Le Chancelier impérial répondit que les ennemis de l'Allemagne ayant convenu de ne faire la paix que tous ensemble, l'Allemagne désirait que les Etats-Unis obtinssent des propositions de paix émanant de l'ensemble des Alliés, et telles que l'Allemagne y trouve des garanties contre des attaques futures (1). » Il n'y avait donc rien à faire. Le Président laissa tomber la négociation.

Octobre, novembre, décembre 1914 : bataille dans les Flandres, bataille en Pologne. On commençait à comprendre que cette guerre allait être aussi horrible par la durée que par la violence. Les Américains étaient toujours aussi loin de prévoir, de concevoir leur intervention. Ils se demandaient : Que faire? « Travaillons et donnons », répondait et conseillait l'une de leurs meilleures publications, l'*Outlook,* du 2 décembre : « Grâce à Dieu, la bénédiction de donner nous a été laissée à nous Américains. » Les Américains travaillent et donnent. Ils préparent leurs envois d'aliments, d'armes, de métaux; ils organisent ces œuvres d'assistance aux blessés, aux Français du Nord et aux Belges dont on saura plus tard les comptes fabuleux. Ils se passionnent pour leurs œuvres charitables, et choisissent

(1) H. J. Ford, loc. cit., p. 248.

pour leur patrie cette mission, seule de continuer, seule de sauver les vertus de la paix et de fonder ainsi les bases d'un avenir humain dont elle sera l'arbitre par sa sagesse, et la gardienne par sa puissance.

Le Président Wilson, du fond de cette retraite où l'enferme et son deuil récent et la sévérité des circonstances, et son goût profond de solitude dans l'exercice du pouvoir, favorise par tous les moyens ces dispositions morales qui procurent au peuple américain l'occupation et le calme; il continue de donner l'exemple du pacifisme. La question mexicaine est toujours dangereuse, les troupes américaines toujours à Vera-Cruz. Le Président Wilson était déterminé à ne pas se laisser distraire des menaces européennes par des conflits très secondaires, et, s'il ne pouvait mieux faire à gagner du temps par des arrangements. Il négocie avec le plus respectable des chefs mexicains, le général Carranza, et il veut retirer ses troupes dès le 16 septembre, jour anniversaire de l'Indépendance mexicaine : cette courtoisie habile conviendrait à sa politique. Il ne peut, les négociations ne sont pas terminées. Le 23 novembre enfin, nonobstant critiques et blâmes, il évacue Vera-Cruz. Tout ce qui est impérialiste est contre lui et l'oblige par son opposition à rechercher l'appui des éléments pacifistes. Il recherche

leurs publics, et se déclare leur ami. « Votre rôle est de combattre, dit-il le 25 octobre à une réunion de l'Association de l'Union Chrétienne des Jeunes Gens, non par le canon mais par le droit. Nous venons de conclure avec un grand nombre de puissances des traités d'arbitrage qui nous obligent à ne rompre aucune négociation sans avoir laissé une année entière aux procédures des cours d'arbitrage ou d'enquête. Ma prédiction est que la lumière suffira à éclaircir les différends et qu'après une année il n'y aura plus lieu de se battre. »

Le voici bien engagé dans sa campagne pacifiste. Il s'y engagera davantage, il ira plus loin encore, il se liera par des actes. Sans doute il y est entraîné par des considérations politiques. Des élections législatives allaient avoir lieu en décembre 1914, et le Président a un extrême besoin de conserver sa majorité démocratique; s'il décourage les éléments pacifistes, s'il se sépare d'eux, il la perd. Il doit y penser, et il agit en conséquence. Il n'oublie pas les enseignements que lui fournit la Présidence de Cleveland, qui avait été, comme lui-même, un Démocrate. Cleveland s'était brisé en heurtant de front les éléments démagogiques de son parti. Le Président Wilson avait le ferme propos de gouverner, comme Cleveland, avec autorité; mais

il était très décidé à ne pas se laisser briser comme lui.

Une forte partie de l'opinion américaine demandait un accroissement de l'armée et de la flotte. Le Président Wilson se prononce contre de telles mesures, et se déclare, par un communiqué du 10 novembre, toujours favorable au « budget de la petite flotte », « *the small navy bill* », que son cabinet avait proposé. En décembre 1914, dans son adresse au Congrès, il s'élève contre les projets de réforme militaire : « ...Nous ne ferons pas de l'Amérique un camp, dit-il; nous ne demanderons pas à nos jeunes gens d'employer les meilleures années de leurs vies à s'instruire pour être soldats. » Une certaine Ligue pour la limitation des armements a soutenu sa politique; il la remercie par une lettre publique. Disons-le, quoiqu'il convienne de porter beaucoup de prudence dans la critique d'un homme chargé des responsabilités les plus hautes, disons-le : il va trop loin; nous pouvons le dire, car il regrettera, il devra désavouer bientôt ces paroles si mal faites pour préparer le peuple des Etats-Unis à des éventualités qui sont proches.

A cet instant de sa présidence, quelle est donc la pensée du Président Wilson? Quelle est sa résolution? Veut-il éviter à tout prix la guerre? On l'en soupçonne, on l'en accuse. M. Roosevelt commence sa campagne

guerrière; M. Morton Fullerton dénonce l'Allemand qui convoite, menace les Amériques mêmes. Le Président persiste dans sa ligne; le 6 février 1915, au grand scandale des Alliés en Europe, des pro-Alliés en Amérique, il télégraphie à l'Empereur Guillaume pour fêter l'anniversaire de sa naissance. S'est-il donc décidé, comme on ose l'écrire, pour la lâcheté? Non, les événements l'auront bientôt prouvé. Il se réserve, il attend. Il souhaite la paix; il la souhaite pour elle-même, parce que le spectacle de la guerre lui fait horreur; il la souhaite pour le succès de ses réformes, pour le maintien de l'unité, des mœurs libérales de la nation; il la souhaite avec une passion, une angoisse qui entraîne son esprit, d'ailleurs si ferme, et il s'allie d'une manière intime, trop intime, avec ces pacifistes qui peuvent seuls l'aider dans le difficile passage. Il cesse de contenir sa fougue naturelle, il parle en apôtre :

Quel avenir devant nous, mes amis! Voyez au loin le monde troublé. L'Amérique seule est en paix! De toutes les grandes puissances du monde, l'Amérique est la seule qui emploie sa puissance pour le bien de son peuple! L'Amérique seule emploie son grand caractère, sa grande force, pour la paix et la prospérité! Ne vous semble-t-il pas probable que le monde, quelque jour, se tournera vers l'Amérique et lui dira : « Vous étiez dans le vrai, nous étions dans le faux. Nous avions perdu la tête et vous gardiez la vôtre. »

Ce n'est pas le langage d'un homme d'Etat; c'est le langage d'un enthousiaste. Mais ne l'oublions jamais : la Présidence de la République des Etats-Unis est une fonction qui fait de qui l'occupe d'une part un tribun populaire, de l'autre un dictateur; il faut, pour la bien remplir, être l'un, être l'autre : un orateur ardent, un administrateur froid et résolu : le tribun paraît surtout dans les discours, le dictateur surtout dans les actes. La fonction est difficile, et si le Président Wilson est lui-même difficile à comprendre, c'est qu'il comprend très bien les charges qui lui incombent. La chaleur oratoire peut l'entraîner parfois : et c'est en ce moment le cas. Mais le dictateur veille : le Président Wilson, ses adversaires mêmes le reconnaissent, ne faillira jamais à prendre aux instants nécessaires les décisions essentielles qui détermineront l'avenir.

VIII

VERS LA GUERRE : LES ACTES

Or, voici l'un de ces instants : au début de 1915, la situation de la diplomatie américaine devient difficile. Une série d'actes, émanant soit de l'Angleterre, soit de l'Allemagne, enfreignent les règles du droit international. L'Allemagne déclare un contrôle d'Etat sur tous les approvisionnements en vivres; l'Angleterre déclare aussitôt que les dits approvisionnements cessent d'être matière privée pour devenir matière publique, et que tous les navires les transportant en mer seront conduits pour examen et saisie dans les ports britanniques: première atteinte au droit. Mais la riposte allemande est bien autrement grave: en février 1915, Berlin annonce que, l'Angleterre étant elle-même bloquée, la zone maritime qui l'entoure est « zone de guerre » et que si les neutres s'y hasardent, ils doivent assumer les risques

de leurs actes. La décision britannique menaçait des intérêts; la décision allemande menace des vies. La double réponse du Président Wilson marque qu'il mesure la différence. Il négociait avec la Grande-Bretagne. La note qu'il adresse à Berlin est déjà une sommation :

Si les commandants de navires de guerre allemands détruisent en haute mer un navire américain ou des vies de citoyens américains, il sera difficile au Gouvernement des Etats-Unis de considérer cet acte autrement que comme une indéfendable violation du droit des neutres, qu'il serait assurément extrêmement difficile de concilier avec les rapports amicaux aujourd'hui si heureusement entretenus par les deux Gouvernements.

Le Gouvernement impérial allemand peut lui-même se rendre compte que le Gouvernement des Etats-Unis, placé dans cette situation déplorable, se trouverait dans l'obligation de tenir le Gouvernement impérial allemand strictement responsable de tels actes (1) accomplis par ses autorités navales; de prendre toutes dispositions nécessaires à la sauvegarde des vies et des propriétés américaines, et d'assurer aux citoyens américains la pleine jouissance de leurs droits reconnus en haute mer.

La Grande-Bretagne, l'Allemagne, répondirent, et la double négociation se continuait sur un ton acerbe, quand un acte allemand survint : le 8 mai 1915, la

(1) ...« to hold the Imperial Government of Germany to ae strict countability for such acts... »

Lusitania fut coulée au sud des côtes d'Irlande. C'était un de ces grands paquebots qui transportent les aristocraties d'Europe et d'Amérique avec tant de confort que leurs habitudes de vies sont à peine troublées; la *Lusitania* avait été coulée sans avertissement, et il y avait cent Américains parmi les onze cents morts.

L'Amérique cria: cette guerre, qu'elle croyait si loin d'elle, et si au-dessous d'elle, l'avait atteinte, blessée. La surprise égalait la colère; à New-York, on demandait la rupture avec l'Allemagne; on attendait les actes du Président. La guerre! Ce jour-là, sans doute, il aurait pu la déclarer; ce jour-là, disent de nombreux Américains, et depuis ce jour-là tous les jours, le Président Wilson pouvait déclarer la guerre: le pays l'aurait suivi. Sans doute le choc avait été violent, l'impulsion était vive. Mais était-elle durable autant que vive? Le pays aurait-il suivi tout entier, constamment, avec ce dévouement absolu, nécessaire dans la conduite d'une telle guerre? « Supposez que le Président Wilson ait décidé de nous lancer dans la guerre après le torpillage de la *Lusitania*, écrit le professeur Lowell de Harvard. Le peuple eût-il pu l'en empêcher? Non, l'excitation aurait été partout, partout on aurait agité des drapeaux. Le Président Wilson aurait-il pu consulter la nation? Non, les événements allaient trop vite. Il aurait pu

consulter le Congrès? Mais le Congrès n'est pas la nation. Et quand même il eût consulté la nation, les circonstances étant ce qu'elles étaient, quelle réponse en eût-il obtenu? Une émotion — car une nation en crise peut éprouver une émotion, elle ne peut former une opinion; et l'émotion, c'était la guerre (1). » Oui, il pouvait. Mais devait-il?

Sans doute, le Président Wilson se souvenait que vingt ans auparavant, en 1898, une catastrophe analogue avait lancé les Etats-Unis dans une autre guerre. Le cuirassé *Le Maine* avait sauté dans un port de Cuba, alors espagnole. Sans laisser un instant à la réflexion, à l'enquête, le public américain avait tenu l'Espagne responsable des vies perdues, le Président Mac-Kinley avait suivi le mouvement national et déclaré la guerre. Le Président Wilson l'en avait blâmé dans son histoire du peuple américain. « La guerre contre l'Espagne était inévitable et juste, avait-il écrit; mais il fallait la déclarer d'une manière réfléchie, et après l'avoir préparée. » Le Président Mac-Kinley s'était laissé entraîner; la guerre contre l'Espagne en fut plus longue, plus difficile, plus coûteuse. « Ce fut une guerre d'impulsion, écrivait-il encore, et chacun put voir combien

(1) Discours à la Ligue pour imposer la Paix, *Boston Evening Transcript* du 7 mars 1916.

le pays était mal préparé à cette tâche brusquement entreprise. L'armée des Etats-Unis ne comptait que vingt-huit mille hommes, tant officiers que soldats... »

Le Président Wilson ne voulait pas se laisser entraîner; subir la contagion d'une opinion passionnée lui répugnait, lui paraissait indigne de son caractère et de sa fonction même. En mai 1915, les Etats-Unis lui paraissaient mal préparés, tant matériellement que moralement, et il voulait ne rien hâter.

Trois jours après la destruction de la *Lusitania,* il parle en public, et son discours est un appel au calme:

L'exemple de l'Amérique, dit-il, doit être un exemple particulier; l'Amérique doit donner l'exemple de la paix, non parce qu'elle ne veut pas se battre, mais parce que la paix exerce sur le monde une influence qui assainit et qui élève; ce que ne fait pas la lutte. *Un homme peut être trop fier pour se battre; une nation peut être si forte de son bon droit que la force lui soit inutile pour convaincre autrui de son droit...*

Un homme peut être trop fier pour se battre... Aucune parole ne lui a été davantage reprochée. Les amis de l'Entente y virent une lâcheté, une lâcheté dissimulée sous une habileté rhétorique, et, en même temps qu'une lâcheté, une flatterie, une flagornerie démagogique adressée aux pacifistes. Ils s'indignèrent. Cependant le Président préparait en grand silence et grande solitude

une note à l'Allemagne. Il travailla seul et n'assembla ses secrétaires d'Etat que pour leur lire ce qu'il avait écrit.

Le 13 mai, il publia sa réponse. Digne et ferme, elle fut approuvée par l'Amérique entière. On y sentait la main d'un homme d'Etat, exercé à reconnaître le point essentiel d'un conflit, à le définir et à s'y retrancher. Le Président Wilson n'admettait pas que des navires marchands fussent coulés sans que les équipages fussent avertis et sauvés; il le répétait et il ajoutait qu'il n'omettrait aucune parole, aucun acte, pour maintenir les droits de ses concitoyens. Berlin répliqua aussitôt, mais biaisant et soulevant une question tout autre: La *Lusitania* était-elle armée, n'était-elle pas armée? L'échappatoire était habile, et menaçait de diviser l'opinion américaine. Quelques-uns des secrétaires d'Etat commençaient à s'énerver. Ils téléphonaient au Président, ils lui envoyaient des projets de note. Point de réponse (1). Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Bryan, donna sa démission. Le Président, jusqu'alors si soucieux de se concilier sa personne et son influence, cette fois ne le retint pas. Il quitta Washing-

(1) Ces détails nous sont donnés par un article passionné de la *North American Review,* intitulé *The mystery of Woodrow Wilson* (septembre 1917).

ton et passa vingt-cinq jours à Cornish, prenant conseil, semble-t-il, du seul colonel House, son agent intime, Eminence grise du nouveau Cardinal d'Etat. Le Président Wilson n'admettait pas l'échappatoire allemande. Le 10 juin, il répéta son avertissement: il demandait réparations pour le passé, promesses pour l'avenir; il s'exprimait avec « une insistance solennelle », « espérant contre toute espérance » qu'il n'aurait plus à répéter ses réclamations.

C'était dit, mais quel serait l'effet de ces paroles? En Amérique, en Europe aussi, le public commençait à sourire. Aux notes du Président, Berlin trouvait toujours une réponse dilatoire et, sous le couvert d'un verbiage rusé, continuait sa guerre implacable. En juillet, un navire américain, le *Nebraskan,* fut coulé; en août, un navire britannique détruit, l'*Arabic,* entraîna sous les flots des vies américaines. La situation du Président Wilson devenait critique. A chacun des actes allemands, il opposait une protestation, il ne laissait jamais périmer le droit. L'Allemagne lui répondait par des semblants de promesses, des semblants d'excuses, des promesses d'enquête et toujours des actes brutaux : en septembre 1915, un sous-marin allemand coula un navire américain, l'*Hespérian,* à plus de deux cents kilomètres au large de l'Angleterre.

Ainsi l'Allemagne agissait et défiait l'Amérique sur les mers; elle agissait aussi, elle la défiait aussi sur terre, sur sa propre terre : elle travaillait à soulever, chez elle-même, les Américains de naissance ou d'origine allemande, et cette tentative audacieuse, dont nous savons en Europe l'existence, mais dont nous réalisons mal quelle fut la gravité, rendit tragique la situation du Président Wilson. Les terroristes allemands faisaient sauter des ponts, incendiaient des usines, fomentaient des grèves. En août 1915, pendant que le Président négociait et que Berlin opposait à ses notes des torpillages et des meurtres, un journal, le *World* de New-York, révéla par des documents authentiques quelques dessous des machinations allemandes: des diplomates même s'y étaient compromis, un attaché militaire, un attaché naval, l'ambassadeur autrichien, le docteur Dumba. Le gouvernement ordonnait des poursuites, saisissait des papiers et découvrait des agissements si graves, si menaçants pour les Etats-Unis, qu'il préféra s'en réserver momentanément la connaissance et aviser silencieusement (1). En même temps les troubles mexicains se ravivaient et, là encore, le Président

(1) Ces papiers, ou certains d'entre eux, ont été publiés en septembre 1917. On sut par eux le travail effrayant de la corruption allemande.

Wilson rencontrait la fantastique activité de ceux qu'il considéra désormais comme les ennemis de sa patrie, de toute paix, de tout ordre humain. Des Allemands s'étaient glissés dans les bandes mexicaines; ils s'y étaient imposés par leur savoir militaire, et souvent les commandaient; ils avaient pour consigne de chercher incessamment à provoquer des conflits entre le Mexique et les Etats-Unis. La tâche leur était aisée: ils dirigeaient leurs bandes vers les propriétés américaines, ils les encourageaient au pillage des biens et, s'il était possible, à l'assassinat; plusieurs Américains périrent.

Ainsi, tandis que l'Europe s'abîmait lentement dans l'horreur de ses massacres monotones, la guerre s'insinuait au loin et gagnait le Nouveau-Monde. Que pouvait faire le Président Wilson? Un peuple entier lui avait remis la garde de son honneur, et cet honneur était bafoué entre ses mains. On le lui disait durement : il dédaignait les outrages, mais il savait mieux que personne combien la situation était mauvaise. Devait-il commencer soudain une politique de violence, déclarer la guerre à l'Allemagne, au Mexique et, aux Etats-Unis mêmes, contraindre par les lois dix ou vingt millions de Germano-Américains, d'Irlandais, de Juifs, d'Autrichiens? En avait-il la force? Pour défendre devant le monde les intérêts d'un pays immense, habité

par cent millions d'hommes, il disposait d'une armée de soixante mille hommes. Le Président Wilson n'a jamais dit un mot sur les angoisses, les amertumes de sa tâche : nous les soupçonnons cependant.

Il y a autre chose. Les pouvoirs dont le Président Wilson se trouvait investi étaient immenses et, en un certain sens, presque illimités. Mais ces mêmes pouvoirs étaient, en un autre sens, étroitement limités et presque nuls : ils étaient limités à la durée de quatre années et, de ces quatre années, trois allaient bientôt être échues. Serait-il réélu? Oui, peut-être ; peut-être non. Il n'avait devant lui, pour commencer des actes formidables que douze ou treize mois d'un pouvoir précaire, déjà diminué par l'imminence de son terme. Pauvreté des institutions humaines, des constructions politiques des hommes ! Toutes sont défectueuses, défaillantes par quelque endroit. La nature a donné aux hommes le besoin de l'Etat, mais elle leur en a refusé l'instinct, et ils cherchent en tâtonnant à suppléer par des artifices aux organes qui leur manquent. Artifice, l'hérédité ; artifice encore l'électorat, et quels que puissent être ses avantages, il a son vice essentiel il ne peut créer qu'un pouvoir inconstant, il ramène de période en période (quatre, sept ans, peu importe) les vacances et les crises, il les introduit dans la constitution même des peu-

ples. Et plus les pouvoirs créés sont efficaces et forts, d'autant plus sont périlleuses leurs éclipses, d'autant plus sont profondes les crises de leur renouvellement, et nuisibles les retours de ces crises. La République des Etats-Unis, d'ailleurs si brillante et jeune, a là son point de faiblesse, son talon d'Achille.

Assurément le Président Wilson pensait à cette crise qui allait interrompre et peut-être terminer son pouvoir. Ses adversaires lui en ont fait reproche. Ils l'ont accusé, pour dire les choses en termes bas, d'avoir souci de sa réélection plus que de l'honneur des Etats Unis, et d'éviter la guerre pour se concilier les masses. Négligeons ces imputations; ne cherchons dans cette grande histoire que le grand, et disons que le Président Wilson ne pouvait pas ne pas faire entrer dans ses calculs la réalité de cette crise qui allait diminuer son autorité au moment où il avait besoin de la posséder tout entière. Ne jugeons pas trop vite les chefs responsables, prenons d'abord la peine de mesurer leurs tâches. Mesurons celles de Wilson : il doit faire face à un commencement de guerre civile; il doit prévoir une crise imminente; l'Allemand est partout contre lui, sur mer, au Mexique, aux Etats-Unis même, et il n'a pas d'armée. Considérons ces choses et blâmons, si nous l'osons encore, sa prudence.

Prudence qui ne l'empêche pas d'agir. Il veut d'abord la paix intérieure et, sans prendre avis du Congrès, il fait sortir des Etats-Unis les diplomates félons que la Constitution américaine accréditait auprès de sa personne même. Son droit est certain, il en use, il chasse l'Autrichien Dumba et les deux capitaines allemands Boy-Ed et von Papen. Ceci ne le distrait pas des négociations qu'il a commencées : il veut absolument obtenir que l'Allemagne reconnaisse par écrit le droit des neutres à naviguer sans courir péril de mort. Péniblement, à force d'insistances, il l'obtient. L'Allemagne ne coulera pas les paquebots sans les avertissements et les précautions convenables (engagement du 1er septembre); elle regrette le torpillage de l'*Arabic*, se tient prête à indemniser les victimes et déclare avoir donné des « intructions si strictes qu'aucun accident similaire ne se produira plus » (engagement du 5 octobre); elle promet de ménager les bâtiments de commerce naviguant dans la Méditerranée (engagement du 7 janvier 1916). Sans doute ce n'étaient que des notes répondant à des notes. Mais que voulait le Président Wilson? Il cherchait à sauvegarder un principe et à maintenir intacte la liberté de ses démarches ultérieures, de ses protestations et de ses actes. Il y avait réussi.



Trois agitateurs expulsés, les principes sauvés : le Président Wilson signifiait ainsi sa volonté, donnait et maintenait une direction dans un grave désordre. En décembre 1915, il adressa, selon l'usage, son message annuel au Congrès. Il s'y exprima en termes violents, il dénonça les Américains germanophiles :

Je regrette de le dire, les plus redoutables menaces contre notre paix et notre sécurité nationales nous sont venues de notre territoire même. Il y a des citoyens des Etats-Unis, je l'avoue en rougissant, qui, nés sous d'autres drapeaux, mais gratifiés par nos généreuses lois de naturalisation de l'entière liberté et de toutes les facilités de la vie américaine, ont versé le poison de la déloyauté dans les artères mêmes de notre vie nationale; qui ont cherché à couvrir de mépris l'autorité et le bon renom de notre Gouvernement; à détruire nos industries quand leurs desseins haineux leur conseillait de les frapper; à mettre notre politique abaissée au service d'une intrigue étrangère. Leur nombre n'est pas grand si nous le comparons au nombre immense des hôtes que nous avons reçus; mais il est assez grand pour qu'il soit nécessaire que nous nous guérissions d'eux par un prompt usage des lois.

L'Amérique n'avait jamais rien vu de tel; de tels crimes lui semblaient incroyables; et parce qu'ils lui semblaient incroyables elle ne s'était pas préparée contre eux. Mais la chose incroyable et vile s'est produite, et nous

sommes désarmés contre elle... Je vous demanderai des lois : les créatures de passion, de déloyauté et d'anarchie doivent être écrasées...

Il demande d'autres lois encore : la préparation militaire, dont il s'était désintéressé l'autre année, l'intéresse maintenant. Il a changé d'avis et l'admet sans détour. « Je serais bien honteux, dit-il, si depuis quatorze mois je n'avais rien appris. »

La guerre, dit-il, ne peut être faite que par la force organisée. S'il arrive jamais que nos concitoyens doivent répondre à un soudain appel aux armes, il faudra qu'ils sachent ce jour-là ce que c'est qu'un combat moderne, et comment ils devront s'y prendre pour qu'ayant répondu à l'appel du pays, ils soient capables de le servir immédiatement et effectivement. Le rôle du Gouvernement est d'être leur serviteur, de leur procurer une éducation et un entraînement... Il faut qu'ils soient à même de tenir dans le monde, et surtout en cet hémisphère, le grand rôle auquel ils sont destinés par leurs principes et leur digne ambition.

Guidé par ces principes, le ministère de la guerre a établi et vous proposera des projets concernant la défense nationale. Je vous presse de les sanctionner et de leur donner force de loi aussi vite qu'il vous sera possible.

Qu'un tel message ressemble peu au message, aux harangues de l'année précédente! Le Président Wilson avait retrouvé son énergie réformatrice et la déployait tout entière.

Cependant les terroristes allemands continuaient leurs menées; en Pensylvanie ils incendiaient des magasins à blé; à Bethlehem, à Topeka, ils faisaient sauter des ateliers de munitions; ils provoquaient dans l'Ohio des grèves, des émeutes; un navire sombrait dans le port de New-York; ils soudoyaient au Mexique Huerta, Villa et leurs bandes; ils organisaient, ils armaient, aux Etats-Unis mêmes, les mobilisables allemands séparés de leur pays par le blocus anglais et préparaient une incursion au Canada; la police américaine connut, arrêta leur complot; mais un incendie criminel détruisit entièrement le palais du Parlement canadien; — les fièvres et les fureurs du Vieux Monde atteignaient toutes ce Nouveau-Monde si fier de sa jeunesse et de son intégrité. La paix, l'unité américaine étaient rompues. Le Président Wilson décida d'agir et de prendre, comme on dit, le taureau par les cornes : il annonça qu'il allait entreprendre une campagne oratoire en faveur des lois de préparation militaire; il prononcerait ses premiers discours dans les grandes agglomérations presque tout allemandes du centre américain.

***

Il était temps. Son parti même commençait à se

rebeller contre lui. En cette fin de janvier 1916, les Démocrates semblaient disposés à éluder par des retards le vote des lois de préparation militaire. Bryan publie avec ostentation « qu'il n'est pas de la tournée ». Le Président quitte Washington, et le pays tout entier s'intéresse à ce départ qui doit être de telle conséquence : si le Président échoue, c'en est fait de ses lois, de son gouvernement, de sa personne. Il redeviendra un professeur et un autre tiendra sa place.

Il est curieux de suivre dans la presse les étapes de cette « tournée » où l'on aperçoit, comme en une suite de tableaux, l'immensité, l'incohérence, et en même temps la grandeur du peuple américain. Le 29, il est à Pittsburg, la ville du fer. Les gens y travaillent, y gagnent prodigieusement, et ils ont autre chose à faire qu'à écouter des discours. Le Président est accueilli avec indifférence, la réunion est un succès médiocre. Le 31, il est à Milwaukee. Cette ville au nom inconnu parmi nous est aussi grande que Lyon : elle compte plus de 400.000 habitants dont la très grande majorité est de souche étrangère. Milwaukee est une ville allemande : c'est à dessein que le Président s'y arrête. Il y entre gardé, chose rare aux Etats-Unis. La milice à cheval escorte sa voiture, la police faisant la haie le sépare de la foule. Enfin il affronte son public, il parle. D'a-

bord il célèbre le patriotisme américain, *American first!* s'écrie-t-il, *Amérique d'abord!* On l'applaudit; et il entre dans la question vive :

Vous comptez sur moi, je le sais, pour préserver cette nation de la guerre. Jusqu'à présent, je l'ai fait, et je vous donne ma parole que, Dieu aidant, je continuerai de le faire, si je le peux...

Une acclamation immense s'élève, interrompt sa parole. Il attend, puis il continue :

...Mais vous comptez aussi sur moi pour un autre devoir. Vous m'avez chargé de garder de toute tache l'honneur des Etats-Unis. Or, cela ne dépend pas de moi seul. Cela ne dépend pas seulement de ce qui sera fait par le Gouvernement des Etats-Unis, mais aussi de ce qui sera fait par les autres. Et voilà pourquoi il est toujours possible qu'un instant vienne où je ne pourrai plus préserver ensemble et la paix et l'honneur des Etats-Unis. N'exigez pas de moi une tâche inextricable et contradictoire, mais tenez-vous prêts, et prenez bien garde que ceux qui vous représentent soient des hommes eux-mêmes toujours prêts à défendre l'honneur des Etats-Unis...

Et cette fois encore on l'acclama, mais l'acclamation parut moins spontanée et moins ardente.

Il faut que vous sachiez, dit-il en terminant, d'où viennent les couleurs de votre drapeau. Ces lignes rouges dont il est teint sont des traces de sang, noblement, généreusement versé par des hommes qui préférèrent à leurs biens,

à leurs vies même la liberté de leurs concitoyens. Dieu nous garde d'avoir à rafraîchir avec notre sang l'éclat de notre drapeau ! Mais s'il redevenait quelque jour nécessaire d'affirmer à nouveau la majesté, l'intégrité de nos antiques et fiers principes, une fois de plus notre drapeau serait rougi de notre sang, et en même temps qu'ainsi rougi, glorifié et purifié !

Cette fois encore il y eut des applaudissements. En somme tout s'était convenablement passé. Le Président avait osé venir : c'était beaucoup.

Il quitte Milwaukee dans son train de parade qui s'arrête de station en station pour le temps d'un salut, d'un mot bref, d'une acclamation populaire. Une familiarité un peu rude ne choque pas dans les circonstances. Mme Wilson (le Président venait de se remarier) accompagnait son mari, et les gens tenaient beaucoup à voir cette nouvelle épousée qu'on disait belle. On la réclame :

— Où est Mme Wilson? Otez-vous de là, Président, qu'on la voie!

— La voilà, répond le Président, elle est plus agréable à regarder que moi!

— Ça, c'est vrai!

Au soir du même jour, il est à Chicago : là encore les Allemands sont nombreux et la police veille. Le 2 février, il parle à Kansas-City devant un auditoire

de 15.000 personnes. Kansas-City est au centre d'un grand pays rural. Son peuple, séparé des deux océans par deux chaînes de montagnes, tout occupé de ses élevages, de ses moissons, ignore profondément les problèmes du monde. Il ne fait guère de différence entre un roi d'Italie et un prince de Siam; il ne connaît que la terre, sa terre, et la guerre sous-marine ne l'émeut pas du tout. Le Président Wilson, en face de ces hommes, prononce un de ses plus beaux discours. Il leur parle de ce vaste monde auquel ils s'intéressent trop peu; il leur décrit ces ports où ils n'ont jamais été : mais leur blé, leurs bêtes dépecées y vont; chargés sur des bateaux, ils sont portés en Angleterre, en France; et s'ils n'y allaient pas, leurs prix ne seraient pas si bons; ces bateaux, il faut donc penser à eux, veiller sur eux : telle est, parmi beaucoup d'autres, l'une des fonctions du Président des Etats-Unis. Mais quelle sera son autorité, s'il n'a derrière lui un peuple éveillé et prêt à l'aider?

Vous attendez de moi, dit-il, que je parle en votre nom, que je représente pour vous tous les intérêts des Etats-Unis. Mais il me faut une force en arrière de moi qui m'appuie; quelle est ma force aujourd'hui?

Pensez bien à cela : le juge, quand il prononce, connaît l'effet de sa parole. Mais moi, quand je prononce, quand je déclare les droits des Etats-Unis vis-à-vis des

autres nations, quelle est la sanction dont je dispose, où est ma force?

...Il est urgent que je vous dise ces choses, mes concitoyens, parce que nous vivons en des temps où il m'est souvent nécessaire de parler en votre nom à tous. Et il m'est impossible de savoir si le simple poids et l'insistance de mes paroles suffiront longtemps à maintenir notre honneur, notre dignité, notre puissance.

Un jour peut venir (je prie Dieu que ce jour ne vienne pas; mais enfin il peut venir et venir avec soudaineté) où je devrai me retourner vers vous. Je vous dirai alors : « Ce que j'avais à dire, je l'ai dit. Maintenant, qui marche avec moi? La force qui assure la majesté des Etats-Unis, où est-elle? »

J'ai lu plus d'un article où l'on parle avec dédain du nombre de mes notes. On écrit : « Pourquoi le Gouvernement n'agit-il pas? » Et dans ces mêmes journaux, je lis d'autres articles dirigés contre la préparation militaire. Des journalistes peuvent se conduire ainsi. Le peuple des Etats-Unis ne le peut pas.

C'est pour m'en assurer que j'ai quitté Washington. Je vous vois, c'est assez, je suis persuadé. De retour à la Maison-Blanche, si l'on me dit que le peuple des Etats-Unis sommeille, je sourirai. Pourtant, messieurs, réfléchissez! Des foules aux stations, des multitudes aux réunions, des acclamations au chef de l'Etat; l'étalage, le sincère, l'enthousiaste étalage de notre drapeau, de nos étoiles et de nos couleurs, oui, tout cela exprime l'esprit de notre patrie. Mais sa force organisée, où est-elle?

...Nous vous demandons des armes. L'essence même de la tradition américaine nous dicte notre demande. Chaque

constitution de chacun de nos Etats interdit à nos assemblées de restreindre le droit de porter des armes, qui appartient à chacun d'entre nous. Ceux qui firent nos institutions ont compris dès l'abord que la force de la nation doit reposer dans les foyers de la nation. Je ne dis pas seulement la force morale. Je dis la force matérielle.

Ils comprenaient que c'est le droit de chaque homme, non seulement d'avoir un vote, mais aussi d'avoir, s'il le veut, un canon... Ce que nous vous demandons, c'est ceci : que la nation tienne les armes prêtes pour les donner à ceux qui, le cas échéant, voudront s'armer pour la défendre...

Lorsqu'il eut parlé, le Président dit à la foule :

Je vous demande de me laisser terminer mon discours en chantant avec vous *America*...

Les quinze mille assistants, chacun d'entre eux agitant, à la manière américaine, le petit drapeau national dont il était porteur, acclamèrent la proposition de leur chef. « Le Président, lisons-nous dans le *Sun* du 3 février, se tenait dans une attitude dramatique, la main gauche sur la poitrine, la tête rejetée en arrière tandis qu'il chantait. Après qu'eut cessé le dernier son du dernier vers, les assistants voulurent chanter une deuxième fois, et M. Wilson conduisit leurs voix avec ses mains tendues. »

Enfin il descendit vers ces Etats du Sud qui for-

maient sa petite patrie dans la grande et dont il aimait la chaude atmosphère. Il parla à Saint-Louis devant dix-huit mille auditeurs. Peut-être était-il un peu excité par les incidents de sa tournée : le fait est qu'il prononça une parole qui surprit. Aucun des propagandistes de la préparation militaire, non pas même M. Roosevelt, n'en avait émis de si forte. Ce fut à propos de la marine : « Réalisez-vous sa tâche ? dit-il. Avez-vous jamais mesuré en pensée l'énorme étendue de nos côtes, de Panama à l'Alaska, de Panama au Maine ? Aucune marine au monde n'a une tâche si difficile, une tâche défensive si lourde que la nôtre ; et notre marine devrait, à mon sens, être incomparablement la première du monde. »

Qu'eût répondu la Grande-Bretagne, si elle n'avait été si occupée ailleurs ? Les dix-huit mille auditeurs rugirent d'enthousiasme, mais la presse s'étonna, discuta. « Il est temps, observa un organe Républicain, que le Président Wilson rentre dans la calmante atmosphère de Washington. »



Il y rentra pour y trouver, non pas le calme, mais la lutte. Les parlementaires et, circonstance aggravante,

quelques-uns des premiers d'entre son Parti même, étaient en rébellion ouverte contre lui. Il ne s'agissait plus de malveillance sourde, de lenteur apportée dans le vote des lois. Une action directe était engagée, et cette action visait la conduite des négociations diplomatiques relatives à la guerre sous-marine, elle atteignait la prérogative essentielle de la Présidence américaine.

Depuis 1916, des incidents tout nouveaux s'étaient produits. La Grande-Bretagne avait armé ses navires marchands pour assurer leur défense, certains de ces navires armés étaient entrés et avaient séjourné dans les ports américains. L'Allemagne avait aussitôt protesté : elle estimait que ces navires armés devaient être assimilés aux navires de guerre. Le Président Wilson n'avait pas admis la protestation; mais sa réponse n'avait pas terminé les discussions. Les Germano-Américains déclaraient que les Allemands avaient le droit de couler sans avertissement les navires armés contre eux; que les citoyens américains qui s'embarqueraient à bord de tels navires devaient être prévenus des risques qu'ils assumaient et qu'ils assumaient seuls. Beaucoup trouvaient ces vues sensées et justes, et s'inquiétaient de l'obstination silencieuse avec laquelle le Président Wilson suivait une autre politique. Les agents allemands travaillaient

sans cesse à développer et à mûrir ces inquiétudes. Il ne leur était pas difficile de trouver des alliés parmi six cents députés et sénateurs (1). Le 24 février 1916, une sorte de panique s'empara des assemblées parlementaires. On rapportait des paroles favorables à une intervention armée que le Président aurait prononcées dans le cours guerriers qu'il avait prononcés dans son voyage, et on apercevait tout à coup, comme un dénouement inévitable, la guerre. D'accord, semble-t-il, avec la Commission des affaires étrangères, les assemblées voulurent agir et prendre la haute main : une résolution serait votée interdisant aux Américains de s'embarquer sur des navires armés.

Ce jour-là, l'Allemagne fut bien près d'avoir vaincu le Président Wilson; mais ce même jour on connut la

(1) La politique allemande a toujours été de se servir du Parlement pour gêner le Président. Un journal germanophile, le 21 avril 1916, écrit : « Nous sommes les libres citoyens d'une libre république, où le gouvernement, selon le droit et selon la loi, n'est pas notre maître, mais notre serviteur payé... Nous n'avons pas de souverain qui nous mène par droit ou inspiration divine. Nons ne tolérerons pas davantage un dictateur.

« ...Il convient donc, pour assurer l'unité et la solidarité de l'action publique, que le Président tienne conseil avec le Congrès avant de décider telle ligne de conduite qui peut mener soit à la paix soit à la guerre. »

trempe singulière de cet homme. Il avait en arrière de lui un pays incertain, contre lui un Parlement soulevé. Il n'eut pas un instant de vacillation. Le président du Comité des affaires étrangères vint, accompagné de deux parlementaires importants, lui communiquer l'intention des deux Chambres. Le Président Wilson refusa de les recevoir et fit savoir qu'une lettre, qu'il écrivait, donnerait sa réponse. Le soir même les journaux eurent cette lettre. Le Président l'adressait au sénateur Stone qui lui avait communiqué en termes pressants ses inquiétudes et ses doutes :

Aucune nation, aucun groupe de nations, écrivait le Président, n'a le droit de modifier ou d'ignorer, pendant la durée d'une guerre, les principes que toutes les nations d'accord ont convenu de respecter; et s'il arrivait par malheur que les droits évidents des citoyens américains vinssent à être diminués ou supprimés par de tels procédés, alors, selon ma pensée, l'honneur ne nous permettrait pas d'hésiter sur la voie que nous devrions suivre.

Pour ma part, je ne puis consentir, en aucune manière, à aucune diminution de nos droits... Interdire à nos concitoyens d'exercer leurs droits parce que nous pourrions craindre d'avoir à les venger, ce serait assurément nous infliger à nous-même une humiliation profonde... Ce serait abdiquer la fière attitude que nous avons jusqu'à présent tenue dans les tumultes de la guerre.

...Nous luttons ici pour ces idées essentielles qui ont fait de l'Amérique une nation souveraine. Les abandon-

ner, c'est avouer son impuissance comme nation, c'est virtuellement abandonner la position indépendante qu'elle occupe parmi les nations du monde.

Je vous parle, mon cher sénateur, en toute gravité, mais sans passion, avec une claire conscience des hautes responsabilités de ma charge. Si malheureusement nous nous trouvons en désaccord, restons amis dans notre désaccord. Justement parce que nous sommes amis, nous devons dire notre pensée tout entière dans un sujet qui comporte de telles conséquences.

Le peuple américain a un sens très développé de l'autorité et un très faible instinct des mœurs parlementaires : il acclama son Président, il conspua ses représentants. La lecture de la presse donne cette impression très nette. Sauf certain journal germanophile qui dénonce la « diplomatie secrète » du Président Wilson (1), tous approuvent la riposte du chef et blâment ce qu'ils appellent *la rébellion parlementaire.* Le Président en appelle au peuple, disent-ils; le Parlement attend la voix du maître; le Président a le fouet en main...

« ...Reconnaissons-le, lisons-nous dans le journal le *Sun,* qui n'est pas favorable aux Alliés, si mal que

(1) Le *Chicago Tribune* du 28 février 1916 qui rapporte les paroles du sénateur Townsend : « C'est la première fois qu'un Président des Etats-Unis refuse de conférer avec des membres du Sénat et du Comité des affaires étrangères. »

puissent être administrées nos affaires par un homme et ses quelques conseillers, elles seraient administrées plus mal encore si elles étaient soumises aux divagations de 583 sénateurs et députés. Ce qui est aujourd'hui peu satisfaisant deviendrait intolérable; au lieu de l'erreur ce serait le chaos... Il n'y a pas un homme dans son bon sens qui, après l'exhibition qui nous a été donnée mercredi, puisse penser un seul instant que nos affaires étrangères en iraient mieux si elles étaient soumises aux influences dont nous venons d'avoir un échantillon... Le plus âpre critique du Président Wilson ne voudrait pas que le Congrès réuni en séance plénière se substitue à sa personne. »

Le blâme public fut assurément très fort, car les parlementaires terminèrent tout d'un coup leur agitation. Ils se terrèrent. Le Président Wilson, les tenant humiliés, consentit à les entendre. Il reçut le 25 les trois émissaires auxquels il avait fermé sa porte le 24. L'entrevue, semble-t-il, fut rude.

— *I intend to see this thing through,* dit le Président; c'est-à-dire : J'ai l'intention de mener cette affaire jusqu'au bout par moi-même.

— Le pays, dirent les émissaires, est d'un autre avis que le vôtre.

— Les événements me justifieront.

Quelque chose manquait pourtant à la victoire du Président : elle n'avait pas été consacrée par un vote. On colportait toujours des bruits troublants. Le Président avait dit, affirmait-on, que les Etats-Unis, s'ils entraient dans la guerre, l'abrégeraient et rendraient un grand service à la civilisation. Le propos fut démenti; mais les démentis ne terminent rien. Le Président voulut en finir. Il appela auprès de lui un parlementaire influent.

— Je lutte depuis des mois, lui dit-il, pour retenir les Etats-Unis au bord du précipice. Mon labeur a été immensément accru par les membres du Congrès qui ne connaissent pas la situation tout entière. J'ai besoin d'avoir les mains libres. Cette Résolution, dont je n'ai pas voulu, n'a été l'objet d'aucun vote. Je désire qu'elle soit discutée et repoussée.

Le Président Wilson eut satisfaction. Par 64 voix contre 14 et par 276 contre 142, le Sénat et la Chambre repoussèrent la Résolution qui interdisait aux Américains de s'embarquer sur les navires marchands armés contre les sous-marins. Les Allemands se trouvèrent évincés de leur dernier espoir.



Le 24 mars 1916, le *Sussex,* qui traversait la Manche

entre Folkestone et Dieppe fut torpillé sans avertissement. C'était un paquebot portant des passagers. Il y avait des Américains à bord, parmi lesquels le Professeur Baldwin et sa fille, qui fut blessée de la manière le plus grave. Le Professeur Baldwin avait été le collègue du Président Wilson à Princeton. Il lui adressa un télégramme personnel : « *Une Américaine, voyageant selon son droit, portant un passeport américain, frappée sur le* Sussex, *gisante entre la vie et la mort, demande que réparation soit obtenue de cet attentat contre la vie et la liberté américaines.* »

Toute l'Amérique tressaillit : l'Allemagne avait exactement violé son engagement du 5 octobre, l'Amérique se trouvait exactement placée dans le cas de rupture que son Président avait prévu et défini. L'opinion nationale s'exprima avec beaucoup d'énergie. Dès le 29, des rapports officieux publièrent qu'à la Maison-Blanche on partageait le sentiment public. Quinze jours furent laissés à l'Allemagne pour qu'elle fasse entendre ses explications : le 10 avril, l'Allemagne expliqua que le *Sussex* avait dû être coulé par une mine anglaise. Or, le sillage de la torpille avait été vu, des fragments en avaient été recueillis, il y avait certitude quant au fait. Le Président Wilson s'enferma et travailla huit jours avec ses conseillers intimes. Le

19 avril, il réunit le Congrès; de sérieuses considérations constitutionnelles l'y déterminaient sans doute. La Constitution des Etats-Unis donne au Président le droit de conduire les négociations, mais réserve au Congrès le droit de déclarer la guerre. Or, il est souvent difficile de tracer une ligne nette entre le dernier acte des négociations et le premier acte de la guerre. Le Président Wilson se trouvait en un de ces cas limites où les droits se confondent; sans rien abdiquer de ses prérogatives, il voulut faire le Congrès témoin et solidaire des initiatives qu'il prenait. La patience des Etats-Unis est épuisée, dit-il; « *j'estime de mon devoir de prévenir l'Allemagne que, à moins qu'elle n'abandonne sa guerre de terreur et de crimes, le Gouvernement des Etats-Unis devra rompre avec elle ses relations.* » Le Président avait parlé de sa voix froide, égale, impressionnante; sénateurs et députés l'avaient écouté avec la plus grave attention; quand il eut dit son dernier mot, ils se levèrent en signe d'approbation, mais non pas tous ensemble et avec enthousiasme; ils se levèrent successivement et lentement.

L'ambassadeur Gérard communiqua à Berlin une note péremptoire. Le Gouvernement allemand se tut quelques jours, puis répondit et céda : il promit de ne couler les navires marchands qu'après avoir donné des

avertissements et sauvé les équipages. Pourtant il prenait soin de ne pas engager l'avenir : il demandait que le gouvernement britannique observât lui aussi les règles de droit en matière de blocus, et se réservait de reprendre sa liberté au cas où le Gouvernement des Etats-Unis ne réussirait pas à obtenir de son adversaire les concessions qu'il estimait équivalentes aux siennes. Le Président Wilson répondit avec rapidité et concision. Il prit acte de la promesse, ajoutant qu'il comptait sur son « *exécution scrupuleuse* ». Ainsi serait écarté, ajoutait-il assez singulièrement, « le *principal* danger de rupture ». Quant à cette sorte de marché dont le Gouvernement allemand lui faisait la proposition, le Président Wilson en repoussait énergiquement même l'idée. « Le respect dû aux citoyens américains en haute mer, écrivait-il, ne peut en aucune manière, en aucun degré, être lié à la conduite des autres Gouvernements... La responsabilité, en cette matière, est personnelle, non jointe; absolue, non relative. »

Ce fut le dernier mot du dialogue.

IX

VERS LA GUERRE : LA DOCTRINE

Le Président avait vaincu le Kaiser : le peuple américain célébra comme une victoire nationale le « *Sussex pledge* », « *la promesse du Sussex* ». Il voulait la paix, mais il aimait le prestige, et il était heureux d'avoir l'un et l'autre. Le Président était toujours apparu comme l'homme de la paix : il le restait, « *the man who kept us out of war* » ; mais nul ne pourrait plus dire qu'il était l'homme d'une paix humiliée. Le peuple était donc satisfait et de lui-même et de son chef.

Satisfaction toute populaire. Quelqu'un sans doute ne la partageait pas, et c'était le Président même. Il mesurait sa victoire, et il en connaissait les limites. La Chancellerie allemande avait cédé, mais non sans réserve formelle : nous l'avons dit. Elle pouvait à tout instant, sans se parjurer, se dédire. Le printemps 1915

avait eu sa surprise tragique : le torpillage du *Lusitania*. Le printemps 1916 venait d'avoir la sienne : le torpillage du *Sussex*. Quelle surprise apporterait le printemps 1917 — sinon même une saison plus proche? Tant d'incidents étaient possibles. Comme un ciel pur soudain s'embrume, une zone périlleuse singulièrement vaste s'était tout à coup formée entre ces deux pays séparés par des espaces immenses, l'Allemagne et les Etats-Unis. Les sous-marins en mer, les complots sur terre, l'intrigue diplomatique au Mexique, pouvaient également causer la guerre. Pourrait-on l'éviter?

Mais il n'était déjà plus temps : la guerre, d'une manière sourde mais réelle, avait déjà atteint les Etats-Unis. Elle y introduisait des troubles innombrables. Elle rompait l'unité morale du pays, elle bouleversait sa vie économique, enrichissait les uns, appauvrissait les autres, fomentait les grèves et les crises sociales. Elle interrompait les réformes commencées, imposait la réforme radicale des institutions militaires, et après la création d'une grande flotte la création d'une grande armée. Comme elle s'était rapprochée d'eux, cette conflagration européenne qu'ils avaient crue d'abord si lointaine! Elle les avait circonvenus et les tenait pris sous son feu. « Cette guerre, avait dit quelques mois auparavant le Président Wilson, est la dernière où les

Etats-Unis pourront éviter d'être entraînés. » Ils commençaient d'être entraînés. Le peuple américain, encore inconscient du péril, sentait pourtant profondément qu'il avait le droit et le devoir d'intervenir pour arbitrer la paix par toutes les influences dont dispose un grand peuple, et pour assurer l'avenir contre le retour d'une telle catastrophe.

Dès lors l'idée d'une intervention occupe l'imagination du peuple américain. Il n'en connaît ni l'instant ni le mode; mais il est sûr que l'histoire le destine à être le pacificateur et en même temps le réformateur de la malheureuse Europe. Sur ce point l'opinion est d'accord. Les uns, peu nombreux mais ardents, disent : « Intervenons par les armes et vengeons le droit. » Les autres : « Si nous intervenons, nous ne pourrons arbitrer la paix; n'intervenons pas. » Mais tous pensent : « La paix sera notre œuvre. » Là-dessus il y a un accord unanime.

En mai 1916, plusieurs journaux, interprétant cette attente publique, reprochent au Président son inertie. Pourquoi s'arrête-t-il après avoir vaincu? pourquoi n'exploite-t-il pas une incomparable occasion? Qu'il s'offre comme arbitre, les belligérants l'écouteront... Le Président est mieux renseigné : il sait que les belligérants ne l'écouteront pas. Il se tait, mais il réfléchit sur

cette nouvelle tâche que les événements préparent pour lui.

Il réfléchit avec cette prudence que nous lui avons toujours connue. On le presse d'intervenir. Encore faut-il bien voir les conséquences d'un tel acte. Intervenir, c'est approcher davantage encore de la guerre. La fin extrême de l'intervention, c'est la guerre : le Président la voit toujours plus menaçante et plus proche. Comment s'y prendra-t-il pour introduire son peuple uni et enthousiaste dans la guerre?

Uni : c'est la première nécessité. Le Président Wilson y veille depuis deux ans, il continuera la même politique. Entre Allemands, Français, Anglais et Russes, il ne prononcera pas, il n'épousera aucune des causes étrangères. Il faut qu'il se surveille constamment, car son inclination personnelle est certaine : il est pour l'Entente et contre les Empires. Mais il s'interdit de le laisser paraître. S'il entre dans la guerre, ce sera pour des faits, des principes nouveaux, des faits et des principes qui ne heurteront les passions d'aucun Américain.

Enthousiaste : l'enthousiasme est nécessaire aux démocraties pour agir. Le Président Wilson connaît le peuple américain. Il sait qu'il est lié, malgré sa jeunesse, aux anciens mouvements de l'Europe chrétienne et révolutionnaire. Les puritains, les huguenots persé-

cutés sont ses premiers ancêtres; les idées et les hommes du dix-huitième siècle l'ont affranchi; les proscrits de 1848 (républicains allemands en très grand nombre) lui ont demandé refuge. Le peuple américain a l'instinct et le goût des grandes causes, des grandes espérances humanitaires. Il est bon, pour le passionner, de les évoquer. Le Président le sait. « Je sacrifierais plutôt, s'écrie-t-il en un de ses discours populaires, une parcelle de notre territoire qu'une parcelle de notre idéal. » Le Président Wilson ne négligera pas la force idéaliste.

Le libéralisme humanitaire est la vraie religion du peuple américain : il faut l'émouvoir pour elle, l'appeler à sa défense; alors on obtiendra son consentement au sacrifice. Un maître illustre, Charles E. Eliot de Harvard, entreprenait alors cette croisade. L'humanité est en danger, disait-il. Si le prussianisme triomphe, les sociétés libertaires du monde anglo-saxon sont condamnées : elles devront se conformer à la civilisation victorieuse, et, renonçant à ce qu'elles avaient voulu et commencé, militariser leurs institutions. Il faut donc qu'elles s'unissent pour se sauver; les Etats-Unis doivent s'allier à la Grande-Bretagne et à la France et combattre avec elles. D'autres présentaient différemment la question, mais leur tendance était la même : la République des Etats-Unis, disaient-ils, s'est formée

dans la paix. Elle ne peut se développer que dans un monde pacifique. L'Etat prussien, qui s'est formé dans la guerre, propose à l'humanité un ordre nouveau dominé par la guerre. Il faut que les Etats-Unis opposent à cet ordre, à ce système prussien, un ordre, un système de paix. Telle est la cause, à la fois idéale et pratique, du peuple américain. Une Ligue vient de se fonder pour la défendre : *The World League to Enforce Peace* (*La Ligue mondiale pour imposer la Paix*). Elle préconise les arbitrages, les enquêtes avant conflit; mais elle insiste, davantage que ne le font d'ordinaire les pacifistes, sur la nécessité d'une force coërcitive internationale, d'une union de toutes les nations du monde pour contraindre par la force toute nation insurgée contre le concert universel. De telles idées ont beaucoup de prise sur l'imagination américaine parce qu'elles présentent des analogies avec la Constitution même des Etats-Unis, Etats libres en effet, mais unis sous un pouvoir fédéral qui résoud les intérêts divergents, qui représente et défend les intérêts communs. « Le principe de l'organisation mondiale, dit un orateur de la Ligue, doit être ce même principe sur lequel a été fondé le gouvernement des Etats-Unis. Quand nos ancêtres l'établirent, les Etats de New-Jersey et de Virginia abolirent leurs marines particulières... Il sem-

ble qu'il soit dans la destinée des Etats-Unis de donner l'impulsion. Les Etats-Unis sont eux-même la plus grande Ligue pour la paix que l'histoire connaisse. » Un exemple est là, spécieux peut-être, car il est hasardeux d'identifier les vieux Etats d'Europe, antiques et passionnés comme des religions, et ces Etats tout neufs qui ont poussé dans la prairie américaine; mais c'est au moins l'apparence d'un exemple qui anime la théorie (1).

M. Taft, l'ancien Président, présidait la Ligue (pensons à M. Loubet pour établir une analogie); des juristes, des universitaires considérés l'assistaient. La Ligue réussissait. Une revue américaine, l'*Outlook*, observait que le seul énoncé de son nom prêtait merveilleusement à la propagande : *Ligue mondiale pour imposer la paix*. Les unitariens prononçaient avec emphase le mot *mondial;* les réalistes insistaient sur le mot *imposer;* les sentimentaux accentuaient fortement le mot final : *paix*. Le peuple des Etats-Unis éprouvait, à cet instant, le besoin de servir une cause idéaliste. Sa richesse était prodigieuse; il avait beau donner, les

---

(1) M. Maxime Leroy, dans son livre récent sur *La Société des Nations*, a indiqué avec détail les confirmations et les réalisations que l'expérience américaine fournit aux théories de la Ligue et du Président Wilson.

dons comparés aux gains n'étaient rien. Les belligérants d'Europe, les Alliés comme les Centraux, lui reprochaient ensemble cet enrichissement. Le peuple des Etats-Unis tolérait impatiemment ce reproche. Il en sentait l'injustice, et désirait montrer au monde qu'il saurait se dévouer autant que profiter, et dépenser aussi bien que gagner. Il désirait enfin, dans ses élites sinon sans doute dans ses masses, prouver par des actes que la civilisation tout entière n'était pas déshonorée par la catastrophe européenne; qu'en un peuple au moins, qu'en lui-même, les espérances n'étaient pas éteintes, et que la Prusse n'avait pas gagné la partie engagée contre l'Humanité. La Ligue correspondait suffisamment à ses besoins : elle définissait une cause humaine, une cause américaine, une cause enfin que l'Amérique, missionnaire armé, aurait peut-être à défendre par la force; elle satisfaisait le besoin qu'éprouvait le peuple américain d'affirmer tout à la fois son idéalisme et sa puissance.

Le 27 mai 1916, la Ligue devait tenir congrès. Elle fit pressentir le Président Wilson : Voudrait-il y paraître et parler? Il accepta; il parlerait.



Il ne faut pas aller chercher au loin dans son passé

ni dans son œuvre écrite, les origines du système pacifiste du Président Wilson : on n'en trouverait nul germe. On a voulu faire de lui un disciple attardé des philosophes du dix-huitième siècle : c'est inexact; en politique il est un réaliste et un autoritaire. On a voulu faire de lui un disciple de Kant : c'est inexact; il n'est pas un moraliste, il est un praticien. Mais les Etats-Unis ont d'une part été influencés par le dix-huitième siècle, d'autre part ils ont influencé le dix-huitième siècle finissant et la Révolution : d'où les parentés nombreuses et les possibilités constantes de confusion. Voici Kant, dont un écrivain français a voulu faire l'inspirateur du Président Wilson (1). Nous serions davantage dans le vrai en disant que le Président Wilson est l'inspirateur de Kant, car ses principes de politique américaine dont il va se faire l'interprète, Kant en son temps les a connus et leur influence est visible dans les *Principes métaphysiques du Droit* et l'*Essai sur la Paix universelle*. « Dans un Congrès de plusieurs Etats, il ne s'agit que d'une union arbitraire, dissoluble en tout temps, écrit Kant, et non d'une union qui (comme celle des Etats-Unis d'Amérique) serait fondée sur une Constitution publique, et par conséquent indis-

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 15 février 1917, Kant et M. Wilson, par César Chabrun.

soluble. Ce n'est que de cette façon que l'idée de la fondation d'un droit des gens au nom duquel se décideraient les intérêts internationaux à la manière civile, c'est-à-dire comme par un procès, et non d'une manière barbare (celle des sauvages) par la guerre, peut recevoir une exécution (1). » Le Président Wilson est ici le représentant d'une pratique antérieure aux théories. Kant s'écarte d'ailleurs de ces principes constitutionnels que lui fournit l'histoire. Il semble préconiser un régime international où les Etats, promus à la dignité d'êtres moraux, s'imposeraient d'eux-mêmes le respect du droit. Le Président Wilson ignore ces rêveries. « Dans son système », écrit très bien M. A. Feïer, « l'humanité devient un organisme qui a une fonction à remplir, un but à atteindre; pour y arriver, l'humanité a besoin d'un certain ordre approprié, dont les éléments doivent être déterminés par le statut. Pour assurer l'exécution de ce statut, l'organisme établit des sanctions, mises en mouvement par un pouvoir spécial. Nous voyons donc que le système contractuel doit être remplacé par le système statutaire; que le système autonome, basé uniquement sur l'impératif catégorique, fait place, dans la pensée de Wilson, à un système hétéro-

(1) *Principes métaphysiques du Droit,* trad. Tissot, p. 238.

nome qui a recours au besoin à la force... Encore plus ridicule est le rapprochement avec Rousseau... Contrairement à Rousseau, M. Wilson admet la contrainte au nom du droit en restreignant la liberté de chaque membre, en supprimant la possibilité d'abuser de son droit au détriment de celui des autres. Le système wilsonien est archique et autoritaire, nous ne craignons pas de le proclamer. Dans notre stade d'évolution sociale et avec nos mœurs internationales, il faut mettre la force au service du droit, « il faut, comme disait Pascal, mettre ensemble la justice et la force et par cela faire que ce qui est juste soit fort (1). »



Le Président adopte les idées de la Ligue avec cette soudaineté et cette énergie qui font de lui un politique supérieur. Il voit toutes les utilités qu'il pourra trouver en elles : utilités pour sa politique mondiale, utilités pour sa politique intérieure, pour la conduite de son Parti où les pacifistes sont nombreux. Il voit aussi la force supérieure, morale et quasi religieuse, que lui vaudra la proclamation d'un idéal. « La force des ma-

(1) Le système de M. Wilson, par A. Feïer, *L'Avenir,* août-septembre 1917.

jorités est l'innovation des sociétés modernes, imprimait-il en 1889, et l'art de l'homme d'Etat doit être aujourd'hui d'éveiller, de susciter, de diriger cette force nouvelle. » C'est l'art où il s'applique et se révèle en maître. Il s'y applique avec lucidité, calcul; mais aussi, croyons-le, avec chaleur et en poète; cet homme qui entraîne son peuple s'entraîne lui-même avec son peuple. Il s'intéresse aux sentiments naïfs et profonds grâce auxquels il espère produire cette unanimité nationale qui est le terme de ses efforts.

Il parlera donc, il prononcera un discours important; il le dit, il l'annonce quelque temps à l'avance; il veut que l'attention publique s'éveille et qu'on attende sa parole. Il parle enfin. Son discours, en effet, mérite qu'on l'entende. Le ton d'ensemble est pacifiste et neutraliste : le Président le veut ainsi. « Quant aux causes et aux fins de la Grande guerre, dit-il, elles ne nous concernent pas, rien ne nous incite à en explorer les obscurs fondements... » Mais ses effets atteignent certains droits des Etats-Unis : les Etats-Unis ont donc leur mot à dire. « *Nous ne sommes plus des spectateurs détachés...* » Le Président le dit pour la première fois et la portée de ces mots nets, nettement prononcés, fut comprise. Il continue : « Nous participons, que nous le voulions ou non, à la vie du monde. Les intérêts de toutes

les nations sont aussi les nôtres. *Nous sommes partenaires,* ce qui affecte l'humanité, nous affecte immanquablement, au même titre que les nations d'Europe et d'Asie... » Paroles considérables pour un homme d'Etat américain : elles renversent d'un coup la séparation du Nouveau-Monde et du Vieux-Monde. « Nous sommes un peuple séparé, avec une âme séparée », chantaient en 1914 les foules américaines. En 1916, leur Président déclare : « Vous êtes un peuple parmi les peuples, vous êtes membres d'une commune humanité. » Et il développe sa pensée : Puisque nous sommes participants, nous avons le droit d'intervenir. Il est probable, dit-il encore (et n'est-ce pas l'Allemagne qu'il menace ainsi) ?

Il est probable que si *ceux qui ont causé ce grand conflit* avaient su quelles alliances allaient se former, quelles forces allaient s'ébranler, ils auraient été heureux de conférer au lieu de se battre. Si nous avions eu l'occasion de faire savoir aux belligérants l'attitude que le devoir nous commanderait de prendre, de définir les méthodes et les pratiques de guerre contre lesquelles nous nous sentirions obligés de nous élever avec toute notre force morale et économique, et *en de certaines circonstances même avec toute notre force physique,* peut-être nos avertissements auraient-ils été dûment pesés et considérés.

Le Président Wilson ne doute pas, il n'a jamais douté,

que ceux qui ont causé ce grand conflit sont les hommes d'Etat allemands.

Il faut donc, conclut le Président, que les Etats-Unis se rapprochent des autres nations pour organiser la paix en accord avec elles. « C'est là indubitablement la pensée de l'Amérique; *c'est là ce que nous dirons à notre heure...* » Et il conclut en définissant le vœu du peuple des Etats-Unis : Premièrement que les belligérants s'arrangent entre eux pour faire la paix; deuxièmement, que soit instituée une association universelle des nations pour maintenir la liberté des mers et prévenir toute guerre entreprise contrairement aux traités, sans avertissement préalable et soumission entière des litiges à l'opinion du monde — *une garantie mutuelle d'intégrité territoriale et d'indépendance politique.* Nous soulignons ces derniers mots qui semblent définir juridiquement les ententes que le Gouvernement des Etats-Unis se tient prêt à conclure au lendemain de la guerre.

Le discours du 27 mai fut très discuté. Les partisans de l'Entente reprochèrent au Président son neutralisme impénitent; les républicains-conservateurs lui reprochèrent son irréalisme, sa méconnaissance des problèmes diplomatiques. « *Une association universelle des nations...* s'écrie ironiquement M. Morton Fullerton; ainsi donc, après deux ans d'une guerre qui fait éclater à

tous les yeux la sottise d'une telle utopie, tel est le rêve indigne d'un chef d'Etat que forme le chef responsable d'un des premiers Etats du monde (1). » M. Morton Fullerton signerait-il encore ces lignes? Le chef responsable d'une grande démocratie parle toujours devant des foules sensibles aux seuls rêves : pour les atteindre il énonce des rêves. Mais il n'est pas coupable s'il sait en même temps poursuivre ses desseins. Qui en doute aujourd'hui? Le discours du 27 mai est un lien dans une chaîne serrée. Le dessein du Président était de familiariser le peuple des Etats-Unis avec l'idée d'une intervention dans le conflit européen; il avait très bien su le faire. Les Américains amis de l'Allemagne ou ennemis de la Grande-Bretagne le comprirent et signalèrent le danger. « Ne nous laissons pas entraîner dans les alliances étrangères », proteste le *Sun* du 29 mai. « Le Président ne nous propose rien moins que le bouleversement de notre politique traditionnelle, le renoncement à l'attitude que nous avons jusqu'à présent suivie avec tant d'application. » Le *Sun* voit juste, et discerne sans doute que si le Président Wilson parle de la paix avec tant d'insistance, c'est pour acheminer plus doucement vers la guerre le peuple dont il est le chef.

(1) *The American Crisis and the war*, p. 132.

X

LA RÉÉLECTION

Dès ce moment la période électorale est virtuellement commencée. Les événements se pressent en dehors des Etats-Unis et dans les Etats-Unis; mais pour le peuple américain l'échéance présidentielle les domine, les sous-entend tous. Quoi qu'il arrive, c'est elle qui préoccupe les esprits.

Woodrow Wilson sera-t-il réélu? Il sera candidat, nul n'en doute. Il l'avait annoncé dès février 1913. « Quatre années de pouvoir, avait-il écrit, c'est trop long si le Président n'est pas véritablement le porte-parole du peuple, s'il se laisse diriger et ne dirige pas. C'est trop court, si le Président est un homme qui fait ou entreprend de faire une grande œuvre réformatrice; le temps lui manque (1). » Il a contre lui le Parti républicain,

(1) Lettre à M. A. M. Palmers, citée par Ford, p. 319.

toujours fort de son ancien prestige et du soutien de la haute finance; les Ententophiles ardents qui lui en veulent de sa neutralité; les Germanophiles ardents qui lui en veulent de n'avoir pas interdit le commerce des armes et munitions avec l'Entente. Il a pour lui la masse du Parti démocratique, depuis si longtemps privé des avantages du pouvoir, et qui suit avec discipline, malgré les courtes rébellions, un chef qui l'honore et le sert; il a pour lui cette tradition qui conseille au peuple américain de garder en fonction un Président qui n'a pas démérité; il a pour lui, enfin, son immense travail, ses réformes acquises, ses réformes en cours, et cette activité sans relâche qui ne manque jamais les occasions.

Il presse le vote de la loi militaire. L'ancienne armée régulière était de 100.000 hommes; il la veut de 170.000, avec une réserve de 230.000 : soit 400.000. En arrière de cette première armée, il en veut une deuxième pour la garde du territoire : elle aussi comptera 400.000 hommes. Elle sera formée d'engagés volontaires : tel est le principe. Mais « si le nombre des engagés ne suffit pas à compléter les effectifs des bataillons, les hommes nécessaires seront prélevés dans la milice organisée ». La milice organisée comprend tous les hommes de 18 à 45 ans : c'est donc la conscription. Le Président Wilson

n'en a rien dit dans ses discours, mais il la veut et il l'obtient, il fait inscrire le principe nécessaire. Sur d'autres points qu'il estime de moindre importance, il fléchit. L'Etat-Major veut que l'armée nationale soit entièrement subordonnée à l'Etat Fédéral; le Parti démocratique veut que les milices d'Etat soient conservées et placées sous un certain contrôle des autorités militaires fédérales. Le Président refuse d'intervenir, laisse agir et vaincre son Parti.

La concession n'était pas heureuse, la preuve en fut bientôt fournie par les faits. L'inextricable affaire mexicaine, redevenue depuis quatre mois fort aiguë, obligea le Gouvernement des Etats-Unis à armer. Déjà 5.000 réguliers, commandés par le général Pershing, étaient entrés au Mexique et poursuivaient les bandes. Il fallut garder la longue ligne frontière, et le Président Wilson appela les milices d'Etat. C'était une expérience immédiate : elle donna des résultats lamentables. 63 0/0 des hommes appelés n'avaient aucune éducation militaire, et trois mois après leur appel beaucoup étaient encore sans équipements. Le Président Wilson eut une mauvaise presse à cette occasion. Il laissa dire, et on peut gager qu'il n'était pas tout à fait contrarié de ce que la bévue voulue par son Parti fût apparue si clairement.

Il fit voter d'autres lois encore : l'une relative à la marine de guerre, destinée à devenir la deuxième du monde : le Président Wilson admettait encore la suprématie maritime de la Grande-Bretagne. Une autre, relative à la marine marchande : le Président Wilson voulut que l'Amérique, jusqu'alors dominée par les vieilles industries navales d'Europe, s'en affranchît et possédât sa flotte pour le commerce mondial comme pour la guerre. Il voulait faire vite, et constituer, semble-t-il, une flotte d'Etat. Le Congrès lui résista, il fléchit encore. Il fut décidé que l'Etat ne pourrait continuer à posséder des navires plus de cinq ans après la conclusion de paix européenne. Mais il avait obtenu l'essentiel : 250.000.000 de francs pour achats et constructions. Un avenir proche devait montrer l'urgence de ces crédits et leur haute utilité nationale.

Ce n'est pas tout. Le Président Wilson n'oubliait pas l'œuvre sociale qu'il avait commencée. Deux lois, l'une sur le crédit rural, l'autre sur le travail des enfants dans les manufactures, restaient en suspens, et étaient très menacées par la clôture imminente de la session parlementaire : le Président voulut les sauver, et les sauva par un appel direct aux chefs de Partis. La loi qui protégeait le travail des enfants présentait des difficultés juridiques très grandes; promulguée par le pouvoir cen-

tral, elle devait s'appliquer à l'intérieur des Etats autonomes, contrairement à la Constitution, contrairement aux traditions même. Le Président l'avait reconnu et écrit quelques années auparavant. « Si la législation fédérale du travail des enfants dans les manufactures est adoptée telle qu'on nous la propose », écrivait-il, « elle fournira un exemple frappant d'un accroissement du pouvoir central quasi illimité et excédant tous les textes. » Mais le Président Wilson avait la passion du pouvoir central et nulle religion pour les textes : il obtint le vote de la loi âprement combattue par la haute industrie (1).

(1) Cette loi offre un exemple des procédures bizarres auxquelles l'Etat Fédéral Américain a recours pour étendre ses pouvoirs. Il est sans droit pour imposer aux Etats particuliers une législation uniforme du travail. Il y parviendra cependant, et voici comme : il évoquera son droit certain de régler les échanges commerciaux qui interviennent entre les Etats ; il interdira la circulation des produits qui n'auront pas été fabriqués selon les normes établies par la loi. C'est un tour de passe-passe, mais il est efficace. Tous les industriels, à moins qu'ils ne renoncent au bénéfice du marché fédéral et mondial, devront se conformer, n'employer aucun enfant âgé de moins de quatorze ans, et ne faire travailler les enfants âgés de moins de seize ans ni la nuit, ni plus de huit heures. — Un procédé analogue permettra au Gouvernement des Etats-Unis, lorsqu'il aura déclaré de la guerre, d'instituer une censure. Il laissa toute liberté d'appréciation aux journaux, mais s'il les trouve gênants, il leur refusera le concours des services postaux. Il ne les interdira pas. Il les étouffera.

Ce fut encore une loi sociale, soudaine, improvisée, et extrêmement discutable, qui termina les quatre premières années de sa présidence. En août 1916, quatre cent mille ouvriers des chemins de fer (mécaniciens, conducteurs, chauffeurs d'élite de la corporation) demandèrent impérativement une réduction des heures de travail : huit heures au lieu de neuf ou de dix. Les Compagnies refusèrent et proposèrent l'arbitrage. Les ouvriers refusèrent l'arbitrage et annoncèrent qu'ils commenceraient leur grève le 4 septembre. De Philadelphie à San-Francisco, des Grands lacs du Nord à la Nouvelle-Orléans, tous les transports seraient suspendus. La menace était grave, et les ouvriers avaient habilement choisi leur instant pour menacer avec brutalité : neuf semaines restaient à courir avant l'élection présidentielle, et les républicains conservateurs avaient beau jeu contre M. Wilson si une grande crise sociale était le dénouement de son administration. Les chefs ouvriers le sommaient d'agir législativement : il agit avec son énergie coutumière, mais une énergie peu fière. Le 29 août, il vint en personne au Congrès comme il avait fait quatre mois auparavant pour lire son ultimatum à l'Allemagne. Il y venait cette fois pour céder à un ultimatum. Il demanda le vote immédiat d'une loi dont la disposition essentielle accordait aux ouvriers la journée légale de

huit heures. La concession était pénible, et le long discours présidentiel qui la réclamait fut trouvé déplaisant. Le Président Wilson aurait pu avoir un mot sévère pour ces sociétés ouvrières qui refusaient l'arbitrage et prenaient leur pays à la gorge; un tel jugement aurait très bien convenu au tour moral de ses messages. Mais il s'en garda bien; il blâma, plutôt que les Syndicats, les Compagnies. Il aurait pu rappeler qu'il n'était pas sans armes pour défendre le pays contre les chantages exercés par une corporation : il n'en fit rien. Il laissa un peu trop apparaître l'urgent besoin qu'il avait de la faveur des masses et de leur vote. Le 31 août, la loi, à peine modifiée, fut votée, et ainsi la grève évitée. Telle fut la dernière, et la moins glorieuse, de ses victoires.



Il avait rudement travaillé, cet homme qui six ans auparavant n'était qu'un universitaire de distinction. Le peuple des Etats-Unis se sentait dans la main d'un chef : tel est son goût. Il ne résiste pas au pouvoir personnel : il l'acclame, et la résistance de quelques esprits, d'ailleurs peu nombreux, contre cet entraînement national,

(1) 21 novembre 1916.

est sans effet. M. George E. Boren dénonce, dans le *Sun*, la « *politique darwinienne* » introduite aux Etats-Unis, en doctrine et en fait, par le Professeur Président Wilson. Professeur, il déniait toute valeur aux principes : « Les Constitutions, écrivait-il, sont ce que les hommes politiques les font. » Président, que fait-il du Gouvernement des Etats-Unis? Il l'humilie, il le fait plier sous la menace d'une grève; il atteint gravement la liberté des Etats; il menace la liberté des industries en faisant du pouvoir central l'acheteur, l'exploitant d'une flotte : « La Constitution, ainsi comprise, ne signifie plus rien que ce que peut demander à n'importe quel instant une opinion publique en proie aux hérésies et aux hystéries. » M. George E. Boren parle sans justesse : la Constitution, telle que la comprend le Président Wilson, n'obéit pas aux caprices de l'opinion publique; elle obéit essentiellement à un chef, qui connaît l'opinion publique, mais qui l'interprète avec liberté et lui donne ses directions. Telle est sa doctrine et telle est bien sa pratique : il lui arrive de fléchir, de céder, de se courber bas dans ses concessions, il lui arrive de faire à la démagogie sa part et c'est une nécessité dans un régime démocratique : mais il n'est pas un démagogue, il est un dictateur.

Ecoutons sa voix dictatoriale. Le 3 septembre 1916,

il prononce le premier discours de sa campagne électorale. Il rappelle son œuvre économique et sociale : la révision des tarifs douaniers, la création d'une marine marchande, d'une Banque Fédérale, d'un service national pour le placement ouvrier; la loi fédérale pour la protection du travail des enfants... Il énumère avec simplicité tant de victoires. L'énumération seule suffit à sa fierté. Il parle ensuite des problèmes extérieurs. Il a été patient avec le faible Mexique, il s'en félicite, et il continuera. Il s'est élevé avec intransigeance contre des méthodes de guerre maritime qui avaient détruit des vies américaines : il s'en félicite, et il continuera, et il luttera avec la dernière énergie contre les citoyens américains qui, traîtres à l'Amérique, restent loyaux à leur ancienne patrie. L'avenir enfin : le Président Wilson envisage les problèmes nouveaux, les perspectives imprévues, immenses. La Grande guerre les ouvre toutes. Il ne dit pas un mot qui laisse deviner que les Etats-Unis y doivent prendre part : sa politique le lui défend. Mais il affirme avec force que les Etats-Unis doivent participer à la paix. Qu'est-ce à dire? Le seul moyen de participer à une paix, c'est de participer d'abord à une guerre, et la suite le prouvera. Ecoutons le Président Wilson :

La paix devra être juste et durable, et nous, ici en

Amérique, nous devons contribuer avec tout notre enthousiasme et toute notre autorité, en tant que nation, à organiser sur des fondations mondiales une paix qu'il ne soit plus facile d'ébranler. Il ne serait pas juste qu'une nation se trouve entraînée dans une querelle qui n'intéresse ni son honneur, ni son intégrité, ni la fortune de ses peuples; mais il n'est plus possible qu'une nation reste neutre en présence d'une attaque arbitraire qui trouble la paix du monde. Il n'est plus possible de confiner dans la zone des batailles les conséquences d'une guerre. Il n'est plus possible qu'une nation sépare sa destinée et se tienne à l'écart quand la vie et les intérêts de toutes les nations sont troublés et menacés. Si le travail confiant, généreux, doit jamais être ranimé; si les arts bienfaisants de la vie doivent jamais revivre dans la paix, il faut qu'une nouvelle atmosphère de justice et de fraternité soit produite au monde par des moyens que l'humanité n'a jamais essayés Les nations du monde doivent s'unir pour se garantir mutuellement qu'aucune action tendant à troubler la vie du monde tout entier ne sera jamais exécutée avant d'avoir été soumise à l'audience de l'opinion mondiale.

Telles sont les fondations nouvelles que le monde devra se construire, et dans cette reconstruction nous aurons notre rôle à jouer, généreusement et sans trop penser à nos intérêts séparés. Nous devons nous tenir prêts à la remplir intelligemment, vigoureusement et bien... C'en est fait de notre provincialisme traditionnel. Que nous le voulions ou non, nous aurons à jouer un rôle directeur (a leading part) dans le drame mondial. Nous prêterons, nous n'emprunterons pas; nous agirons par nous-mêmes, nous n'imiterons ni ne suivrons; nous organiserons, nous prendrons les initiatives...

Cette paix mondiale, il faudra lui faire porter ses fruits; il faudra produire, échanger les biens de la terre. Les Etats-Unis auront leur part, qui sera grande, en ce travail de renaissance humaine. Les nations auront d'urgents besoins, il faudra les satisfaire. Les exportateurs américains seront aidés : si quelque chose dans les lois dirigées contre les trusts gêne leurs groupements, ces lois seront révisées. Leurs entreprises lointaines ne seront pas gênées. « Ils auront le champ libre, on leur mettra les instruments en mains. Le Gouvernement des Etats-Unis aura pour tâche de veiller à ce que les conditions des échanges entre les nations demeurent équitables et loyales. » Le Président termine son discours par une péroraison vibrante.

C'en est fini du petit américanisme, dit-il, des vues étroites et des industries protégées... Enfin se lève pour les Etats-Unis le jour des grandes entreprises dont le champ est le vaste monde... Nous espérons que, stimulée par les temps nouveaux, l'Amérique tout entière, les Républiques des deux continents se rapprocheront pour vivre d'une vie nouvelle et prendre des initiatives communes dans les travaux de la paix. Nous sommes les Américains d'une grande Amérique et nous nous réjouissons de voir venir les jours où l'Amérique s'efforcera de stimuler le monde sans l'irriter, sans susciter des antagonismes nouveaux... Tels sont donc les actes et les espérances avec lesquels nous allons au pays.



Le jour du vote approche. Qui sera l'élu? Wilson gagnera-t-il? Ce n'est pas sûr. Sa situation personnelle est forte, mais les difficultés électorales qu'il rencontre sont nombreuses. En 1912, nous l'avons vu, il n'avait réussi que par la division de ses adversaires. Les voix obtenues par le progressiste Roosevelt et par le républicain Taft, massées contre lui, l'auraient mis en minorité de 1.300.000 voix. Or, cette année, Progressistes et Républicains se sont unis : Hughes, un ancien Gouverneur de l'Etat de New-York, l'un des neuf juges de la Cour Suprême, un homme capable, mais, comme on dit là-bas, sans magnétisme, est leur candidat. Wilson doit donc avant toute chose gagner 1.300.000 voix. C'est un chiffre fort, et les plus confiants ne peuvent se soustraire au doute. La guerre ne préoccupe plus le peuple américain. Il est tout à Wilson et à Hughes, à leurs discours, à leurs personnes; tout possédé par l'excitation de la course engagée entre les deux hommes.

Allons voir, allons écouter le Président Wilson dans son intérieur même. Un journaliste de grand talent, Mlle Ida M. Tarbell, nous introduit auprès de lui. Le voici dans sa maison rurale de Shadow Lawn. Il vient

au-devant de la visiteuse, il lui fait grand accueil, aimable puisqu'il a décidé d'être aimable. « Un Président, oui, écrit-elle, toujours le Président; mais aussi un gentleman, qui vous ayant invitée à sa table, vous traite en amie, s'intéresse aux choses qui vous intéressent, et a la franche volonté, non pas de vous parler, mais de causer avec vous. » Il aborde les questions politiques, si la visiteuse l'en prie; mais il les aborde avec une sorte de détachement. Il est Président, il gouverne selon sa conscience; s'il est réélu, il fera de son mieux; s'il n'est pas réélu, il redeviendra un universitaire; il se tient toujours prêt à servir, et il attend. Mlle Ida M. Tarbell l'interroge sur ses lectures :

— Depuis quatorze ans, répondit-il, je n'ai pas lu un livre sérieux. Quelques romans de police, ce sont les seuls qui me détendent. Les romans modernes sont trop chargés de problèmes. Les problèmes, j'en ai assez. Quelques vers parfois : je rouvre un de mes poètes favoris. Il y a tels passages de Tennyson qui m'ont été de grand secours. Je ne connais personne qui ait exposé mieux que Tennyson la théorie du gouvernement populaire. Vous rappelez-vous?

A nation yet, the rulers and the ruled,
Some sense of duty, something of a faith,
Some reverence for the laws ourselves have made,

Some patient force to change them when we will,
Some civic manhood firm against the crowd... (1).

— *Ferme contre la foule,* répète le Président, *ferme contre la foule,* voilà le difficile, voilà notre danger!

Et il rappelle la résistance qu'il a dû opposer à certaines excitations chauvines. Mais le rappel n'est ni amer ni triste. Le Président n'a pas un doute sur la solidité de l'accord qui l'unit à son peuple.

— Je crois qu'il n'y a pas un homme vivant qui soit plus saturé de pensée américaine que moi; j'ai vécu d'elle toute ma vie. Quand je cherche à démêler ce que le peuple pense et que je l'exprime, s'il se produit d'abord un désaccord, je ne m'en étonne pas, mais j'ai bonne confiance que ses pensées se rallieront aux miennes. A une adhésion hâtive, je préfère de beaucoup une adhésion réfléchie.

Suivons notre personnage et glissons-nous dans l'un de ces meetings où des milliers d'auditeurs viennent

(1) Une nation, ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés.
Un certain sens du devoir, une sorte de foi,
Un certain respect pour des lois que nous-mêmes avons faites,
Une certaine force patiente pour les changer quand nous voulons,
Une certaine virilité civique ferme contre la foule...

écouter avec une discipline et un silence qui étonnent, les candidats à la Présidence. Le 27 octobre 1916, Wilson parle à Cincinnati. Il attaque la haute banque dont le monopole a été renversé par la Banque Fédérale qui est son œuvre.

— Nous sommes-nous affranchis, dit-il, pour que de nouveaux venus se permettent d'être impertinemment nos maîtres? Je ne me chargerai pas de conduire vos affaires et vous savez très bien que je ne saurais pas comment m'y prendre...

— Si! Vous les conduisez très bien! lui crie la foule; et elle l'acclame.

— Non, chers concitoyens, répond-il; j'essaye seulement de comprendre ce que vous voulez que je fasse, et je le fais.

Qu'il est soudain loin de nous, le haut universitaire que nous visitions tout à l'heure, et qui nous récitait des vers de Tennyson! Nous étions sous les ombrages de quelque Oxford. Dans quel Cincinnati, dans quel Ohio, sommes-nous soudain portés?

Un autre jour il parle à Omaha en Nébraska. Les Indiens disparus ont laissé là les noms de leur langage musical. C'est le centre le plus lointain, l'Atlantique et le Pacifique sont à distance égale; c'est l'Etat le plus rural, la population la plus indifférente à tout ce qui

n'est pas de son terroir. Le Président Wilson est le bienvenu à Omaha: il a maintenu la paix, c'est tout ce qu'on sait, c'est assez pour qu'on l'aime et veuille le garder. On lui fait grand accueil et la réception prend toutes les allures d'une manifestation pacifiste.

— Il nous a sauvés de la guerre! criait-on.

He kept us out of war; c'était un cri convenu et partout répété. On criait encore :

— Qui a sauvé la nation?

— Wilson! répondait la foule avec ensemble; et des voix détachées ajoutaient :

— Hurrah pour le pacificateur!

Le Président Wilson savait qu'il bénéficiait de cette reconnaissance des foules pour une paix qu'il avait maintenue, mais que sans doute il ne pourrait plus maintenir. Sa situation ne laissait donc pas d'être délicate. Il eût pu essayer d'exploiter cette reconnaissance: c'eût été un moyen malhonnête, mais puissant, de succès immédiat. Tout au contraire; il se conduisit en honnête homme, estimant sans doute que l'honnêteté était en cette grave matière le vrai conseil du politique. Il n'avait jamais laissé passer une occasion de prévenir les foules trop heureuses : oui, il avait maintenu la paix, et il acceptait les remerciements, car il l'avait maintenue à grand'peine; mais cette peine même était

le signe du péril et le peuple des Etats-Unis devait se tenir prêt à la guerre toujours menaçante, de plus en plus menaçante... Que de fois il avait ainsi parlé!

L'accueil d'Omaha l'inquiéta, l'émut peut-être, et il crut devoir répondre à la manifestation pacifiste la plus ardente qu'il eût traversée par le discours avertisseur le plus énergique qu'il eût prononcé. Il rappela d'abord à ce peuple du Nébraska la rude histoire de ses origines : sa terre conquise sur l'Indien, occupée, défrichée par des cultivateurs armés; et une transition brusque l'amène à la guerre :

Il y a autant de combativité en Amérique que dans n'importe quelle nation du monde, déclare-t-il.

Nous avons un programme pour la vie domestique de l'Amérique : nous ne l'oublierons pas. Mais nous n'avons jamais formulé avec la netteté voulue notre programme pour la vie extérieure de l'Amérique, pour le rôle qu'elle va jouer dans le monde : il est impératif que nous le fassions sans retard.

...Nous n'avons jamais oublié, vous le savez, et nous avons toujours considéré avec respect le conseil du grand Washington, qui nous avisait d'éviter toute compromission extérieure. Il voulait dire par là, si je l'entends bien, que nous devions éviter de nous laisser entraîner par les ambitions et les desseins particuliers des autres nations. Mais il ne voulait pas dire — me sera-t-il permis de risquer ici une interprétation des paroles de ce grand homme — que nous devions éviter les compromissions

du monde ; car de ce monde nous sommes une part et rien de ce qui est de lui ne peut nous être indifférent

Que le monde entier le sache : nous sommes prêts à dépenser nos forces sans réserve pour préserver la paix dans l'intérêt de l'humanité. Ce qui trouble la vie du monde tout entier, concerne le monde tout entier, et c'est notre devoir de mettre notre force entière au service d'une Ligue des nations instituée pour réprimer quiconque voudra troubler la paix.

Si quelqu'un vous demande : « Voulez-vous vous battre ? » Répondez : « Oui, mais je veux me battre pour une cause qui en vaille la peine. » Vous ne voulez pas d'une querelle mesquine. Vous ne voulez vous intéresser qu'à une seule querelle : celle dans les détours de laquelle sont inscrits les textes mêmes des Droits de l'homme. Le sang humain, s'il est nécessaire, sera versé : mais vous voulez que ce soit pour une cause noble, et telle que tous les contrats de la liberté soient scellés par le sang des hommes libres.

Le Président parlait avec ardeur, et le peuple du Nébraska l'acclama, affirme la *New-York Tribune*, à chaque phrase. Avait-il compris, ce peuple lointain ? Ce n'est pas sûr. Mais le Président pouvait-il, sans semer la panique, en dire davantage ? Il ne le pouvait pas.

Ainsi le Président prévenait les pacifistes. Plus catégoriquement encore il avertissait les Germano-Américains. Le Président d'une Ligue qui était de leur bord lui envoya un télégramme hostile :

Nous vous répétons l'expression de la désapprobation que le peuple éprouve pour votre politique anglophile. Vous n'avez pas su faire respecter tous les droits des Américains; vous avez été humble vis-à-vis de l'Empire Britannique; vous avez approuvé les emprunts de guerre et le trafic des munitions : telles sont les bases de la campagne électorale.

La réponse fut immédiate et rendue publique avec le texte qui l'avait provoquée :

Télégramme reçu. — Serais profondément mortifié si vous, ou quelqu'un comme vous, votait pour moi. Puisque vous avez accès auprès d'Américains déloyaux, ce qui n'est pas mon cas, je vous demande de leur communiquer ce message. — Woodrow Wilson.



Au matin du 7 novembre, tous les doutes subsistaient. Qu'une telle élection ait été disputée et difficile, il n'y a là rien qui surprenne. Ce qui surprend, ce qui, le dirons-nous en si grave matière, prête à sourire, c'est la mesquinerie et le mal-à-propos des difficultés. Il n'y a qu'une question, en novembre 1916, pour les Etats-Unis, et c'est la Grande Guerre : y seront-ils acteurs ou spectateurs? Dans les chancelleries d'Europe et à la Maison-Blanche, on y pense. Mais le peuple des Etats-Unis, solennellement consulté, n'y pense pas.

Le problème est trop complexe, les données sont trop nombreuses et lointaines. Le peuple ignore et se tait. Les deux candidats en présence ne demandent aucun mandat, et nul ne cherche à leur en dicter un. La question qui seule importe n'est pas posée. Aucune autre ne lui est d'ailleurs substituée. En Amérique comme en Europe, la vie est suspendue par les fatalités du cataclysme. Ainsi la double campagne de Wilson et de Hughes est singulièrement caractérisée par une entière absence de programme. Les deux hommes se montrent, parlent; mais ils n'annoncent aucune réforme, aucune décision. C'est le vide. Dans le vide, comment mesurer les chances et prévoir l'issue? On voudrait savoir de quel côté vont se porter les voix des Germano-Américains. Vaine demande; les Germano-Américains, également insultés par les deux candidats, voteront au hasard des intrigues locales. On voudrait savoir quel sera le candidat préféré des femmes, qui participent pour la première fois, au nombre de trois ou quatre millions, à l'élection présidentielle. Vaine demande: les voix des femmes se disperseront comme celles des hommes dans ce terne combat. L'événement seul pourra instruire, il faut l'attendre.

On l'attendit longtemps, car le scrutin fut aussi lent à débrouiller qu'il avait été difficile à prévoir. Les pre-

miers résultats trompèrent : les deux grands Etats de l'Est, la Pensylvanie et l'Etat de New-York, avaient voté massivement contre Wilson : le nombre de leurs délégués était de 82. L'Illinois, avec ses 29 voix, les suivit : Wilson était au départ handicapé de 111 voix. Les journaux Républicains hissèrent dans New-York le fanal rouge de la victoire, et le lendemain annoncèrent en lettres géantes :

Hughes élu avec 290 *voix.*
Peut-être 312, 7 *Etats douteux.*

La nouvelle atteignit l'Europe, et Wilson fut pendant vingt-quatre heures traité comme un vaincu. Il put alors compter ses vrais amis, et le compte ne fut pas long. Mais dès l'après-midi du 8 novembre, les doutes recommencèrent. Des majorités faibles mais nombreuses, obtenues dans les Etats de l'Ouest et du Centre, renversaient les pronostics. Le 10 au soir, Wilson obtenait 251 voix, Hughes 242. Le total des voix étant de 531, il en fallait 266 au moins pour être élu. Wilson avait les chances. Le 11 au soir, il les avait encore, quoique toujours douteuses. Restaient à connaître les résultats de la Californie et du Minnesota, si disputés qu'on ne parvenait pas à terminer les comptes. La Californie avait 900.000 électeurs. Une majorité démocratique de

3.700 voix valut à Wilson les voix de 13 délégués. Le Minnesota avait 360.000 électeurs : une majorité de 500 voix valut à Wilson 12 délégués.

L'élection était acquise : Wilson avait 276 voix, Hughes en avait 255. Compté en votes populaires, le scrutin s'établissait ainsi :

Wilson (Dém.)........	9.116.296
Hughes (Rép.)........	8.547.474
Benson (Soc.)	750.000
Divers.	235.206

Le Président Wilson avait donc obtenu 2.800.000 voix de plus qu'à sa première élection. Mais ce gain n'était pas fait tout entier de voix déplacées. Les voix nouvelles étaient nombreuses, le corps électoral s'étant accru de trois millions et demi en quatre ans.

On eut beau scruter les chiffres et chercher la signification des votes : on ne trouva guère. Des causes infiniment petites, sembla-t-il, avaient déterminé ici telle majorité, là telle autre.

Si quelque sentiment prévalut pour déterminer l'issue, ce fut sans doute la prudence et la modestie des masses. Elles connaissaient Wilson; il avait gouverné sans catastrophe dans un temps catastrophique; il avait à peu près tenu ses promesses. Elles le gardaient. *Let us keep this proven man! Gardons cet homme éprouvé!* Ç'avait

été l'une des formules de la campagne électorale, et la plus convaincante.

« L'homme éprouvé » avait donc devant lui quatre années de magistrature suprême, et les dernières : ainsi libéré des préoccupations électorales, il était libre de penser exclusivement au bien du pays et, comme disaient les anciens, à sa propre gloire. Singulier détour de l'histoire ! Cet usage absolu, qui limite à deux termes le pouvoir présidentiel, a pour origine le retrait volontaire de Jefferson : le vieux démocrate voulut prévenir, par l'exemple qu'il donnait, tout retour ultérieur d'un pouvoir personnel. Il ne prévoyait assurément pas que cette limitation même aurait un jour pour effet d'accroître le pouvoir présidentiel et de le rendre, pour un temps court, mais suffisant, dictatorial.

XI

LA GUERRE

Nous voici bien près du terme. Les événements auxquels nous touchons maintenant débordent sur nos jours mêmes, ils appartiennent au présent plus encore qu'au passé, et le moment n'est pas venu où il soit possible de les raconter dans leur ensemble.

Hâtons-nous sur la voie rapide. Que fera le nouvel élu? Interviendra-t-il? Un mouvement d'opinion très fort le souhaite et veut qu'il propose sa médiation. Le Président a des raisons sérieuses pour écouter cette réclamation publique. Il n'ignore pas que les Allemands construisent de nouveaux sous-marins, qu'ils préparent une reprise de leur guerre sous-marine, et que le troisième printemps amènera encore une crise. Ce sera la troisième, et le Président a tout lieu de penser qu'elle sera décisive et entraînera la guerre. Or il ne veut pas

que la guerre le surprenne. Elle vient vers lui, et il la voit venir, il veut lui-même aller vers elle, et s'approcher en manœuvrant du cataclysme. Sa première démarche sera un appel à la paix, une demande aux belligérants sur leurs intentions et leurs buts. Le Président prépare cet appel, et quel que soit le secret dont il s'entoure, la nouvelle s'ébruite : le 23 novembre on connaît les projets du Président à Berne, à Vienne, à Berlin; on les commente avec vivacité. Un démenti officieux donné à Washington calme à peine la rumeur. Le 26 novembre, l'ambassadeur Gérard est à Washington. Il voit le Président, déjeune avec l'ambassadeur Bernstorff puis aussitôt s'en retourne à Berlin où, parlant dans un banquet, il laisse entendre à mots couverts qu'une reprise de la guerre sous-marine interromprait les bons rapports de l'Allemagne et des Etats-Unis. Nous voici en décembre. Le Président travaille toujours, et son dessein est sans doute de publier un appel pacifique au moment des fêtes de Noël. Mais voici qu'une autre rumeur s'élève : elle vient de Vienne, de Berlin; elle annonce quelque événement mystérieux; le Reichstag est convoqué pour le 12 décembre, et le Chancelier parlera. Au jour dit, il parle et lance un appel à la paix.

Est-ce une rencontre? Elle serait singulière. Cette

idée depuis si longtemps mûrie en Amérique, d'où vient que Bethmann-Hollweg s'en empare à l'instant même où un autre chef d'Etat va la faire sienne? Il semble que ce soit une manœuvre habile. La Chancellerie allemande ne veut pas laisser à un autre le bénéfice d'une belle attitude. Elle sait mieux que personne quels événements surviendront en avril, et elle se fait cauteleuse pour excuser les brutalités qu'elle prépare. Elle adresse son appel aux Etats neutres : « Nous sommes persuadés, dit-elle, que les propositions que nous apportons et qui visent à assurer l'existence, l'honneur et le développement de nos peuples, seraient propres à servir de base à l'établissement d'une paix durable. Si malgré cette offre de paix et de conciliation la lutte devait continuer, les quatre puissances alliées sont déterminées à la continuer jusqu'à une fin victorieuse, en déclinant solennellement toute responsabilité devant l'humanité et l'histoire. »

Le Président Wilson fut extrêmement contrarié. La Prusse, cette fois encore, avait mobilisé la première et déconcerté son adversaire par sa vitesse. Qu'allait-il faire? Renoncer à la partie parce qu'il avait perdu la première manche! Il persista, et, le 18 décembre, publia l'appel qu'il avait préparé.

Cet appel était extrêmement prudent. Le Président

Wilson se défendait « de proposer la paix, même d'offrir une médiation ». Il suggérait seulement « que des sondages fussent effectués, afin qu'on commence à savoir à quelle distance on se trouvait encore de ce hâvre de paix vers lequel toute l'humanité tendait avec une force intense et croissante ». Il indiquait certains points sur lesquels il semblait que les belligérants se trouvassent d'accord : nécessité d'une paix libérale, durable, garantie. Il annonçait enfin, et c'était une des paroles les plus significatives de l'appel, que si la guerre venait à durer, « *la situation des nations neutres, déjà extrêmement dure, pourrait être rendue totalement intolérable* ».

La coïncidence des deux notes étonna d'abord. L'Allemagne en avait appelé aux neutres. Le plus puissant des Etats neutres semblait lui répondre. Quelques-uns crurent même que le Président Wilson, d'accord avec l'Allemagne, s'employait à imposer la paix qu'elle avait proposée. Il y avait des apparences.

L'Entente répondit avec courtoisie et détails. Les Empires centraux répondirent en dix lignes où le dédain transperçait. Etait-ce fini, et n'y aurait-il pas d'autre suite à ces publications qui avaient suscité tant de colères, d'espérances et d'attente mêlées? Mais le Président poursuivait son dessein. Le 21 janvier 1917, il parut au Sénat et lut un long message qui étonna pro-

fondément les chancelleries et les peuples. Le Président, s'élevant au-dessus des contingences de la guerre et de la paix actuelle, définissait les conditions d'existence de cette société des nations que le peuple des Etats-Unis, affirmait-il, avait pour mission de fonder. Il reprenait, il développait les principes antérieurement posés dans le discours qu'il avait adressé au Congrès de la *Ligue pour imposer la Paix,* le 27 mai 1916. Donnons en entier ce texte considérable (1) :

MESSAGE DU PRÉSIDENT WILSON AU CONGRÈS AMÉRICAIN COMMUNIQUÉ AUX ÉTATS BELLIGÉRANTS

(*Note dite du 22 janvier* 1917)

Messieurs les Membres du Congrès,

Le 18 décembre dernier, j'ai adressé une note identique aux Gouvernements actuellement en guerre, en leur demandant de déclarer d'une façon plus définie que ne l'avait fait encore aucun des deux groupes de belligérants, les conditions auxquelles ils jugeaient possible de faire la paix.

(1) Il existe une traduction dite « officielle », qui a été souvent reproduite, et qui est bien mauvaise. Nous nous sommes beaucoup aidés en la modifiant de la belle et intelligente traduction donnée par M. Désiré Roustan dans son recueil intitulé : *Pourquoi nous sommes en guerre,* où il a réuni sept messages du Président Wilson.

J'ai parlé au nom de l'humanité et des droits de toutes les nations neutres comme la nôtre, dont beaucoup voient leurs intérêts les plus vitaux courir des risques constants.

Les puissances centrales, d'accord pour répondre, ont déclaré purement et simplement qu'elles étaient prêtes à se rencontrer dans une conférence avec leurs antagonistes pour discuter les conditions de la paix.

Les puissances de l'Entente ont répondu d'une façon beaucoup plus nette. En termes généraux, certes, mais suffisamment définis pour laisser entrevoir d'autres précisions, elles ont énoncé les arrangements, les garanties et les actes de réparation qu'elles jugent indispensables pour un règlement satisfaisant.

Nous nous trouvons ainsi rapprochés d'un débat précis sur la paix qui terminera la guerre actuelle. Nous nous trouvons ainsi d'autant plus rapprochés du débat d'où sortira cette entente internationale qui dorénavant tiendra le monde en paix.

Dans toute discussion de la paix qui doit mettre fin à cette guerre, il est admis d'abord que cette paix doit être suivie de quelque union de puissances, bien définie, laquelle rendra virtuellement impossible que pareille catastrophe nous accable jamais de nouveau. Voilà ce que doit admettre d'abord tout homme aimant l'humanité, tout homme réfléchi et de bon sens.

J'ai cherché cette occasion de m'adresser à vous parce que j'ai pensé que je devais à cette Assemblée, à laquelle incombe en même temps qu'à moi le soin de déterminer en dernier ressort nos obligations internationales, de lui révéler sans réserve les idées et les buts qui ont pris forme dans mon esprit, au sujet du devoir de notre Gouvernement dans les jours prochains, quand il sera nécessaire

de poser de nouveau et sur un nouveau plan les bases de la paix parmi les nations.

Il est inconcevable que le peuple des Etats-Unis ne doive jouer aucun rôle dans cette grande entreprise. Participer à une telle mission, c'est une conjoncture à laquelle il s'est délibérément préparé grâce aux principes mêmes et à l'esprit de sa politique, grâce aux traditions toujours approuvées de son Gouvernement, depuis ces jours où il institua une nation nouvelle, avec le haut et honorable espoir qu'il pourrait montrer à l'humanité, par toute sa manière d'être et de faire, le chemin vers la liberté.

L'honneur lui interdit de se dérober à la tâche pour laquelle il va lui être fait appel. Il ne la recherche pas, mais il se doit à lui-même et il doit aux autres nations du monde de déclarer à quelles conditions il se sentira libre de l'accomplir.

Ce service n'est rien moins que le suivant : Ajouter son autorité et son pouvoir à l'autorité et à la force des autres nations pour garantir la paix et la justice dans le monde. Un pareil règlement ne saurait être maintenant longuement différé. Il est juste qu'auparavant ce Gouvernement formule franchement les conditions auxquelles il se sentirait autorisé à faire approuver par notre peuple son adhésion formelle et solennelle à une Ligue pour la paix. Je suis ici pour essayer de déclarer ces conditions.

D'abord il faut mettre fin à la guerre actuelle, mais nous devons dire, pour être sincère et pour éclairer comme il est juste l'opinion de l'humanité, qu'en ce qui concerne notre participation aux garanties de la paix future il importe extrêmement de saisir de quelle façon et en quelles conditions la guerre sera terminée.

Les traités et les accords qui la termineront doivent stipuler les clauses qui créeront une paix digne d'être garantie et préservée, une paix qui obtiendra l'approbation de l'humanité, et non pas seulement une paix qui servirait les intérêts particuliers et les buts immédiats des nations engagées.

Nous n'aurons pas de voix pour déterminer quelles seront ces conditions, mais nous aurons, j'en suis sûr, une voix pour déterminer si elles doivent oui ou non être rendues durables par les garanties d'une convention universelle, et notre opinion sur ce qui est préalable, fondamental et essentiel pour atteindre ce but, doit être exprimée maintenant et non pas après, quand il pourrait être trop tard.

Une convention en vue d'une paix coopérative qui ne comprendrait pas les peuples du Nouveau Monde ne pourrait suffire à assurer l'avenir contre la guerre, et d'autre part il n'y a qu'une sorte de paix que les peuples d'Amérique pourraient concourir à garantir. Les éléments de cette paix doivent être des éléments qui inspirent confiance au Gouvernement Américain et qui correspondent à ces principes; des éléments compatibles avec la foi et les convictions politiques que les peuples de l'Amérique ont une fois pour toutes adoptées et entrepris de défendre. Je ne veux pas dire par là qu'un Gouvernement Américain mettrait obstacle à des conditions de paix quelles qu'elles fussent, si les Gouvernements actuellement en guerre les acceptaient, ou cherchaient à les bouleverser quand elles seraient établies quelles qu'elles soient. Je considère seulement comme admis que de simples conditions de paix entre les belligérants ne satisferont pas les belligérants eux-mêmes.

Des accords seuls ne peuvent assurer la paix Il sera absolument nécessaire qu'une force soit créée garantissant la permanence de l'accord, une force tellement supérieure à celles de toutes les nations actuellement engagées ou à celles de toute alliance jusqu'ici formée ou projetée, que pas une nation, pas une combinaison probable de nations, ne puisse l'affronter ou lui résister.

Pour que la paix à venir soit durable, il faut qu'elle soit assurée par la force supérieure organisée de l'humanité. Les conditions de la paix qui sera conclue détermineron si la paix sera telle qu'une telle garantie puisse lui être assurée. La question dont dépendent la paix et la politique futures du monde est celle-ci : la guerre actuelle est-elle une lutte pour une paix juste et assurée, ou seulement pour un nouvel équilibre de puissances? Si elle est seulement une lutte pour un nouvel équilibre de puissances, qui garantira, qui peut garantir la stabilité du nouvel accord?

Seule une tranquille Europe peut être une Europe stable. Il doit y avoir, non pas un équilibre de puissances, mais une société de puissances; non pas des rivalités organisées, mais une paix commune organisée.

Heureusement, nous avons reçu des assurances très explicites sur ce point. Les hommes d'État des deux groupes de nations actuellement dressées les unes contre les autres ont dit, en des termes qui ne prêtent à aucun contre-sens, qu'ils ne songeaient absolument pas à écraser leurs antagonistes. Mais les affirmations implicitement contenues dans ces assurances peuvent ne pas être également claires pour tous, elles peuvent ne pas être les mêmes des deux côtés de l'eau. Je pense qu'il sera utile que j'essaye d'exposer de quelle manière nous les entendons.

Elles impliquent avant tout que ce doit être une paix sans victoire. Ce n'est pas une chose agréable à dire. Je prie qu'on me permette d'interpréter moi-même ces mots, je prie qu'on veuille bien croire que cette interprétation que je donne est la seule qu'il y ait jamais eue dans ma pensée. Je ne cherche qu'à regarder les réalités en face et sans faiblesse.

Une victoire signifierait une paix imposée au perdant, les conditions du vainqueur imposées au vaincu. Elle serait acceptée dans l'humiliation, par contrainte, au prix de sacrifices insupportables et laisserait une morsure, un ressentiment, un souvenir amer ; la paix serait posée, non fondée ; la base n'en serait qu'un sable mouvant. Seule une paix entre égaux peut durer, seule une paix dont les principes mêmes soient l'égalité et une participation commune à un bénéfice commun, un juste règlement des questions territoriales, des questions de race ou de nationalité.

L'égalité des nations sur laquelle doit reposer la paix, pour être durable, doit être une égalité des droits ; les garanties échangées ne doivent ni reconnaître, ni impliquer une différence entre les nations grandes ou petites, entre celles qui sont puissantes et celles qui sont faibles. Le droit doit être basé sur la force collective et non sur la force individuelle des nations, de l'accord desquelles la paix dépendra.

Il ne saurait y avoir, bien entendu, d'égalité de territoires ou de ressources, ni aucune autre sorte d'égalité qui ne serait pas obtenue par le développement normal, pacifique et légitime des nations elles-même. Mais personne ne demande ni ne s'attend à rien de plus qu'à une égalité des droits. L'humanité aspire maintenant à une libre existence et ne recherche pas des équilibres de puissances.

Et il s'agit ici de quelque chose de plus profond que de l'égalité des droits entre nations organisées.

Aucune paix ne peut durer ou ne devrait durer, qui ne reconnaîtrait pas et n'accepterait pas le principe que les gouvernements reçoivent tous leurs justes pouvoirs du consentement des peuples gouvernés, et qu'il n'existe nulle part aucun droit permettant de transférer les peuples de potentat à potentat, comme s'ils étaient une propriété. Je considère comme admis, s'il m'est permis de citer ce seul exemple, que les hommes d'Etat de tous pays conviennent qu'il devrait y avoir une Pologne unie, indépendante et autonome, et que désormais une sauvegarde inviolable de l'existence du culte, et du développement social et industriel devrait être garantie à tous les pays qui ont vécu jusqu'ici sous la domination des gouvernements attachés à une foi et à des buts politiques en opposition aux leurs propres.

Je fais allusion à ceci, non par désir d'exalter un principe politique abstrait qui a toujours été considéré comme extrêmement précieux par ceux qui se sont efforcés de faire triompher la liberté en Amérique, mais pour la même raison qui m'a fait parler des autres conditions de paix qui me semblent manifestement indispensables : parce que je désire sincèrement mettre les réalités en lumière.

Toute paix qui ne reconnaît pas ce principe sera inévitablement rompue ; elle ne s'appuiera ni sur les affections, ni sur les convictions de l'humanité. Le ferment spirituel de populations entières luttera sourdement et constamment contre elle, et le monde entier sympathisera avec ces populations. Le monde ne peut rester en paix que si son existence est stable, et il ne peut y avoir de stabilité là où la volonté est en rébellion, là où il n'y a ni tran-

quillité d'esprit, ni sens de la justice, de la liberté et du droit.

De plus, dans la mesure où cela est possible, chacune des grandes nations qui luttent maintenant pour aboutir au plein développement de leurs ressources et de leur puissance, devrait être assurée d'un débouché direct sur les grandes routes de la mer. Dans le cas où ce but ne peut être atteint par des cessions de territoire, il est certain qu'on peut y parvenir par la neutralisation des droits de passage direct sous la garantie générale qui assurera la paix elle-même. Grâce à des arrangements aimables et justes, aucune nation ne doit se voir fermer le libre accès des routes ouvertes au commerce du monde.

Les routes de la mer doivent être libres à la fois en droit et en fait. La liberté des mers est la condition *sine qua non* de la paix, de l'égalité et de la coopération.

Sans doute, une révision radicale d'un grand nombre de lois de pratique internationale qu'on estimait jusqu'ici établies peut être nécessaire afin de rendre en réalité les mers, dans toutes les circonstances imaginables, libres et d'un usage commun à l'humanité. La raison qui nécessite ce changement est convaincante et pressante : il ne saurait y avoir de pacte ou d'intimité entre les peuples du monde sans cela.

Le commerce libre, constant et assuré entre les nations fait partie intégrante de l'état de paix et du développement des nations. Il ne doit pas être difficile de définir ni d'assurer la liberté des mers, si les Gouvernements du monde désirent sincèrement conclure un accord à cet effet.

C'est un problème étroitement apparenté à celui de la limitation des armements navals et de la coopération des

marines du monde pour maintenir la mer libre et sûre. Et la question de la limitation des armements navals ouvre un problème plus vaste et peut-être plus difficile à résoudre que celui de la limitation des armées et de tous les programmes de préparation militaire.

Si difficiles et si délicates que soient ces questions, elles doivent être envisagées avec la plus grande sincérité et résolues dans un esprit de conciliation réelle si la paix doit apporter dans ses ailes la cicatrisation bienfaisante, la guérison durable. Il ne saurait y avoir de paix sans concessions et sacrifices mutuels. Il ne peut y avoir un sentiment de sécurité et d'égalité parmi les nations, si les formidables armements doivent continuer à se poursuivre désormais sans relâche.

Les hommes d'Etat de l'univers doivent se préparer à la paix, et les nations doivent adapter et accommoder leur politique à cette paix, de même qu'elles l'adaptaient autrefois à la guerre, aux contestations et aux rivalités impitoyables. La question des armements, soit sur terre, soit sur mer, est de toutes les questions pratiques la plus immédiate et la plus urgente pour les destinées futures des nations et de l'humanité.

J'ai parlé de ces importantes questions sans réserve et sans aucune réticence, parce que cela m'a semblé nécessaire, si toutefois l'ardent désir de paix qu'a le monde devait trouver quelque part une voix pour l'exprimer. Peut-être suis-je la seule personne investie d'une haute autorité parmi tous les peuples du monde qui ait le droit de parler et de ne rien taire.

Je parle comme simple individualité, mais je parle aussi, cela va sans dire, comme le chef responsable d'un grand Gouvernement et j'ai le sentiment d'avoir dit ce

que le peuple des Etats-Unis souhaitait de m'entendre dire. Ne puis-je pas ajouter que j'espère et que je crois avoir parlé en fait au nom des esprits libéraux, au nom de ceux qui dans chaque nation sont les amis de l'humanité tout entière, au nom de quiconque adhère au programme de la liberté? Et je me plais à croire que j'ai été le porte-parole de ces silencieuses multitudes humaines qui n'ont encore trouvé ni l'occasion ni le moyen d'exprimer les vrais sentiments de leur cœur devant la mort et la ruine dont elles voient accablés les personnes et les foyers qui leur sont les plus chers.

Et en formant cet espoir que le peuple et le Gouvernement des Etats-Unis s'uniront aux autres nations civilisées du monde pour garantir la permanence de la paix, dans les conditions que j'ai exprimées, je parle en pleine confiance, en pleine assurance. Il est évident, en effet, pour tout homme qui pense, qu'il n'y a en cette promesse aucune atteinte ni à notre tradition, ni à la politique de notre nation, mais bien plutôt un accomplissement de tout ce qui a été l'objet de nos croyances et de nos combats.

Je propose donc que les diverses nations adoptent, d'accord, la doctrine du Président Monroë comme la doctrine du monde; qu'aucune nation ne cherche à imposer sa politique à une nation ou à un peuple quelconque, mais que chaque peuple soit libre de fixer lui-même sa politique propre, de choisir les voies propres vers son développement propre, sans que rien le gêne, le moleste ou l'effraye, et de façon que l'on voie le petit marcher côte à côte avec le grand et le puissant.

Je propose donc que dorénavant toutes les nations évitent l'enchevêtrement des alliances qui pourraient les entraîner à des rivalités de pouvoirs, les envelopper dans un

filet d'intrigues et de compétitions égoïstes, et compromettre leurs propres intérêts par des influences venues de l'extérieur. Il ne saurait exister des enchevêtrements d'alliances dans un loyal accord de puissances. Quand tous s'unissent pour agir dans le même sentiment et le même dessein, tous agissent dans l'intérêt commun et chacun est libre de vivre sa propre vie sous une protection commune.

Je propose un Gouvernement établi par le consentement des gouvernés; cette liberté des mers que les représentants des Etats-Unis en des conférences internationales successives ont réclamée avec l'éloquence des ardents disciples de la liberté; et cette modération dans l'armement des peuples qui fera des armées et des flottes simplement les auxiliaires de l'ordre et non plus les instrument de l'agression et de la violence égoïste.

Tels sont les principes Américains, telle est la politique Américaine, les seuls que nous puissions soutenir. Et ce sont aussi les principes et la politique des hommes et des femmes de tous pays qui savent voir loin devant eux, les principes et les buts politiques de toute nation moderne, de toute communauté éclairée. Ce sont les principes de l'humanité et ils doivent prévaloir.

WOODROW WILSON.

« *Ce sont les principes américains, c'est une politique américaine.* » Le Président avait parlé avec justesse, car le pays acclama son message. Il y reconnut son idéal profond, défini et proclamé à la face du monde déshonoré par les massacres. Il ne mesurait pas en ré-

pondant ainsi combien immenses et combien proches étaient les sacrifices que cet idéal allait lui arracher.

La suite fut rapide. Le Président Wilson avait peut-être pensé que la solennité de ses déclarations intimiderait l'Allemagne et l'obligerait à différer la reprise de la guerre sous-marine. Il fut détrompé. Il avait parlé le 22 janvier; le 31 janvier au soir l'ambassadeur allemand lui remit une note qui est un des papiers diplomatiques les plus extraordinaires que nos temps aient produits, onctueux et douceâtre d'abord, brutal enfin; une savante mixture de vieille Allemagne et de Prusse. Le Gouvernement allemand faisait savoir qu'il avait pris connaissance du message du Président Wilson; « il lui était très agréable », disait-il, « de constater que les lignes directrices de cette importante manifestation concordaient avec les principes et les vœux auxquels souscrit l'Allemagne ». Et le rédacteur de la note citait complaisamment le droit qui appartient à toutes les nations de décider de leur sort et d'être traitées également, l'opposition au système d'alliances, la liberté des mers, la politique de la porte ouverte au commerce de toutes les nations. Il promettait « la joyeuse collaboration du Gouvernement allemand à tous les efforts qui tendraient à empêcher la guerre future ». N'avait-il pas une fois

déjà proposé la paix? Et soudain, le verbiage ayant assez duré, la note concluait et découvrait son sens :

Devant l'humanité, devant l'histoire et devant sa propre conscience, le Gouvernement impérial ne peut prendre la responsabilité de renoncer aux moyens, quels qu'ils soient, de hâter la fin de la guerre. Il avait espéré pouvoir atteindre ce but par des négociations avec le Président des Etats-Unis. Nos adversaires ayant répondu à cette démarche conciliante par l'annonce d'une aggravation des combats, le Gouvernement impérial doit dorénavant poursuivre la lutte qui lui est de nouveau imposée, en recourant à toutes les armes, s'il veut servir un idéal élevé d'humanité, et s'il ne veut pas pécher contre ses propres compatriotes.

Par suite, le Gouvernement impérial est décidé à abolir les restrictions qu'il s'était imposées jusqu'ici dans l'emploi de ses moyens de combats sur mer, dans l'espoir que le peuple américain et son Gouvernement comprendront les causes de cette décision et sa nécessité.

Le Gouvernement impérial espère que les Etats-Unis apprécieront le nouvel état de choses de la haute tribune de l'impartialité et que, de leur côté, ils aideront aussi à empêcher de nouveaux maux et des sacrifices de vies humaines inévitables.

Trois jours ensuite, le 3 février, le Président convoquait au Capitole les deux Chambres et les membres de la Cour Suprême. A deux heures, il paraissait devant ces trois corps. Il leur rappela l'engagement qu'il avait obtenu de l'Allemagne une année auparavant, il leur

rappela la déclaration qu'il avait faite, que si l'Allemagne revenait sur cet engagement, « les Etats-Unis n'auraient pas d'autre alternative que de rompre les relations diplomatiques ». Or, l'Allemagne revenait sur son engagement; les Etats-Unis devaient donc rompre avec elle. Le Président ne demandait pas au Congrès de rompre; il annonçait qu'il avait rompu. « J'ai chargé le Secrétaire d'Etat », dit-il, « d'annoncer à S. E. l'Ambassadeur d'Allemagne que toutes les relations diplomatiques entre les Etats-Unis et l'Empire Allemand sont rompues, que l'Ambassadeur des Etats-Unis à Berlin se retirera immédiatement et, en conformité avec cette décision, j'ai chargé le Secrétaire d'Etat de remettre à S. E. ses passeports. »

La Constitution autorisait le Président à décider une rupture diplomatique. Ainsi pouvait-il, sans excéder son pouvoir, engrener le pays vers la guerre que le Congrès seul était en droit de décréter. Cette guerre, il l'annonçait d'ailleurs et la montrait dans le lointain :

Si cette confiance invétérée de ma part en la discrétion et la clairvoyance de mes intentions venait malheureusement à se manifester sans fondement; si des vaisseaux américains, des existences américaines, devaient réellement être sacrifiés par leurs commandements navals, en contravention inconsidérée avec les accords justes et raisonnables du droit des gens et des commandements évi-

dents de l'humanité, je prendrai la liberté de revenir devant le Congrès demander qu'on me donne autorité pour employer tous moyens qui peuvent être nécessaires pour protéger nos marins et nos concitoyens au cours de leurs voyages légitimes et pacifiques en haute mer.

La pente était certaine. Le Président Wilson, Commandant en chef des armées de terre et de mer, fit armer les navires marchands et placer sur chacun d'eux une garde militaire; il leur donna pour consigne de tirer sur les sous-marins allemands sans leur laisser le temps d'attaquer. L'Allemagne déclara que ces gardes seraient traités comme francs-tireurs, et fusillés. Dès le mois de mars la guerre existait en fait, et il ne restait plus qu'à l'homologuer par un vote.

L'autorité et le prestige du Président étaient à ce moment très exaltés. Les solennités du renouvellement de son pouvoir venaient de s'accomplir au milieu d'un grand enthousiasme national. Conformément à l'usage, il avait paru le 7 mars sur les marches du Capitole et il s'était adressé à la foule innombrable pressée aux abords du palais.

Ici, au milieu de vous, j'ai prêté ce grand serment solennel dont vous venez d'être les témoins parce que le peuple des Etats-Unis m'a choisi pour me conférer cette auguste délégation du pouvoir, et m'a, dans son bon jugement, nommé chef de ses affaires. Je sais maintenant

toute l'importance de ma tâche. Je me rends compte pleinement des responsabilités qui s'y rattachent. Je prie Dieu de me donner la sagesse et la prudence pour accomplir mon devoir conformément au véritable esprit de ce grand peuple. Je suis le serviteur de ce peuple et ne peux réussir que s'il me soutient et me guide par ses conseils et sa confiance.

La chose sur laquelle je compte, chose sans laquelle ni conseils, ni actes ne vaudraient, c'est l'unité de l'Amérique, d'une Amérique unie en sentiments, en intentions dans la vision du devoir, dans la disposition à le servir.

Nous avons à nous méfier de tous les hommes qui chercheraient à tourner le labeur et les nécessités des nations à leur profit particulier ou à l'établissement de leur puissance privée. Prenez garde qu'aucune faction, aucune intrigue déloyale ne vienne rompre votre harmonie ou entraver votre esprit. Faites en sorte que notre Gouvernement reste pur et incorruptible dans toutes ses parties. Unis à la fois par la conception de notre devoir, par la ferme résolution de l'accomplir à la face du monde, dévouons-nous à la grande tâche qui nous incombe.

Pour ma part, je demande votre tolérance, votre appui, votre aide mutuelle. Bientôt se dissiperont les ombres qui obscurcissent notre route, nous marcherons en pleine lumière si nous restons seulement fidèles à nous-mêmes, et à nous-mêmes tels que nous désirons être connus dans les conseils du monde, dans les pensées de tous ceux qui aiment l'exaltation de la liberté, de la justice et du droit.

Quoiqu'il demandât maintenant, il était sûr de l'obtenir, d'emporter l'adhésion des cœurs. Le 2 avril, il

appela le Congrès en session extraordinaire et demanda le vote de la guerre.

> La neutralité armée est devenue une impossibilité, dit-il. Je propose que le Congrès déclare que les récents procédés du Gouvernement Allemand ne sont en fait rien moins que la guerre menée contre le Gouvernement et le Peuple des Etats-Unis. Je propose que le Congrès déclare qu'il accepte formellement l'état de belligérant qui lui est ainsi imposé; et qu'il prenne des dispositions immédiates non seulement pour mettre le pays en complet état de défense, mais pour lui permettre de développer toute sa puissance et d'employer toutes ses ressources afin de mettre à la raison le Gouvernement Allemand et de terminer la guerre.

Le Président demandait en outre des allocations de crédit en faveur des puissances déjà en guerre contre l'Allemagne; la mise sur le pied de guerre de la flotte; la mobilisation économique des ressources et du travail national; une augmentation immédiate de l'armée : il voulait 500.000 hommes recrutés suivant le principe du service obligatoire universel. Et ce qu'il ne demandait pas, ce qu'il ne disait pas expressément, il le laissait entendre dans la suite de son discours. « Nous devons aider les puissances en guerre contre l'Allemagne », disait-il. (Il évitait toujours de les appeler les puissances alliées; mais qu'importe un mot?) Il ajoutait, et la Presse en reproduisant ces mots les souligna : « *Ces*

puissances sont en campagne. Nous devons les aider de toute manière qui puisse y être effective. »



C'est fait. N'entreprenons pas de raconter les résistances, les manœuvres parlementaires toujours renouvelées, toujours déçues; n'entreprenons pas d'analyser cette organisation de guerre qui accroît les pouvoirs déjà immenses du Président; qui lui associe des conseils de techniciens munis de pouvoirs considérables : il est trop tôt, les ensembles n'apparaissent pas. Transportons-nous à cette après-midi du 16 juin où le Président célèbre, en présence du peuple, la « *Journée du Drapeau* ». Il pleut, un sergent de ville tient un parapluie sur sa tête, et il parle avec une ardeur qui impressionne la foule. Il veut qu'elle sache exactement où elle va, et qu'elle est engagée tout entière dans la plus formidable des luttes :

Mes Concitoyens,

Nous sommes réunis pour célébrer la journée du drapeau; ce drapeau que nous honorons, et sous lequel nous servons, est l'emblème de notre unité nationale, de notre puissance, de nos pensées et de notre but, en tant que nation.

Il n'a d'autre caractère que celui que nous lui avons donné, de génération en génération. C'est nous qui l'a-

vons choisi; il flotte dans un majestueux silence sur ses enfants qui doivent décider de la paix et de la guerre.

Aujourd'hui, bien qu'en silence, il nous parle au nom des hommes et des femmes qui nous ont précédés et des hauts faits qu'ils ont inscrits dans ses plis.

Nous célébrons le jour de sa naissance et les exploits dont il a été le témoin depuis cette date.

Une grande page d'histoire s'est déroulée depuis lors; il peut se dresser fièrement.

Il est le symbole de grands événements, d'une large conception de la vie promue par un grand peuple.

Voici l'heure venue de le conduire à la bataille, de l'élever bien haut là où il attirera le feu de nos ennemis.

Nous sommes prêts à appeler sous ses plis des milliers, des centaines de milliers, peut-être même des millions de nos hommes, de nos hommes les plus jeunes et les plus forts, prêts à affronter la mort à ses côtés.

Ils se disposent à aller au loin verser leur sang pour quelque chose d'inaccoutumé, quelque chose à quoi l'on n'avait jamais songé auparavant.

Les armées américaines n'avaient jamais encore été envoyées outre-mer.

Pourquoi y vont-elles maintenant? Est-ce pour un but nouveau auquel notre grand drapeau n'a encore jamais participé?

Le Président définit à nouveau la cause que les Etats-Unis vont défendre, et il termine par un engagement et une menace :

Pour nous, il n'y a qu'un choix possible et ce choix est fait.

Malheur à celui ou à ceux qui cherchent à se mettre en travers de notre route, en ce jour de résolution suprême, où le principe qui nous tient à cœur par-dessus tout doit être hautement affirmé! Pour le salut des nations nous sommes prêts à plaider devant le Tribunal de l'Histoire, et notre drapeau brillera d'un nouveau lustre.

Nous payerons de notre vie et de nos biens la victoire de la grande foi qui nous a vus naître, une gloire nouvelle luira sur notre peuple.

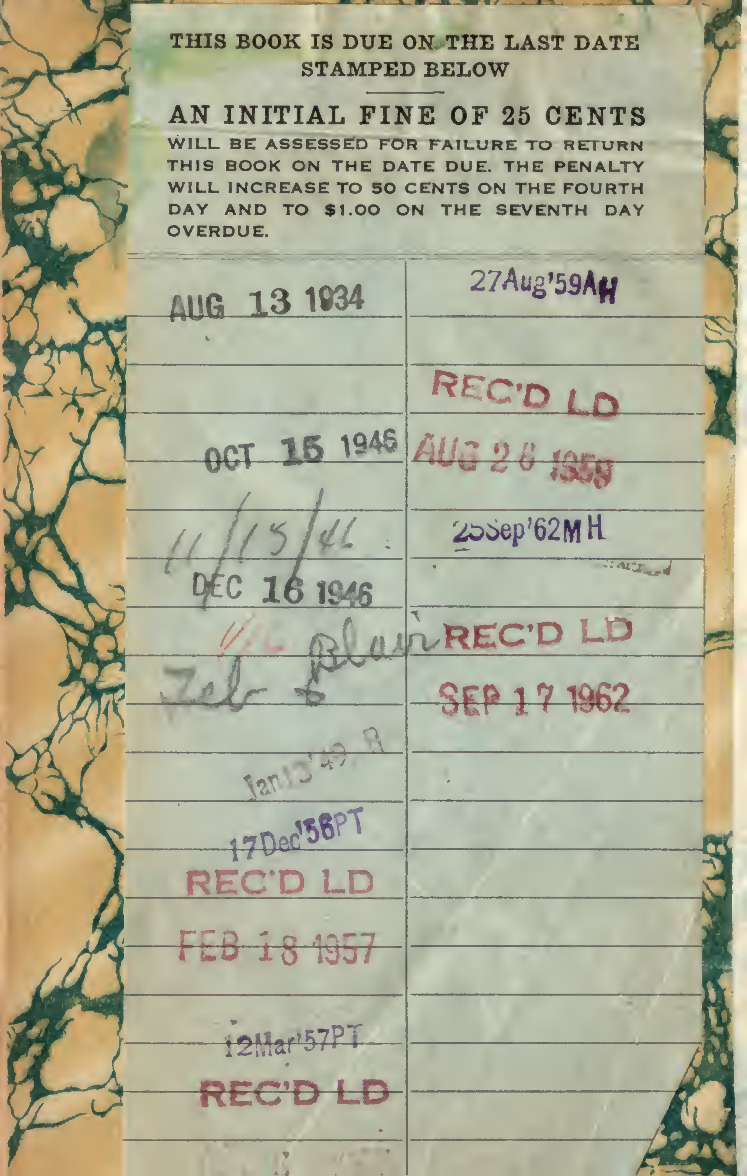
Malheur à qui traverse ma route! Beaucoup de libéraux, jusqu'alors ardents à soutenir le Président Wilson, n'aimèrent pas cette menace, et exprimèrent leur blâme. Le Président les laissa dire. Mieux que ces critiques enthousiastes et faibles, il sait quelle tâche il entreprend. Son esprit exercé par le pouvoir, aiguisé par la responsabilité, pénètre l'avenir encore enveloppé d'ombres. Il devine les sacrifices inouïs qu'il devra exiger; les résistances, les crises, les colères anarchistes, qu'il lui faudra briser; Lincoln vainqueur est tombé sous le couteau d'un furieux, le Président le sait; et il mesure enfin, mieux que les libéraux, la formidable tâche de faire entrer un peuple jeune, naïf et passionné, dans la sanglante histoire. Cette tâche, il la mesure, il l'assume tout entière. Mais il réclame, pour la conduire, la totalité de ses droits.

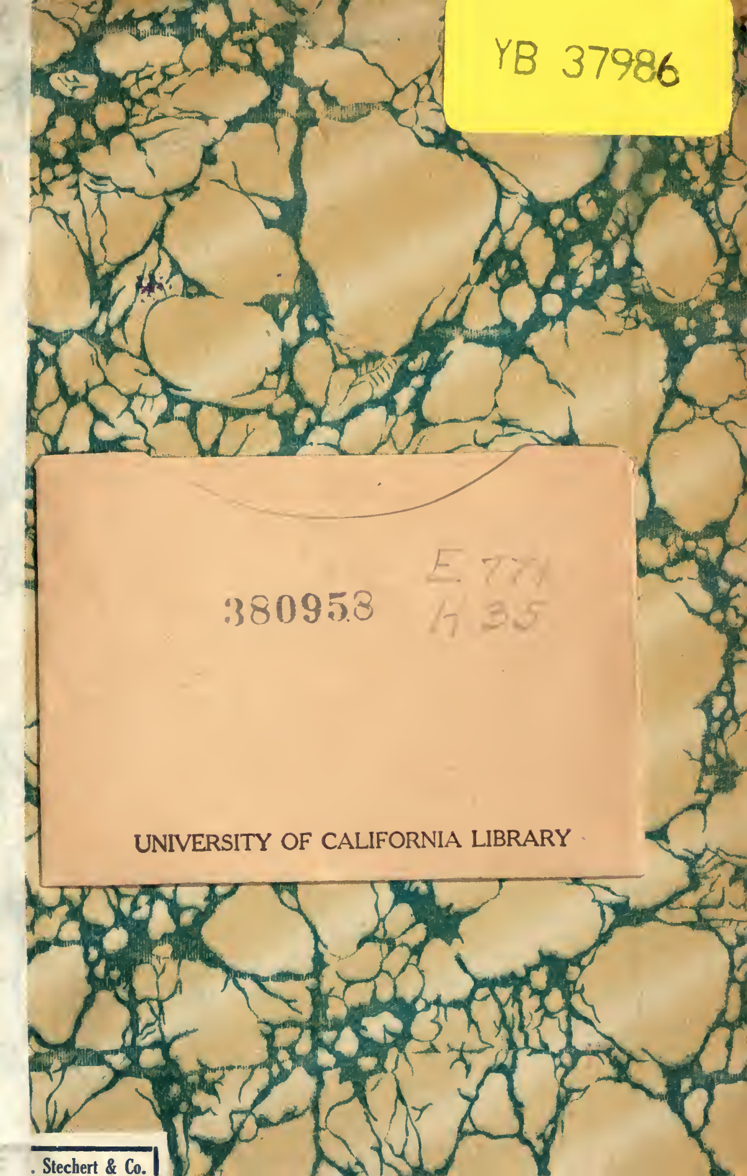
Il l'obtient. En septembre, le Congrès, après avoir

longtemps résisté, prolongé ses débats, s'ajourne enfin, et le Président Wilson, chef des armées de terre et de mer, dictateur de la production et de la consommation, donc le maître absolu de quiconque combat, de quiconque travaille, reste seul avec ses pleins pouvoirs pour réagir, et ses cours judiciaires pour sanctionner ses ordres : « Il a fallu quatre mois pour emporter tous les obstacles », écrit en son éditorial la *North American Review* de septembre 1917; « maintenant la place est nette. En dépit des intrigues et des obstructions d'un Congrès résistant à son ajournement; en dépit de trois mois de débats pour une seule loi, débats futiles et imposés par une poignée d'hommes entêtés, guidés dans leur tâche mauvaise avec une habileté extraordinaire; en dépit de tout, la vraie théorie de la direction unique et dictatoriale de la guerre a prévalu, et le Président tient dans le creux de sa main les pleins pouvoirs qui auraient dû être siens depuis le premier jour — pouvoirs infiniment plus grands que ceux d'aucun chef d'Etat vivant, et que n'ont surpassés ni ceux d'Alexandre ni ceux de Napoléon. »

Ainsi la nation entière considère le chef qu'elle s'est donné. « Maintenant il est libre », dit-on dans les clubs, la rue, les journaux, les salons; « qu'il gagne la guerre! »

TABLE DES MATIÈRES


THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE STAMPED BELOW
AN INITIAL FINE OF 25 CENTS
WILL BE ASSESSED FOR FAILURE TO RETURN THIS BOOK ON THE DATE DUE. THE PENALTY WILL INCREASE TO 50 CENTS ON THE FOURTH DAY AND TO $1.00 ON THE SEVENTH DAY OVERDUE.
AUG 13 1934
OCT 15 1946
DEC 16 1946
17Dec'56PT
REC'D LD
FEB 18 1957
12Mar'57PT
REC'D LD
27Aug'59AH
REC'D LD
AUG 26 1959
25Sep'62MH
REC'D LD
SEP 17 1962


YB 37986
380953
E 77
H 35
UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY
Stechert & Co.

